

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**AOUT - SEPTEMBRE 2019**  
**N°195**  
**TOME I**



**SOMMAIRE**  
**RAA**  
**AOÛT - SEPTEMBRE 2019**

**TOME I**

***Pages***

<b><u>PARTIE 1 : DELIBERATIONS</u></b>	<i>(Conseil du 30 septembre 2019)</i>	<i><b>p2</b></i>
--	---------------------------------------	------------------

**TOME II**

<b><u>PARTIE 2 : DECISIONS</u></b>	<i>(Conseil du 30 septembre 2019)</i>	<i><b>p2</b></i>
------------------------------------	---------------------------------------	------------------

<b><u>PARTIE 3 : ARRETES</u></b>	<i>(Mois d'août - septembre 2019)</i>	<i><b>p505</b></i>
----------------------------------	---------------------------------------	--------------------

1- ARRETES REGLEMENTAIRES	<i><b>p506</b></i>
2- ARRETES INDIVIDUELS	<i><b>p530</b></i>

## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION.....	P7
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE.....	P20
CULTURE.....	P33
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT.....	P64
HORS COMMISSION.....	P74
LOGEMENT.....	P101
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER.....	P143
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC.....	P202
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE.....	P211
RESSOURCES HUMAINES.....	P228
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	P234
TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.....	P247
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	P254
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	P273



**PARTIE 1  
SOMMAIRE**

<b>N°DELIB</b>	<b>AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION</b>	<b>PAGES</b>
M2019-493	Projet d'Associations Foncières Agricoles autorisées - Création d'un comité de pilotage et d'expertise - Approbation	8
M2019-494	Politique agroécologique et alimentaire - Attributions de subventions - Approbation	13
M2019-495	Politique agroécologique et alimentaire - Signature de la charte de l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle (AFAUP) - Autorisation	17
<b>N°DELIB</b>	<b>COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE</b>	<b>PAGES</b>
M2019-519	Association le Passe-Muraille - Chantier d'insertion restauration collective - Attribution de subvention - Convention - Approbation - Autorisation de signature	21
M2019-520	Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution de subventions aux associations - Programmation complémentaire 2019 - Approbation	24
M2019-521	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives - Lancement de l'appel à projets 2020	27
M2019-522	Règlement intérieur et convention d'occupation des aires de grand passage des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	30
<b>N°DELIB</b>	<b>CULTURE</b>	<b>PAGES</b>
M2019-524	Maison Louis Juvet et Théâtre du Hangar - Conventions d'occupation du domaine public avec l'association École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Subventions - Autorisation de signature	34
M2019-525	Agora des Savoirs saison 11 - Cycle de conférences 2019-2020 - Programmation - Conventions-type d'intervention avec les conférenciers - Approbation - Autorisation de signature	37
M2019-526	Agora des Savoirs saison 11 - Cycle de conférences 2019-2020 - Partenariat avec la librairie Sauramps	40
M2019-527	Adhésion à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC) - Approbation	43
M2019-528	Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature	46
M2019-529	Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Musée de la Révolution française de Vizille et le Musée du Louvre pour itinérance de l'exposition ' L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher ' - Autorisation de signature	49
M2019-530	Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Convention de gestion du site archéologique du Castellans, du musée municipal Paul Soyris et du dépôt archéologique de Murviel-lès-Montpellier - Autorisation de signature	52
M2019-531	- Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Demandes de subventions au titre de l'année 2020 - Approbation	55
M2019-532	Réseau des médiathèques - Renouvellement de la convention entre la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier hébergeant le Centre régional du Sudoc-PS Languedoc-Roussillon et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	58
M2019-533	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Demande de subventions au titre de l'année 2020 - Approbation	61
<b>N°DELIB</b>	<b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT</b>	<b>PAGES</b>
M2019-498	Mise en place d'un incubateur temporaire porté par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et Schlumberger - Convention de partenariat - Autorisation de signature	65
M2019-499	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) de l'Hérault - Attribution de subvention - Autorisation de signature	68
M2019-500	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SPL Occitanie Events pour le Forum EnerGaïa du 11 et 12 décembre 2019 - Approbation - Autorisation de signature	71

N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
M2019-546	Compléments relatifs aux tarifs - Modification de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018	75
M2019-547	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Le Point pour la co-organisation de la troisième édition de Futurapolis Santé à Montpellier - Autorisation de signature	78
M2019-548	Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie - Contrat copies internes professionnelles d'œuvres protégées - Autorisation de signature	81
M2019-549	Sommet des Maires du Pacte de Milan sur la politique alimentaire et urbaine à Montpellier - Prise en charge des frais de déplacement et de réception - Approbation - Autorisation de signature	84
M2019-550	Prise en charge des frais de venue d'une journaliste dans le cadre de l'ouverture du MOCO et de la tenue du Festival Montpellier Danse - Approbation	87
M2019-551	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations	90
M2019-552	Article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales - Délégations permanentes - Modification - Autorisation	93
M2019-553	Adoption du Procès-Verbal de la séance du 23 juillet 2019	99
N°DELIB	LOGEMENT	PAGES
M2019-506	Plan Logement d'abord - Convention d'objectif biennale entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant financier 2019/2020 - Autorisation	102
M2019-507	Plan Logement d'abord - Attribution de subvention - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'État et le Centre National de la Recherche Scientifique Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement (CNRS ART-Dev) pour la réalisation de l'étude ' un jour donné ' - Autorisation	105
M2019-508	Plan Logement d'abord - Attribution de subvention - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat, la Fondation Abbé Pierre et ADAGES pour le développement de la plateforme d'information sur les droits liés à l'Habitat - Autorisation	108
M2019-509	Charte partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes - Approbation - Autorisation de signature	111
M2019-510	Convention spécifique relative au versement par l'ANRU de la subvention ' indemnité pour minoration de loyer ' dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes - Approbation - Autorisation de signature	115
M2019-511	Cession de patrimoine d'Immobilier Méditerranée à 3F Occitanie - Maintien de garantie d'emprunts relative à 9 opérations situées sur diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	118
M2019-512	Réaménagement de prêts ' allongement de la dette ' - Renouvellement des garanties d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	121
M2019-513	Réaménagement de prêts ' Allongement de la dette ' - Renouvellement des garanties d'emprunts à la SA d'HLM CDC Habitat Social (anciennement dénommée Le Nouveau Logis Méridional) - Convention - Autorisation de signature	124
M2019-514	Réaménagement de prêts ' Allongement de la dette ' - Renouvellement des garanties d'emprunts à la SA d'HLM SFHE groupe ARCADE - Convention - Autorisation de signature	128
M2019-515	Réaménagement de prêts ' Allongement de la dette ' - Renouvellement de la garantie d'emprunts à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	131
M2019-516	Création d'un Centre d'Hébergement d'Urgence de 40 places - L'Hospitalet Saint-Charles, 241 rue Auguste Broussonnet à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'association GAMMES - Convention - Autorisation de signature	134
M2019-517	Opération "Rénover pour un habitat Durable et solidaire" 2013-2019 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de quarante et un logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	137
M2019-518	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson" - Attribution de subventions pour la réhabilitation de deux logements et des parties communes de quatre immeubles - Autorisation de signature	140

<b>N°DELIB</b>	<b>PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER</b>	<b>PAGES</b>
M2019-476	Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols - Approbation	144
M2019-477	Commune de Pérols - Modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	147
M2019-478	Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune du Crès - Approbation	150
M2019-479	Commune de Murviel-lès-Montpellier - Modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	154
M2019-480	Commune de Montpellier - Programme des équipements publics de la ZAC Beausoleil - Approbation	157
M2019-481	ZAC Roque Fraïsse - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) Concessionnaire - Approbation	161
M2019-482	Commune de Montpellier - Secteur Cambacérès - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunts à la SA3M - Autorisation de signature	164
M2019-483	Commune de Lattes - Parc d'activités des Commandeurs - Instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme - Approbation - Autorisation de signature	167
M2019-484	Commune de Montpellier - Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) - Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des PAE - Modification du montant du reversement pour l'exercice 2018 et de la convention financière correspondante - Autorisation de signature	170
M2019-485	Projet Urbain Partenarial (PUP) - SARL SUN LODGE - Commune de Montpellier - Approbation de la convention de PUP - Autorisation de signature	173
M2019-486	Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de Montpellier - Quartier Port Marianne à Montpellier - Secteur Mas Combelle - Instauration d'un périmètre de conventions - Convention de PUP avec VINCI Immobilier / ACM et la SERM - Autorisation de signature	176
M2019-487	Projet Urbain Partenarial (PUP) - Société en Nom Collectif (SNC) MARIGNAN Résidences - Commune de Montpellier - Approbation de la convention de PUP - Autorisation de signature	181
M2019-488	Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et Roxim Finance - Avenant n°1 à la convention de PUP - Autorisation de signature	185
M2019-489	Projet Urbain Partenarial (PUP) L'Olivette - SCCV Kalelithos-AQUIPIERRE - Commune de Saint-Brès - Périmètre d'application de la convention de PUP - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature	188
M2019-490	Projet Urbain Partenarial (PUP) Bir Hakeim - Terres du Soleil Promotion - Commune de Pérols - Délimitation du périmètre de PUP "Bir Hakeim" - Conventions de PUP "Bir Hakeim I" et "Bir Hakeim II" et périmètre d'application des présentes - Convention de reversement à la SA3M - Autorisation de signature	191
M2019-491	Projet Urbain Partenarial (PUP) - Conventions de reversement au Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc (SBL), au Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC) et à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	194
M2019-492	Commune de Castelnau-le-Lez - 1850 avenue de l'Europe - Cession des volumes 1 et 4 de l'état descriptif de division en volume portant sur les parcelles cadastrées AR n°142, AR n°172 et AR n°173 - Approbation	198
<b>N°DELIB</b>	<b>PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC</b>	<b>PAGES</b>
M2019-537	Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets pour l'année 2018 - Approbation	203
<b>N°DELIB</b>	<b>RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE</b>	<b>PAGES</b>
M2019-501	Convention de partenariat pour l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain - Avenant n°1 - Autorisation de signature	212
M2019-502	Requalification du Parc d'Activités Économiques du Salaison - Commune de Vendargues - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation	215
M2019-503	Festival WAT ! (What A Trip) 2019 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et WAT ! Festival - Approbation - Autorisation de signature	218

<b>N°DELIB</b>	<b>RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE (suite)</b>	<b>PAGES</b>
M2019-504	Mission d'affaires à Chengdu et Qingdao (Chine) du 9 au 17 novembre 2019 - Participation au Congrès EUPIC (EU Project Innovation Center) - Autorisation et financement de la mission	221
M2019-505	Mission d'affaires à Helsinki (Finlande) du 19 au 23 novembre 2019 - Participation au salon SLUSH - Autorisation et financement de la mission	225
<b>N°DELIB</b>	<b>RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>PAGES</b>
M2019-523	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	229
<b>N°DELIB</b>	<b>SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>	<b>PAGES</b>
M2019-534	Contrat de concession du service public d'assainissement collectif des communes Est et Ouest - Avenant n° 2 - Autorisation de signature	235
M2019-535	Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'eau potable et de l'eau brute pour l'année 2018 - Approbation	238
M2019-536	Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement pour l'année 2018 - Approbation	243
<b>N°DELIB</b>	<b>TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE</b>	<b>PAGES</b>
M2019-496	Convention entre la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation d'une animation dans le cadre de la Journée Nationale Qualité de l'Air 2019 - Approbation - Autorisation de signature	248
M2019-497	Rénovation thermique en copropriété dans le cadre du programme EcoCité - Modification du montage contractuel et conventions d'application - Autorisation de signature	251
<b>N°DELIB</b>	<b>TRANSPORTS ET MOBILITE</b>	<b>PAGES</b>
M2019-538	Mise en oeuvre du Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA) - Appel à projets Fonds Mobilités Actives - Autorisation de signature	255
M2019-539	Tramway Ligne 5 - Habillage des rames - Appel à idées - Approbation	258
<b>N°DELIB</b>	<b>TRANSPORTS ET MOBILITE (SUITE)</b>	<b>PAGES</b>
M2019-540	Projet Hydrogène et Mobilité de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	261
M2019-541	Tramway Ligne 5 - Protocole transactionnel d'indemnisation avec la SNC CAMPUS HIRONDELLES pour la réalisation des travaux de reconstitution des limites de la parcelle AS362 le long de la route de Mende à Montpellier - Autorisation de signature	264
M2019-542	Tramway Ligne 5 - Commission d'Indemnisation à l'Amiable - Création de la Commission - Désignation partielle des membres de la Commission - Complément à la délibération n°M2019-316 du 25 juin 2019	267
M2019-543	Tramway Ligne 5 - Protocole transactionnel d'indemnisation avec la société Terres du Soleil Promotion pour la réalisation des travaux de reconstitution de la parcelle AM33 le long de la route de Mende à Montpellier - Autorisation de signature	270
<b>N°DELIB</b>	<b>VOIRIE, ESPACE PUBLIC</b>	<b>PAGES</b>
M2019-544	Conventions de fonds de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Lattes, Baillargues, Le Crès et Beaulieu - Approbation - Autorisation de signature	274
M2019-545	Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole pour la liaison douce longeant la RD189 - Communes de Lattes (Boirargues) - Mauguio - Autorisation de signature	279

## **AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Agro-écologie et alimentation

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

## **Agro-écologie et alimentation - Projet d'Associations Foncières Agricoles autorisées - Création d'un comité de pilotage et d'expertise - Approbation**

Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole impulse, depuis sa création, ses axes stratégiques de développement autour de sept piliers dont l'Agroécologie et l'Alimentation. Elle a ainsi engagé une véritable démarche collaborative d'élaboration d'une politique agroécologique et alimentaire ambitieuse, en s'appuyant sur un réseau de partenaires de plus en plus étoffé.

Résolue à inscrire dans la durée sa politique, la Métropole a signé à Milan en octobre 2015 le pacte des politiques alimentaires urbaines, au côté d'une centaine de villes du monde. Elle bénéficie en outre depuis octobre 2017 de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Cette politique territoriale s'appuie sur une coopération étroite avec ses 31 communes, les acteurs de l'écosystème alimentaire et agricole, la communauté scientifique et les territoires voisins. L'objectif est de développer la capacité du territoire à nourrir les habitants de la Métropole et des territoires proches. Par délibération du Conseil du 29 juin 2015 la feuille de route est construite autour de cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- soutenir l'économie et l'emploi agricoles et agroalimentaires ;
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles (biodiversité, qualité écologique des eaux, des sols et de l'air) ;
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique ;
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

A partir de ces cinq finalités, la Métropole a proposé un cadre d'action basé sur 6 axes opérationnels :

- consolider le tissu des fermes agroécologiques en vente directe ;
- favoriser l'approvisionnement local de la ville, en particulier celui de la restauration collective ;
- mobiliser les citoyens autour de l'alimentation et du lien producteur consommateur ;
- soutenir les entreprises innovantes dans le domaine de l'agroalimentaire et des services à l'agriculture ;
- promouvoir la diversité des produits emblématiques du territoire et développer l'agro/œnotourisme ;
- construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets d'aménagement.

Pour mettre en œuvre ce cadre d'action, la mobilisation du foncier public et privé est affirmée comme un thème transversal fondamental, sur la base d'une animation foncière progressive.

Par ailleurs, la Métropole a engagé une vaste démarche prospective, qui développe une vision d'avenir à 50 ans, à l'échelle et dans le respect du grand « *amphithéâtre naturel* » dans lequel elle s'inscrit.

Ce projet, intitulé « *Montpellier Territoires, une métropole productive* » affirme l'importance de réactiver les ressources des espaces agronaturels au service de leurs valorisations économiques, sociales et environnementales et de l'acclimatation du territoire.

Ces démarches et ambitions trouvent notamment leur traduction dans le cadre de la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) arrêté par délibération du 19 juillet 2018 et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) en cours. Il s'agit de préserver durablement à horizon 2040 au moins deux tiers du territoire de la Métropole en espaces naturels et agricoles et de limiter l'urbanisation à un tiers du territoire, en priorisant le réinvestissement urbain et un urbanisme économe de l'espace.



La révision du Plan Climat en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) engagée en 2018 s'inscrit également, sur l'ensemble du territoire de la Métropole, dans les objectifs définis par la loi. Au-delà, la révision de ce document consolide l'action de la Métropole autour de sa politique énergie-climat, en combinant l'élaboration de son PCAET avec de nombreuses thématiques transversales, environnementales et de développement et de gestion durables du territoire, afin de limiter l'impact du territoire métropolitain sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et les polluants atmosphérique, mais également en réduisant sa vulnérabilité.

Au-delà de la préservation des terres, l'ambition est ainsi de construire un véritable projet agronaturel, répondant aux enjeux de la transition agroécologique et alimentaire. Celui-ci consolide le potentiel productif de la « *ferme métropolitaine* » tout en contribuant à la préservation de l'environnement (biodiversité, paysages), de ses ressources (eau, sol, air), à la limitation des risques (notamment incendie et inondation) et à l'acclimatation du territoire.

L'accès au foncier constitue dans ce cadre un enjeu primordial, renforcé dans un contexte urbain et périurbain. Les dynamiques observées mettent en évidence un parcellaire souvent morcelé, des phénomènes d'attentisme des propriétaires fonciers dans le contexte d'un marché soumis à la pression de l'urbanisation. La déprise agricole se traduit par l'enfrichement ou la transformation de terrains agricoles pour des usages de loisirs ou encore de cabanisation, phénomènes qui accentuent les difficultés rencontrées par les acteurs lors de la transmission des exploitations et pour les projets d'installation. De leur côté, la Métropole et les communes disposent de foncier susceptible de constituer des supports de projets agricoles locaux.

La Métropole a ainsi engagé en étroite collaboration avec les communes de son territoire une démarche pour permettre la reconquête foncière. Une étude d'opportunité, menée en 2016 et 2017 sur un large quadrant nord-ouest du territoire, a permis d'identifier un vaste potentiel à partir du foncier public et privé, favorable au déploiement de l'activité pastorale et agricole dans le cadre de la politique Agroécologique et Alimentaire.

Compte tenu des spécificités et enjeux précités, il a été proposé en 2017, d'approfondir le dispositif des Associations Foncières Agricoles (AFA) pour répondre à cette problématique.

Définie par le code rural, l'AFA est un outil de gestion mutualisée du foncier entre plusieurs propriétaires permettant la définition et la mise en œuvre d'actions de mise en valeur agricole, pastorale ou forestière ou contribuant au développement rural ou à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques dans leur périmètre. Ce projet a notamment été identifié dans les axes du protocole de coopération entre la Chambre d'Agriculture et la Métropole en avril 2018, établi dans le cadre des échanges sur le SCoT.

Deux secteurs des arcs nord et nord-ouest du territoire ont été privilégiés pour engager cette démarche expérimentale et novatrice :

- Un secteur nord sur les communes de Prades-le-Lez, Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez ;
- Un secteur ouest sur les communes de Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Lavérune, Saint Georges d'Orques, Grabels, Juvignac, Saint Jean de Védas.

La définition des périmètres, l'identification des parcelles mobilisables et les orientations stratégiques ont été établis en cohérence avec le projet de SCoT révisé, les travaux du PLUi en cours, les projets communaux et les partenariats de la Métropole avec les acteurs du territoire au titre de la politique agroécologique et alimentaire.



Le projet de création d'AFA a pour objectif d'accompagner la transition agroécologique et alimentaire durable du territoire, notamment :

- mobiliser des friches agricoles pour réactiver le foncier ;
- créer une couronne agricole diversifiée et nourricière sur la Métropole ;
- restaurer la biodiversité ;
- limiter les risques (inondations, feux de forêt) et préserver les ressources ;
- contribuer à l'atteinte des objectifs de neutralité carbone du territoire.

Il s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de la séquence Eviter Réduire Compenser environnementale et agricole portée par la Métropole. Les actions conduites par les AFA devront notamment se référer aux plans de gestion environnementaux existants. Les associations pourront également mettre en œuvre les actions prévues au titre des compensations environnementales et/ou agricoles portées par les différents maîtres d'ouvrages publics ou privés.

Compte tenu de ces enjeux, de la présence de foncier public au sein des deux périmètres et afin de garantir les règles de transparence qui lui sont liées, il a été proposé que ces deux AFA soient instaurées sous forme « *autorisée* » par arrêté préfectoral après enquête publique, en privilégiant une démarche basée sur le volontariat des propriétaires potentiels et en veillant à une représentation équilibrée dans la gouvernance des projets.

Deux comités de pilotage avec les maires des communes concernées ont eu lieu les 6 et 11 juin 2019.

Le projet a été partagé avec les partenaires lors d'un comité le 5 juillet 2019 auquel ont été conviés la Chambre d'Agriculture de l'Hérault, le collectif Initiative pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale (INPACT), les Jeunes Agriculteurs de l'Hérault, la SAFER Occitanie, l'Office National des Forêts (ONF – agence territoriale Hérault-Gard), le Centre Régional de la Propriété Forestière Occitanie (CRPF - antenne de l'Hérault) ainsi que le Conservatoire des Espaces Naturels Languedoc-Roussillon (CEN-LR).

Des premiers périmètres ont ensuite été consolidés avec les communes à partir du foncier public et privé « *favorable* » afin de proposer un projet permettant d'avancer par l'action, sur la base d'une animation foncière progressive, comme énoncé dans la délibération-cadre du 29 juin 2015, toujours sur la base du volontariat de la part des propriétaires concernés. Aussi, à la suite des premières actions engagées, résultats observés et nouveaux besoins, l'agrandissement des périmètres à de nouvelles emprises publiques ou privées pourra être envisagé et phasé dans le temps.

Des réunions de concertations ont été organisées sur plusieurs des communes concernées et de nombreux échanges ont suivi. Cette phase de concertation a fait apparaître que des interrogations subsistent et qu'il est nécessaire d'approfondir la réflexion avec l'ensemble des acteurs.

Dans cette optique il est proposé de constituer un comité de pilotage et d'expertise qui aura pour mission d'approfondir le projet de création des deux AFA et de poursuivre la concertation avec les acteurs du territoire.

Ce comité sera constitué dans un premier temps des maires des 11 communes concernées, de la Métropole et des membres du comité de partenaires : Chambre d'Agriculture de l'Hérault, INPACT, Jeunes agriculteurs, SAFER Occitanie, ONF, CRPF et CENLR.

Ce comité proposera les experts à associer notamment pour représenter les propriétaires et les différentes filières agricoles : viticulture, arboriculture et maraichage, élevage, prairies et cultures annuelles...

Il aura pour mission de proposer un dossier finalisé en vue de l'enquête publique pour chacune des AFA, qui comprendra le périmètre englobant les terrains intéressés, l'état des propriétés, l'indication de l'objet de l'association et le projet des statuts.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter de l'intérêt du projet d'AFA ;
- approuver la création d'un comité de pilotage et d'expertise ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100782-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Agro-écologie et alimentation

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSOUS

## Agro-écologie et alimentation - Politique agroécologique et alimentaire - Attributions de subventions - Approbation

Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une Politique Agro-écologique et Alimentaire (P2A) volontariste qui vise cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique ;
- Favoriser la cohésion sociale en soignant le lien avec la nature et celui entre ville et campagne.

Afin d'atteindre ces objectifs, la P2A se décline en 6 axes opérationnels :

- Consolider le tissu des fermes agro-écologiques en vente directe ;
- Favoriser l'approvisionnement durable de la ville et limiter le gaspillage alimentaire ;
- Mobiliser les citoyens en faveur de la transition agro-écologique ;
- Soutenir les entreprises innovantes agroalimentaires et de services à l'agriculture ;
- Promouvoir la diversité des produits emblématiques du territoire et développer l'agri et l'œnotourisme ;
- Construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets d'aménagement.

Pour relever ces défis « *de la fourche à la fourchette* », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs locaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement (économique, écologique et social) du territoire vers un système alimentaire durable. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2019, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

N° de dossier	Structure	Object de la structure	Projet	Montant proposé 2019
000556	<b>Agropolis International</b>	Favoriser les activités du pôle scientifique agriculture, alimentation, environnement, biodiversité.	Soutien à Agropolis International dans le cadre de la stratégie de développement économique et du soutien à l'innovation de la Métropole CPER 2015/2020	81 000 €
000345	<b>Chambre d'agriculture de l'Hérault</b>	Etablissement consulaire. Représentation des intérêts du monde agricole, conseil, formation, expertise, expérimentation pour le développement agricole.	Contribution au déploiement de l'agriculture sur le territoire de la Métropole : reconquête et valorisation de foncier agricole, structuration de filières pour la restauration collective, développement des circuits de proximité, de l'agritourisme, contribution à l'organisation des Assises territoriales de l'agroécologie et de l'alimentation durable.	42 000 €
000321	<b>INPACT Occitanie</b>	Promouvoir et mettre en œuvre un développement agricole et rural durable	Appui à la mise en œuvre de la P2A, en particulier en appui à l'élaboration du PLUi et de la reconquête foncière pour l'agriculture.	21 000 €
000346	<b>OCEBIO</b>	Développement des filières bio régionales ; représentation des entreprises bio de l'aval	Poursuivre les actions engagées en faveur du développement de filières bio territorialisées, qui	5 000 €

		(transformation, distribution) ; accompagnement des projets bio des entreprises ; promotion des produits bio régionaux et recherche de nouveaux marchés.	permettront d'améliorer l'offre en produits bio locaux pour la restauration collective, mais aussi pour les consommateurs en circuits courts (visibilité de l'offre bio sur la plateforme Bocal), pour les distributeurs de la Métropole (offre bio sur le MIN)	
000332	FR CIVAM	Promouvoir un développement durable des territoires agricoles et ruraux, concevoir et porter de nouveaux modèles de développement agricole et rural à dimension humaine et centrés sur le respect de l'homme et de l'environnement, contribuer au maintien d'un tissu social et économique vivant dans les campagnes.	Faire découvrir au public les savoir-faire et les métiers des agriculteurs engagés dans un développement durable : visites gratuites et commentées des fermes.	4 000 €
000357	Réseau des semeurs de jardins	Animer tout type de jardins gérés collectivement, les accompagner dans leurs initiatives, leur formation et leur développement à travers le respect d'une charte de bonnes pratiques et de les représenter auprès des collectivités territoriales.	Organisation et aménagement de plantations fruitières à différentes échelles sur des espaces publics urbains ; achats d'arbres fruitiers rares et méditerranéens et plantation en verger sec ; formation et accompagnement des jardins partagés sur la Métropole.	2 500 €
000347	Bede	Contribuer à la protection et à la promotion des agricultures paysannes en soutenant les initiatives d'une gestion respectueuse du vivant par un travail d'information et de mise en réseau	Conduire une étude prospective en lien avec la Maison des Sciences de l'Homme, visant à nourrir la Métropole avec une agriculture paysanne de proximité, engagée dans un processus de transition agroécologique. Identifier les développements possibles et les obstacles pour alimenter toute la Métropole à l'échelle d'une génération (2040).	2 500 €
000278 000279	Terre Nourricière	Réalisation d'outils pédagogiques afin de promouvoir et étendre la portée des actions associatives du territoire qui contribuent à un monde plus éthique, solidaire et durable.	Accompagner et valoriser les initiatives en agroécologie et alimentation durable. Proposition de réaliser une vidéo portraits d'acteurs ou groupes d'acteurs engagés sur le territoire de la Métropole.	2 000 €
000572	Let's Food Cities	Encourager la coopération entre villes du monde pour accélérer la transition de chaque territoire vers un système alimentaire durable	Encourager la transition vers des systèmes alimentaires territoriaux durables en facilitant la coopération entre villes, dans le cadre du Pacte de Milan de Politique Alimentaire Urbaine. Appui à la coopération avec la ville de Fès. Appui à l'évaluation du système alimentaire durable de la Métropole en termes de durabilité.	1 700 €

Soit un total de 161 700 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- approuver les termes des conventions ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 905, 906 et 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101230-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention AGROPOLIS INTERNATIONAL
- Convention CHAMBRE D'ACRICULTURE 34
- Convention INPACT Occitanie
- Convention FR CIVAM OCCITANIE
- Convention SEMEURS DE JARDINS
- Convention BEDE
- Convention OCEBIO
- Convention TERRE NOURRICIERE
- Convention LET'S FOOD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Agro-écologie et alimentation

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Agro-écologie et alimentation - Politique agroécologique et alimentaire - Signature de la charte de l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle (AFAUP) - Autorisation**

Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, rapporte :

L'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle (AFAUP) est une association à rayonnement national ayant vocation à fédérer les professionnels de l'Agriculture Urbaine (AU) et faciliter les liens avec les autres acteurs de la ville, le monde agricole et le grand public.

L'AFAUP a été créée en 2016 à l'initiative d'acteurs français historiques de l'AU. Les créateurs avaient à cœur de voir se développer une AU multiforme, aussi bien associative qu'entrepreneuriale, low-tech que high-tech, s'installant au sol, sur les toits ou même dans les parkings, en milieu urbain et péri-urbain. Y sont adhérents : consultants, fournisseurs, exploitants, animateurs, acteurs de l'insertion par le travail, porteurs de projets créateurs de lien social, de projets à vocation pédagogique, concepteurs de paysages comestibles...

L'AFAUP a rédigé une « *charte de l'AFAUP avec les donneurs d'ordres engagés dans un projet d'agriculture urbaine durable* ». Elle concerne autant l'agriculture urbaine que périurbaine, contribue à établir un lien privilégié entre les professionnels de l'AU (paysagiste, architecte, aménageur...) membres de l'AFAUP et les bailleurs privés et publics signataires. Elle vise en particulier à clarifier les bonnes pratiques à respecter avec les professionnels de l'AU en cas de mise en œuvre d'un projet d'AU sur du foncier appartenant à la collectivité. En outre, elle prévoit que la collectivité puisse prendre conseil auprès de l'association pour l'aider à rédiger un cahier des charges, expertiser un projet ou affiner une politique publique en faveur de l'AU.

Une première signature avec des collectivités a eu lieu le 27 juin à Paris. Les signataires étaient : Le Pré Saint Gervais, Lille, Montrouge, Paris, Plaine Commune, Rennes, Romainville, Saint-Denis, Senlis, Métropole du Grand Paris.

L'AFAUP organise, avec la Cité de l'Agriculture à Marseille, les 15 et 16 octobre 2019, la seconde édition des Journées de l'agriculture urbaine en Méditerranée. A cette occasion, un certain nombre de collectivités, dont Montpellier Méditerranée Métropole, seront invitées à signer la charte.

Dans le cadre de sa politique agroécologique et alimentaire, Montpellier Méditerranée Métropole s'implique déjà activement en matière d'agriculture urbaine et péri-urbaine, en lien avec les acteurs du système alimentaire territorial. La signature de la charte de l'AFAUP élargit le partenariat aux acteurs professionnels adhérents à l'association. Aucun engagement financier n'est prévu.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la charte de l'AFAUP ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101371-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Charte de l'AFAUP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,  
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION  
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU  
VOYAGE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Présents :**

**Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.**

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.**

**Absents / Excusés :**

**Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Audrey LLEDO**

# **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Association le Passe-Muraille - Chantier d'insertion restauration collective - Attribution de subvention - Convention - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences « Insertion par l'économique, Politique de la ville et Développement économique ». De surcroît, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé avec l'État le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole soutient des actions favorisant l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi.

L'association le Passe-Muraille a pour objet social de préparer à l'insertion professionnelle des personnes en recherche d'emploi grâce à des chantiers d'insertion ayant pour objet la sauvegarde, la restauration et la mise en valeur du patrimoine ainsi que la protection de l'environnement. En 2019, le Passe-Muraille lance un chantier d'insertion sur des filières hôtellerie restauration sur un lieu unique comprenant un restaurant pédagogique, un restaurant-traiteur et un centre de formation. Les prestations du chantier sont les suivantes : prestations en cuisine, restauration collective, service, transformation de produits bruts.

Les activités du chantier sont des supports pédagogiques dans le cadre d'une démarche globale d'accompagnement à l'emploi où il s'agit de déceler, de faire grandir, de renforcer les compétences techniques des personnes recrutées.

Le chantier se déroule sur le site de l'Institut National de Formation et d'Application (INFA), voisin de l'entreprise d'insertion « La Table de Cana », totalement équipé sur le plan pratique avec une cuisine pédagogique et tout le matériel nécessaire. L'INFA réalise la partie théorique de la formation technique de base. Le restaurant est ouvert 4 fois par semaine le midi pour 30 couverts. La transformation de produits bruts à destination de la restauration collective est réalisée en parallèle des heures de service.

Les salariés du chantier seront accompagnés dans leur projet professionnel et pourront être orientés vers de nombreuses possibilités pour poursuivre leur parcours d'insertion, notamment : la formation visant un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) de l'INFA, l'action « des Etoiles et des Femmes » portée par le GESS 34, l'entreprise d'insertion la Table de Cana, l'entreprise d'insertion « De la Terre à l'Assiette ».

Le chantier d'insertion est composé de 12 postes de travail. Les bénéficiaires sont recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 6 mois. Le chantier est conventionné « atelier permanent », permettant des entrées et sorties permanentes de bénéficiaires.

A ce titre, il est proposé, pour l'exercice 2019, le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole, par une subvention de 15 000 euros pour l'aide au démarrage de l'activité.

Le budget prévisionnel 2019 de l'action est le suivant :

- DIRECCTE :	90 031 euros
(dont salaires, CDDI),	
- Conseil Départemental de l'Hérault :	46 449 euros
- Montpellier Méditerranée Métropole :	15 000 euros
- Vente de prestations	35 328 euros
Soit un total 186 808 euros	

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'association le Passe-Muraille ;
- approuver l'attribution à le Passe-Muraille d'une subvention de 15 000 euros, sous réserve de la signature de la convention afférente, de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique (CDIAE) et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-103390-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la  
Ville, Lutte contre les  
discriminations, insertion par  
l'emploi, aires d'accueil des gens  
du voyage

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Audrey LLEDO

# **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution de subventions aux associations - Programmation complémentaire 2019 - Approbation**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Le Conseil de Métropole, réuni les 22 mars, 25 juin et 23 juillet derniers, a voté l'attribution de subventions au titre de l'année 2019, à des associations ayant déposé des demandes de subventions dans le cadre du contrat de ville 2015-2020 et ce, pour un montant global de 238 200 euros correspondant à 84 projets proposés par 57 associations.

Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les fiches opérationnelles du contrat de ville et concernent ses 5 axes opérationnels :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- Favoriser la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

A l'issue d'une nouvelle instruction partenariale et territoriale, il est proposé de soutenir financièrement 2 projets supplémentaires présentés au titre de l'appel à projets 2019 et qui s'inscrivent dans les orientations du contrat de ville, pour un montant total de 8 000 euros, sur les crédits politique de la ville.

Par ailleurs, pour 1 projet présenté au titre de la cohésion sociale et en lien avec les enjeux du contrat de ville, après instruction, il est également proposé un soutien financier de la Métropole pour un montant total de 1 000 euros, sur des crédits de droit commun (politique de la ville).

La répartition des subventions, en fonction des différents projets présentés, est la suivante :

<b>Actions relatives aux axes du contrat de ville</b> (Service Politique de la ville)		
<b>ORGANISME</b>	<b>Intitulé du projet (n°)</b>	<b>Subvention proposée 2019</b>
BE & Co (La boutique d'écriture & Co)	Apprentissage du français (5789)	4 000 €
BE & Co (La boutique d'écriture & Co)	Education – parentalité (5793)	4 000 €
<b>Total financements service Politique de la ville</b> <i>Chapitre 935</i>		<b>8 000 €</b>

<b>Action relative à la cohésion sociale</b> Droit commun (Politique de la ville)		
<b>ORGANISME</b>	<b>Intitulé du projet (n°)</b>	<b>Subvention proposée 2019</b>
TIN HINAN	Evènements organisés à l'occasion des 20 ans de l'association	1 000 €
<b>Total financements Droit commun (Politique de la ville)</b> <i>Chapitre 934</i>		<b>1 000 €</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitres 934 (Action sociale) et 935 (Politique de la ville) du budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-98089-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention-type Projet-DC.doc
- Convention-type Projet-AP.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

## **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives - Lancement de l'appel à projets 2020**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière de Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ3M). La délibération du 27 novembre 2017 a fixé les modalités de gestion et de financement du dispositif, le règlement d'intervention et l'organisation de la gouvernance.

Le FAJ3M est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté et en situation de précarité âgés de 18 à 25 ans révolus. Il constitue un enjeu de lutte contre la précarité des jeunes sur le territoire métropolitain.

Le fonds est destiné à aider financièrement les jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources dans le cadre d'une démarche d'accompagnement, associant l'ensemble des acteurs compétents et visant leur insertion sociale et/ou professionnelle.

Le FAJ3M vise à financer à la fois des aides individuelles (892 jeunes en 2018) et des actions collectives, ces dernières faisant l'objet de cet appel à projets. Le FAJ3M collectif permet d'accorder un soutien financier à des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

En 2019, un appel à projets FAJ3M Actions collectives a été lancé dans le cadre d'une démarche innovante et collective pilotée par le Lab Social pour recueillir les besoins des associations et des jeunes. Il a permis de soutenir 9 associations pour un montant total de 84 750 €. Cet appel à projets a également permis de travailler sur la mise en cohérence des dispositifs d'aide et d'accompagnement des jeunes dans le cadre d'une mise en parcours.

Il est proposé de lancer un nouvel appel à projets. Une note de cadrage, actualisée tous les ans, sera diffusée sur le site de la Métropole, destinée aux associations qui souhaitent candidater. Les axes d'intervention retenus devront s'inscrire dans une logique d'accompagnement des parcours des jeunes dans le but de rompre les situations d'isolement et de perte d'autonomie. Les projets devront également favoriser et stimuler l'envie d'agir des jeunes en permettant un engagement actif. Les axes prioritaires portent sur l'accompagnement social des jeunes de 16 à 25 ans et leur insertion sociale, l'inclusion numérique, l'insertion professionnelle ou encore l'accès aux soins.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de l'appel à projets sur le FAJ3M pour l'année 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100162-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la  
Ville, Lutte contre les  
discriminations, insertion par  
l'emploi, aires d'accueil des gens  
du voyage

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

## **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Règlement intérieur et convention d'occupation des aires de grand passage des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires de grand passage des gens du voyage.

En application de la loi relative à l'Égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017, qui a modifié l'article 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, le décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 précise les règles applicables aux Aires de Grand Passage (AGP), occupées chaque été pendant les migrations sur le territoire national par 350 000 à 500 000 gens du voyage.

Avec une double intention, qui est de : *« répondre aux besoins des gens du voyage en fixant des conditions minimales d'accueil tout en laissant aux communes et EPCI le soin d'adapter ces dispositions aux réalités locales »*, le décret prévoit la signature d'une convention d'occupation temporaire entre l'EPCI, informé par le préfet de département *« au moins deux mois avant »* de l'occupation de l'aire, et les arrivants (les preneurs) ou leurs représentants.

Dans ce cadre, il est nécessaire de se conformer au Règlement Intérieur type ainsi qu'à la « Convention d'occupation temporaire » définis au plan national et annexés au décret n°2019-171 du 5 mars 2019, pour tendre vers une harmonisation des modalités d'accueil entre les territoires de compétence.

A l'échelle de la Métropole, la rédaction du Règlement Intérieur proposé et adapté sera transposable à l'ensemble des AGP sur le territoire de la Métropole, qu'elles soient existantes, en cours de réalisation ou programmées pour répondre aux obligations définies par le nouveau schéma départemental 2018-2024.

Ce Règlement Intérieur définit les obligations et les interdictions qu'engendre l'utilisation des AGP, ainsi que la tarification applicable sur chaque aire au regard des services mis à la disposition des gens du voyage, tel qu'encadré par le décret.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Règlement Intérieur des aires de grand passage de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que la convention type d'occupation temporaire de ces aires ;
- approuver la tarification applicable sur ces aires ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99499-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES AIRES DE GRAND PASSAGE DE MONTPELLIER MEDITERRANNEE METROPOLE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **CULTURE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOU.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND



## **Culture - Maison Louis Juvet et Théâtre du Hangar - Conventions d'occupation du domaine public avec l'association École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Subventions - Autorisation de signature**

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de la convention de création du département d'art dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional entre l'Etat - Ministère de la culture et de la communication et Montpellier Méditerranée Métropole, et en vue de l'habilitation à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien, a été constituée une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 dénommée : « *Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon* » (ENSAD).

L'ENSAD a pour objet de mettre en œuvre le cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les établissements signataires de la plate-forme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, à savoir :

- La mise en réseau de ces établissements ;
- Le partage des principes et de modalités d'organisations communs dans le respect des spécificités de chacun ;
- La délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007.

Les espaces occupés par l'association dans le cadre de ses activités ne lui appartenant, il y a lieu de conclure des conventions d'occupation avec Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de propriétaire des bâtiments.

Ces conventions concernent la Maison Louis Juvet, siège historique de l'association, située rue Lallemand, à Montpellier, ainsi que le Théâtre du Hangar, situé au cœur du quartier Boutonnet, à Montpellier également, qui rouvrira ses portes le 12 octobre prochain, au terme d'un vaste programme de réhabilitation, et sera donc mis à disposition de l'ENSAD en vue de la création d'un pôle d'enseignement de l'art dramatique d'envergure nationale, au sein d'un véritable théâtre en activité.

Ces conventions définissent les modalités techniques et financières de l'occupation des lieux, en précisant notamment les conditions d'utilisation des espaces, la répartition des responsabilités entre les parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

L'occupation est consentie à titre gracieux et valorisée au titre de subvention en nature pour des montants respectifs de 146 500 € et 220 000 € pour la Maison Louis Juvet et le Théâtre du Hangar.

Ces conventions prendront effet à compter de leur signature et jusqu'au 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions d'occupation du domaine public avec l'association Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Guy BARRAL, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101361-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AOT ENSAD Maison Louis Juvet 2019-2021.docx
- AOT ENSAD Theatre du Hangar 2019-2021.docx
- M2019-524\_1.pdf
- M2019-524\_2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND

## **Culture - Agora des Savoirs saison 11 - Cycle de conférences 2019-2020 - Programmation - Conventions-type d'intervention avec les conférenciers - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal de Montpellier a validé la création de l'Agora des Savoirs, grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle nécessaire du chercheur dans nos sociétés et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Par délibération du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a reconnu l'intérêt métropolitain de l'Agora des Savoirs, l'organisation de l'événement lui étant désormais confiée et sa programmation portée par un comité scientifique.

Pour sa 11<sup>ème</sup> saison, l'Agora des Savoirs proposera vingt conférences, entre novembre 2019 et avril 2020, conférences qui se dérouleront les mercredis soirs, hors vacances scolaires, à 20 heures, au centre Rabelais de Montpellier.

Les conférences seront faites par des enseignants et chercheurs issus du dispositif national d'enseignement supérieur et de recherche, et notamment des établissements montpelliérains. Occasionnellement, des personnalités pourront également être sollicitées.

Le programme de l'Agora des Savoirs sera élaboré tout au long de l'année en écho à l'actualité des parutions autour des savoirs et des sciences, en dialogue avec un comité scientifique composé de trente scientifiques issus des universités et centres de recherche de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge les frais de déplacement, hébergement et restauration des conférenciers, dans la limite d'une enveloppe maximale de 13 000 € pour l'ensemble de la saison 2019-2020. Le montant de la prestation par conférence est fixé à 400 € net HT avec une enveloppe globale maximale de 12 000 € pour l'ensemble de la saison. Une convention d'intervention sera établie pour chacun des conférenciers.

Le Pr Gilles Boeuf, ancien président du Museum National d'Histoire Naturelle et membre invité du Collège de France, ouvrira la session de novembre-décembre prochain, dont le thème sera « la Biodiversité ».

Par ailleurs, suite à la démission de l'un des membres du conseil scientifique de la manifestation, il est proposé au Conseil, conformément à l'article 2 de la charte du conseil scientifique de l'Agora des Savoirs, de procéder à la désignation d'un nouveau membre de ce conseil scientifique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention-type d'intervention avec les conférenciers ;
- autoriser la signature des conventions d'intervention avec les conférenciers, leur rémunération dans les limites de l'enveloppe maximale ainsi que la prise en charge de leurs frais de déplacement, hébergement et restauration dans les limites de l'enveloppe maximale ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'un nouveau membre du conseil scientifique de l'Agora des Savoirs, par un vote à main levée, en application de l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- procéder à ces désignations et autoriser les personnes ainsi désignées à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99765-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- modèle contrat conférencier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Joël RAYMOND

## **Culture - Agora des Savoirs saison 11 - Cycle de conférences 2019-2020 - Partenariat avec la librairie Sauramps**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La 11<sup>ème</sup> saison de l'Agora des Savoirs proposera 20 conférences entre novembre 2019 et avril 2020, au centre Rabelais, le mercredi soir à 20 heures, hors vacances scolaires. Par délibération de décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a reconnu l'intérêt métropolitain de cette manifestation, donc l'organisation lui est désormais confiée.

La 11<sup>ème</sup> saison de l'Agora des Savoirs poursuit le principe, initié en 2009 par la Ville de Montpellier, de conférences construites en dialogue avec l'actualité des parutions d'essais, support privilégié de partage des connaissances.

Librairie très active à Montpellier pour la valorisation et la diffusion des ouvrages universitaires, de sciences humaines, de sciences dures et de techniques, la Librairie Sauramps est un partenaire historique et naturel pour proposer un accompagnement de la manifestation. Elle consacre, au sein de la librairie, un espace dédié à la présentation du programme de la saison et aux ouvrages des conférenciers invités et annonce, au sein de sa programmation d'animations, les conférences à venir. La librairie dispose également d'un espace de vente des ouvrages du conférencier invité, chaque mercredi soir, au sein du centre Rabelais.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage ainsi notamment à mettre à disposition de la librairie un espace de vente éphémère dans le hall de la salle Rabelais, les soirs de conférence et à valoriser ce partenariat dans ses outils de communication. La librairie Sauramps, quant à elle, s'engage à annoncer les conférences et la programmation dans ses espaces dédiés et à proposer à la vente les ouvrages récents du conférencier ainsi qu'une sélection liée au thème abordé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec la librairie Sauramps ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99761-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Joël RAYMOND

## **Culture - Adhésion à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC) - Approbation**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans sa volonté de placer tous les publics au centre de sa politique culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole affirme une politique dynamique et novatrice en termes de diffusion et de transmission des savoirs liés à l'Art. Afin d'entretenir cette démarche et de l'enrichir pour la développer et répondre aux demandes et besoins d'un public diversifié, en transformation incessante, il est proposé à Montpellier Méditerranée Métropole d'adhérer à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC). C'est un réseau de formation, d'expérimentations, de recherche et d'échanges autour de la médiation en Art Contemporain. Elle rassemble une cinquantaine de professionnels et de structures culturelles.

Cette association, qui a vu le jour en 2002 en région Midi-Pyrénées, a élargi ses activités en 2015 à l'ensemble du territoire de la région Occitanie. Fort de 15 ans d'expérience, ce réseau d'expertise est devenu essentiel afin de développer des liens collaboratifs. C'est pourquoi le musée Fabre a accueilli une session de l'association les 15 et 16 avril derniers avec des temps d'échange sur les pratiques de médiation culturelles, une présentation de la Panacée, des discussions et groupes de travail sur les outils de médiation et les actions menées par le LMAC ainsi que leur évaluation.

L'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau LMAC permettra de faire participer les agents en charge de la médiation culturelle dédiée aux publics, et de l'action culturelle, aux réunions, groupes de travail, temps d'échange et visites professionnelles organisées par l'association dans un but de perfectionnement et d'optimisation des pratiques de diversification et de facilitation des projets.

Le montant annuel de l'adhésion à l'association s'élève à 100 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association LMAC ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99673-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Joël RAYMOND

## Culture - Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Association Mission Bande Dessinée en Languedoc-Roussillon (MBDLR)	Projet : Festival « Les nouveaux mangakas »	5 000 €
Association pour le Développement de l'Archéologie en Languedoc-Roussillon (ADAL)	Projet : Edition de l'ouvrage « Maguelone, une île de la lagune méditerranéenne »	2 500 €

Par ailleurs, par délibération en date du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a attribué une subvention d'un montant de 7 000 € à l'association Effets Stars, pour l'organisation de la 4<sup>ème</sup> édition du festival international des effets spéciaux, initialement prévue en novembre 2019. La manifestation ayant été reportée en avril 2020, il y a lieu d'annuler la subvention accordée au titre de l'exercice 2019.

Les orientations de sa politique culturelle faisant par ailleurs de Montpellier Méditerranée Métropole un acteur fort du développement et du soutien de l'action culturelle sur son territoire, un fonds spécial Culture a été créé pour soutenir des actions culturelles organisées sur le territoire de la Métropole dont l'objet et le rayonnement entrent dans le champ de la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce fonds vise notamment à permettre à des associations de bénéficier ponctuellement d'aides de la Métropole afin d'aider à la réalisation de projets culturels visant à enrichir l'offre culturelle et à diversifier les publics.

A ce titre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Association Zigzags - M. Arbatz & Cie	Projet : Lectures musicales en hommage à Blaise Cendrars	2 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions aux associations susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution, ainsi que l'annulation de la subvention 2019 à l'association Effets Stars ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101360-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DCP 3M Convention Subventions Projet 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Joël RAYMOND

## **Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Musée de la Révolution française de Vizille et le Musée du Louvre pour itinérance de l'exposition ' L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher ' - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de ses missions fixées par l'article 2 de la loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, le musée Fabre développe des projets visant à rendre ses collections accessibles au public le plus large tout en concevant et en mettant en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture.

A ce titre, depuis sa réouverture en 2007, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé sa politique des publics en matière d'accessibilité en proposant une offre diversifiée et adaptée à chacun, particulièrement aux personnes aveugles et malvoyantes. Riche de cette expérience, le musée Fabre a souhaité donner la parole aux personnes aveugles pour la restituer auprès du grand public en lui proposant une autre expérience de visite, intime et singulière.

Du 9 décembre 2016 au 10 décembre 2017, le musée Fabre a présenté une exposition intitulée « L'art et la matière – Galerie de sculptures à toucher ». 80 000 visiteurs ont pu bénéficier de ce dispositif culturel. Fort de ce succès, le musée Fabre a souhaité faire bénéficier d'autres publics de ce dispositif culturel en le mettant gracieusement à disposition d'autres musées.

Le Musée de la Révolution française a souhaité accueillir l'exposition dans son intégralité du 8 novembre 2019 au 30 mars 2020, en associant le musée du Louvre à ce partenariat.

La convention a pour objet de définir les modalités d'accueil de l'exposition « L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher » au Musée de la Révolution française.

Le Musée de la Révolution française s'engage à :

- Prendre en charge la totalité des frais liés au transport et à l'installation de l'exposition dans ses murs, y compris les frais d'assurance des moulages et de la muséographie ;
- Prendre en charge la communication liée à l'exposition et au partenariat et à en informer le musée Fabre ;
- Valoriser le partenariat.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Prêter gracieusement les 5 moulages de l'exposition lui appartenant ainsi que la totalité de la muséographie, y compris les dispositifs multimédias ;
- Mettre à disposition son savoir-faire et ses compétences en matière de médiation tactile auprès des équipes du Musée de la Révolution française ;
- Valoriser le partenariat.

Le musée du Louvre s'engage à :

- Prêter gracieusement les 5 moulages provenant de ses collections ;
- Valoriser le partenariat.

La convention entrera en vigueur le jour de sa signature par les parties et s'éteindra au retour définitif et complet des moulages au musée du Louvre et au musée Fabre.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le Musée de la Révolution française et le musée du Louvre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-94678-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION DE PARTENARIAT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Audrey LLEDO

## **Culture - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Convention de gestion du site archéologique du Castellàs, du musée municipal Paul Soyris et du dépôt archéologique de Murviel-lès-Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Murviel-lès-Montpellier sont parties prenantes de la gestion du site archéologique du Castellàs, du Musée municipal Paul Soyris et ses collections, ainsi que du dépôt archéologique et des objets qu'il contient.

Le site archéologique de Murviel-lès-Montpellier donne à voir les vestiges de l'agglomération antique du Castellàs, bâtie au début du II<sup>e</sup> siècle avant notre ère et qui a été identifiée comme le chef-lieu du peuple gaulois des *Samnagenses*.

Le site fait l'objet d'une protection au titre des monuments historiques et s'étend sur une surface de plus de 20 hectares, sur des terrains appartenant en grande partie à Montpellier Méditerranée Métropole.

Un comité de pilotage réunissant la DRAC Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Murviel-lès-Montpellier est constitué afin d'effectuer le suivi du site et en avoir une vision stratégique. Depuis plusieurs années, des campagnes de fouilles programmées sont menées par le laboratoire « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes », UMR 5140.

Le Musée municipal Paul Soyris bénéficie de l'appellation Musée de France. Sa collection est principalement constituée d'objets archéologiques appartenant à la commune de Murviel-lès-Montpellier. Le Musée conserve également des biens archéologiques mobiliers issus des opérations de fouilles programmées qui appartiennent à Montpellier Méditerranée Métropole.

Le dépôt archéologique abrite les biens archéologiques mis au jour lors des fouilles pratiquées sur la commune de Murviel-lès-Montpellier, ainsi que ceux découverts fortuitement, et toute autre collection que la commune accepte d'héberger, sous réserve de l'accord préalable de la DRAC Occitanie.

Il convient de nouer une convention de gestion sur une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction sur une même période de trois ans, qui définit les modalités de fonctionnement des trois entités et qui détermine les engagements et responsabilités de chacune des parties.

Cette convention précise, entre autres clauses, que le site archéologique du Castellàs, le Musée municipal Paul Soyris et le dépôt archéologique, sont placés sous le contrôle scientifique de la DRAC Occitanie, Service Régional de l'Archéologie et Service des Musées, en lien étroit avec la conservatrice et Directrice du site archéologique Lattara – musée Henri Prades qui en a la responsabilité scientifique.

La convention stipule également que Montpellier Méditerranée Métropole intervient à différents niveaux, notamment à travers la programmation et la conduite des travaux à mettre en œuvre sur le site, l'entretien des espaces végétalisés, et par ailleurs, la prise en charge de la médiation du site et du Musée, dont les frais de fonctionnement sont portés par la commune de Murviel-lès-Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de gestion du site archéologique du Castellàs, du Musée municipal Paul Soyris et du dépôt archéologique de Murviel-lès-Montpellier entre la DRAC Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Murviel-lès-Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-98842-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention de gestion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Gilbert PASTOR

## Culture - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Demandes de subventions au titre de l'année 2020 - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit le déploiement de ses actions de manière à conforter le positionnement et le rayonnement de cet établissement culturel.

La programmation 2020 du site archéologique Lattara - musée Henri Prades sera riche en événements et comprendra de nombreux temps forts, notamment grâce à la présentation de trois expositions temporaires :

- *L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale*, exposition reconnue d'intérêt national ;
- Une exposition portant sur la *Via Domitia* ;
- Une exposition d'art contemporain.

Par ailleurs, des manifestations portant sur l'archéologie et le patrimoine (journées européennes du patrimoine, journées nationales de l'archéologie, « *Faites des fouilles !* », nuit des musées, etc.), des conférences, ainsi que diverses actions culturelles seront organisées tout au long de l'année.

De plus, les activités portées par le service des publics permettront d'aller au plus près de la population pour faire connaître l'archéologie ainsi que les richesses archéologiques du territoire.

En matière d'investissement, la campagne de restauration de biens archéologiques du musée Henri Prades sera prolongée de manière à continuer à protéger le patrimoine, le conserver, et le valoriser auprès d'un large public.

En raison de la teneur et de l'importance du programme d'activités du site archéologique Lattara – musée Henri Prades, il y a lieu de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne, à titre de soutien et d'accompagnement de l'établissement dans son développement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le dépôt de demandes de subventions auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100544-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Gilbert PASTOR



## **Culture - Réseau des médiathèques - Renouvellement de la convention entre la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier hébergeant le Centre régional du Sudoc-PS Languedoc-Roussillon et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

L'Agence Bibliographique de l'Enseignement Supérieur (ABES) a développé le catalogue collectif national des publications en série (revues, périodiques, collections). Il est interrogeable librement et gratuitement via le Web.

Toute structure documentaire française, quel que soit son statut (bibliothèque universitaire, bibliothèque municipale, centre de documentation, centre d'archives, etc.) peut devenir membre du réseau Sudoc-PS pour signaler et valoriser ses collections. Toutes les collections sont accessibles aux utilisateurs, par prêt des originaux, fourniture d'une reproduction par le dispositif du prêt entre bibliothèques ou mise à disposition pour consultation sur place ou accès distant.

La médiathèque centrale de Montpellier Méditerranée Métropole possède d'importantes collections de revues et journaux, notamment des titres anciens, susceptibles d'intéresser un public d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs. Afin de donner une visibilité nationale et internationale à ces fonds, et d'en ouvrir l'accès à un public distant, le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole adhère au réseau du Sudoc-PS depuis 2014.

La convention a pour objet de définir les conditions de coopération entre le Centre régional du Sudoc-PS Languedoc-Roussillon, rattaché à la Bibliothèque Interuniversitaire de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole : récupération de notices pour les titres non présents dans le catalogue du réseau des médiathèques pour éviter toute saisie, mise à jour en ligne des états de collections (volume, tome, année, mois, jour), support technique pour accéder au catalogue en ligne, formation et accompagnement du personnel.

Tout en aidant à une meilleure complétude du catalogue local du réseau des médiathèques, cette coopération s'inscrit dans les missions régionales et nationales de ce dernier. Ce catalogue, auquel toutes les grandes bibliothèques participent, est un outil de collaboration important entre bibliothèques de lecture publique et bibliothèques de l'enseignement supérieur.

Ce catalogue permet au réseau des médiathèques de disposer de plus de 1 122 localisations sous les notices de la base de données nationale des périodiques, dont 80 notices créées par les bibliothécaires de Montpellier Méditerranée Métropole pour des notices de revues absentes dans la banque de données. Au cours des prochaines années, ce travail d'inventaire des collections et de signalement est à poursuivre, pour les rendre toujours plus accessibles aux usagers.

Par délibération n°11868 en date du 24 septembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, avait approuvé la signature d'une première convention avec la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier relative à ce projet de coopération. Cette convention arrivant à échéance en décembre 2019, il est proposé de la renouveler pour une durée de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier hébergeant le Centre régional du Sudoc-PS Languedoc-Roussillon ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Guy BARRAL, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99897-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_Sudoc\_2019\_corrigeel567685613538.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Audrey LLEDO

## **Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Demande de subventions au titre de l'année 2020 - Approbation**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole et sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture qui lui a accordé le renouvellement du label « CRR » en 2016 pour une durée de sept ans.

Le CRR poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants et de formation pré-professionnelle des étudiants. Le cursus des études proposées conduit à l'obtention du Certificat d'Etudes Musicales, Chorégraphiques ou Théâtrales (parcours amateur), et du diplôme d'Etudes Musicales, Chorégraphiques ou Théâtrales (parcours pré-professionnels). Un partenariat noué avec l'Université Paul Valéry, Montpellier III permet en outre la délivrance d'une licence mention Musique, parcours musicien interprète.

Des enseignements spécifiques ont également été mis en place dans le cadre de classe à horaires aménagés en musique et/ou en danse, en partenariat avec les écoles primaires Gambetta et Auguste Comte, le collège Clémence Royer et le collège du Jeu de Mail, ainsi que le lycée Clémenceau. Les élèves de ces établissements peuvent ainsi bénéficier des enseignements du CRR dans le cadre de leur cursus scolaire.

Au-delà de ces enseignements spécifiques, le CRR s'inscrit dans le plan de développement des pratiques chorales proposé par le Ministère de l'Education Nationale et le Ministère de la Culture. Il participe activement à la démarche de développement des pratiques artistiques en lien avec le secteur scolaire, afin de sensibiliser le plus grand nombre d'enfants à la pratique musicale et de leur permettre d'être en contact direct avec un champ artistique riche et varié.

La formation artistique et culturelle est également développée à travers des partenariats pédagogiques avec les acteurs culturels, tels que ceux établis avec l'Université Paul Valéry, l'Orchestre National de Montpellier et la Direction des Affaires Culturelles Occitanie.

Enfin, parallèlement à ces activités pédagogiques, plus de 250 manifestations publiques gratuites (auditions, concerts, classes de maître, conférences, etc.) sont organisées chaque année, positionnant le CRR comme un acteur de diffusion culturelle incontournable sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Aussi, considérant les enjeux pédagogiques et d'accès aux pratiques artistiques portés par cet établissement, il est proposé de renouveler, pour l'année 2020, les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, (Ministère de la Culture – DRAC), de la Région Occitanie et du Conseil départemental de l'Hérault, en soutien au fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication - DRAC), de la Région Occitanie et du Conseil départemental de l'Hérault, au titre de l'année 2020 ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-98849-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,  
ARTISANAT**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEF

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Mise en place d'un incubateur temporaire porté par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et Schlumberger - Convention de partenariat - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

A la suite de la mise en œuvre d'un plan de réduction des effectifs au niveau national ayant pour conséquence la suppression de 24 postes sur le territoire de Montpellier, la société Schlumberger est tenue de mettre en place une convention de revitalisation économique, sous l'autorité de la DIRECCTE avec un budget total de 110 000 euros en 3 volets :

- Financement d'une promotion de la Grande Ecole du Numérique (avec la formation UpTo) ;
- Mise en place de 2 actions pour favoriser la mixité dans le domaine du numérique ;
- Soutien à des projets ou entreprises innovantes.

Dans le cadre de l'action de soutien à des projets ou entreprises innovantes, Schlumberger s'est rapproché du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole. Schlumberger et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole ont donc conçu ensemble un programme d'incubation de 8 mois pour 4 startups et avec l'objectif de pérenniser 8 emplois sur le territoire dans l'année qui suivra l'incubation. Ce programme sera nommé « *Schlumberger Sparks by BIC Montpellier* ». Il s'appuiera en partie sur les ressources logistiques et humaines du BIC.

Chaque startup bénéficiaire du programme d'incubation pourra profiter de :

- Un accompagnement par un chargé de mission du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, qui dédiera 20% de son temps travaillé à cette action, pendant la durée de l'incubation ;
- Le financement de quelques heures de formation individuelle par des consultants (8 heures maximum par startup) ;
- La possibilité de participer aux formations et rencontres organisées par le BIC tout au long de l'année ;
- La possibilité d'être hébergée dans l'une des pépinières (Cap Omega, Cap Alpha, MIBI) du BIC. 45m<sup>2</sup> seront partagés par les 4 startups accompagnées ;
- Un support technique et technologique d'experts de Schlumberger et des expertises des fonctions supports de Schlumberger (RH, comptabilité, etc.) pour un montant global estimé à 90 heures pour chaque startup accompagnée ;
- Des mises en relation des startups avec des équipes de Schlumberger ou de ses partenaires qui pourraient être amenées à collaborer avec les startups.

La participation du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole sera entièrement financée par Schlumberger dans le cadre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi à hauteur de 36 600 euros HT, soit 43 920 euros TTC, correspondants à la totalité des coûts engagés par la Métropole dans le cadre de cette action.

Cette action concourt à l'objectif premier du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole qui est de favoriser la création d'emplois dans de jeunes sociétés innovantes sur le territoire de la Métropole. L'appel à candidatures des startups étant ouvert à tout projet national ou international, l'incubateur pourra en particulier attirer des projets exogènes.

Enfin, la communication qui sera faite, notamment lors du lancement de l'appel à candidatures des startups, favorisera le rayonnement de la Métropole.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Schlumberger et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver la signature de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Schlumberger ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100794-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) de l'Hérault - Attribution de subvention - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des actions destinées à promouvoir et à consolider le tissu économique des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille. Dans cet objectif de développement, Montpellier Méditerranée Métropole soutien la création, le développement, l'implantation des entreprises et favorise les synergies au sein de l'écosystème.

L'artisanat est un moteur important du dynamisme économique local et Montpellier Méditerranée Métropole travaille en partenariat avec les acteurs économiques de ce secteur. Dans ce cadre et depuis plusieurs années, une convention est signée avec la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) de l'Hérault.

Il est proposé de renouveler ce partenariat pour l'année 2019.

La CAPEB et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent sur des axes de coopération communs dont l'objectif global est le développement des bonnes pratiques et le soutien à l'activité artisanale du bâtiment.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole et la CAPEB travaillent ensemble sur les volets suivants :

- formation et sensibilisation des artisans à l'Ecoconstruction, la qualité des bâtiments et du confort d'été, aux bonnes pratiques en secteur patrimonial ;
- Participation opérationnelle à la plateforme Renov' Energie ;
- Le numérique dans le bâtiment (matinales de l'artisanat en partenariat avec Orange) ;
- L'emploi (forum pour l'emploi, promotion et forum des métiers du bâtiment) notamment dans le cadre du contrat de ville ;
- L'accessibilité et la mise aux normes dans les établissements recevant du public (label Handibat) ;
- Les déchets professionnels (convention avec VEOLIA pour l'utilisation de la déchetterie professionnelle) ;
- L'accès aux marchés publics (diffusion des appels d'offres auprès de leurs adhérents) et information sur les clauses sociales.

Dans le cadre de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole versera une subvention de fonctionnement de 10 000 euros à la CAPEB.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat ;
- autoriser le versement d'une subvention de fonctionnement de 10 000 euros à la CAPEB ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99295-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SPL Occitanie Events pour le Forum EnerGaïa du 11 et 12 décembre 2019 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Organisé par la SPL Occitanie Events, le Forum des énergies EnerGaïa accompagne depuis plus de 10 ans la filière des énergies renouvelables (solaire thermique et photovoltaïque, éolien, bois-énergie, géothermie...) mais aussi l'écoconstruction ou encore la mobilité durable. En 2019, le Forum EnerGaïa aura lieu au Parc des Expositions de Montpellier les 11 et 12 décembre.

A la fois Forum intégrant un cycle de conférences et de tables rondes abordant les nouveaux enjeux du marché, et convention d'affaires avec l'organisation de plus de 150 rendez-vous « B to B » ciblés, le Forum EnerGaïa conforte son positionnement de rendez-vous majeur des professionnels de la filière des énergies renouvelables. Le Forum EnerGaïa a été labellisé COP21, COP22, COP23 et COP24 et est placé sous le haut patronage du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.

L'édition 2018 du forum EnerGaïa a confirmé la forte progression du salon avec plus de 160 exposants (+35 % par rapport à 2017) et plus de 6 000 visiteurs (+27 % par rapport à 2017) dont 62 % de décideurs.

Outre Montpellier Méditerranée Métropole, le Forum est soutenu par la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, l'ADEME, la CCI Occitanie, le Pôle de compétitivité DERBI, France Energie Eolienne, Pôle Mer Méditerranée, le Cluster Cemater, Envirobat Occitanie, les syndicats FEDENE et SNCU.

La participation de Montpellier Méditerranée Métropole comme partenaire institutionnel de cet événement vise à renforcer le positionnement du territoire, dans un objectif d'attractivité, comme pôle majeur des énergies renouvelables mais aussi à mettre en valeur son action en faveur de la transition énergétique en particulier au travers du projet Métropole Solaire.

La collaboration entre les deux partenaires porte sur la mise en place de visibilité croisée. Ainsi Montpellier Méditerranée Métropole promeut l'événement auprès de ses partenaires et réseaux, sur l'ensemble de ses supports de communication économique dans un objectif de participation au salon. La SPL Occitanie Events fait mention du partenariat sur tous les documents de communication « Annonceurs, prescripteurs et visiteurs » aux côtés des autres partenaires officiels.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un espace stand institutionnel de 24 m².

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la SPL Occitanie Events ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Maud BODKIN, M. Renaud CALVAT, M. Mustapha MAJDOUL.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100681-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PARTENARIAT MMM ENERGAIA 2019 v2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **HORS COMMISSION**





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR, Jean-Luc SAVY

# Hors commission - Compléments relatifs aux tarifs - Modification de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades invite le public à la découverte de l'antique cité de *Lattara*, occupée du VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère jusqu'au III<sup>e</sup> siècle de notre ère.

La boutique du musée présente aux visiteurs un large choix de livres tout public, de bijoux, de cartes postales et de produits dérivés.

Il convient d'ajouter de nouvelles références afin de renouveler et d'élargir la gamme d'ouvrages et d'articles proposés à la vente.

L'article ci-dessous vient ainsi compléter le point 4 de la thématique de politique publique « Culture » de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018.

## ▪ Les ouvrages

Auteurs	Titres	Prix de vente
MACDONALD Fiona	Questions / Réponses- Les Romains	7,40 €
MACDONALD Fiona	Questions / Réponses - La vie des Grecs	7,40 €
MONTARDRE Hélène	Questions / Réponses - La mythologie grecque	7,40 €
COLLECTIF	Questions / Réponses - Rome et l'empire romain	7,40 €
BEAUMONT Jacques	La grande imagerie - Les Romains	7,95 €
BOCCADOR / TEMPESTA	La grande imagerie - La mythologie	7,95 €
DIAZ Diego	Habille les explorateurs et les guerriers - Autocollants Usborne	8,95 €
GRIMAUD Renée	Sites gallo-romains en France	14,90 €
CARPENTIER Vincent	Archéologie du débarquement et de la bataille de Normandie	15,90 €
de LUMLEY Henry	Les gorges du Verdon - Guides archéologiques de la France	18,00 €
DEMOULE Jean-Paul	Trésors : les petites et grandes découvertes qui font l'archéologie	19,90 €
HANCOK Graham	Civilisations englouties	25,90 €
COLLECTIF	L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale	29,00 €
COLLECTIF	Catalogue Benoît Maire	35,00 €

## ▪ Les bijoux

Fournisseurs	Modèles	Prix de vente
ENARRO Boutique	Boucles d'oreilles Vinalia, améthyste ou grenat	21,00 €
	Boucles d'oreilles Amphora aventurine	21,00 €
	Boucles d'oreilles Tétra jaspe rouge	22,00 €
	Boucles d'oreilles Crotalia	23,00 €
	Boucles d'oreilles Amphora lapis-lazuli	23,00 €
	Collier lunule doré	25,00 €
	Boucles d'oreilles Tétra améthyste	25,00 €
	Collier 3/1 perles et jaspe rouge	26,00 €
	Collier 3/1 perles et améthyste	31,00 €
AU FIL DU METAL	Bracelet période gallo-romaine	24,00 €

▪ **Articles divers**

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
MAGNETO MANIA	Gomme "soldat romain"	3,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires complémentaires proposées ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-97005-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Perla DANAN, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR, Jean-Luc SAVY

## **Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Le Point pour la co-organisation de la troisième édition de Futurapolis Santé à Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain, rapporte :

*Le Point* est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, *Le Point* organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du *Point*, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse.

Une équipe spécifique du *Point* apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

*Le Point* organisera les 18 et 19 octobre 2019 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription dénommée « *Futurapolis - Santé* ».

Afin de soutenir cet événement qui participe au rayonnement de son territoire, la Métropole s'engage à mettre à disposition du jeudi 17 octobre au dimanche 20 octobre 2019 l'Opéra Comédie de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole prendra également à sa charge l'habillage (covering) d'une rame de tramway pour un montant estimé de 8 000 € HT, et participera aux frais techniques de la manifestation à hauteur de 30 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation de la Métropole aux frais techniques de la manifestation à hauteur de 30 000 euros HT, sous réserve de la signature de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et *le Point* ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-94977-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Futurapolis\_ConventionPourDelib\_100719.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Perla DANAN, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR, Jean-Luc SAVY

## **Hors commission - Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie - Contrat copies internes professionnelles d'œuvres protégées - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En vertu des règles de la propriété intellectuelle, les copies papiers ou numériques d'articles de presse ou d'extrait de livres diffusées en interne à des fins d'information, de communication et de documentation, sont protégées par le droit d'auteur.

Le Code de la propriété intellectuelle définit les conditions de protection des œuvres de l'esprit au bénéfice de leurs auteurs ou ayant droit et prévoit à cet effet les modalités de mise en œuvre du droit de reproduction.

Les auteurs et éditeurs de presse ont confié, au Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC), la gestion des droits attachés à leur publication ainsi que la perception et la répartition des droits de propriété intellectuelle en matière de droit de reproduction. Ainsi, le CFC délivre, par contrat, aux personnes morales concernées, les autorisations de reproduction et de diffusion en contrepartie du versement d'une redevance.

Le contrat annuel Copie Internes Professionnels permet de diffuser en toute légalité des « *copies papiers et numérique d'extraits de publications* » réalisées à partir de différentes sources : abonnements, achats au numéro ou en librairie, articles sur internet, sous certaines conditions et limites.

En contrepartie, le cocontractant doit déclarer ses effectifs chaque année ainsi que la liste de ses abonnements ou achats réguliers de presse et de livres, à la demande du CFC. Cette déclaration, permet ensuite au CFC de répartir la redevance annuelle perçue entre les ayants-droits des publications utilisées.

La tranche tarifaire « 2 501 à 5 000 agents » serait applicable à Montpellier Méditerranée Métropole, soit une redevance annuelle de 5 500 € HT. Ce montant pourra être révisé annuellement. Le contrat à intervenir d'une durée d'un an sera tacitement reconduit au maximum cinq fois sauf dénonciation par courrier avec accusé de réception au moins un mois avant sa date d'expiration.

Soucieuse du respect de la réglementation en vigueur et de la préservation des droits touchant à la propriété intellectuelle, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite conclure dans les conditions définies ci-dessus, un contrat copie internes professionnelles d'œuvres protégées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du contrat copie internes professionnelles d'œuvres protégées ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99785-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- contrat CFC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Perla DANAN, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

## **Hors commission - Sommet des Maires du Pacte de Milan sur la politique alimentaire et urbaine à Montpellier - Prise en charge des frais de déplacement et de réception - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En 2015, une centaine de maires de grandes villes à travers la planète, dont huit collectivités françaises, ont signé lors de l'exposition universelle de Milan un pacte affirmant une volonté politique claire d'aller vers des systèmes alimentaires territoriaux durables en donnant des solutions concrètes pour y parvenir à travers 37 actions recommandées.

Quatre ans après son lancement, le Pacte de Politique Alimentaire de Milan a réussi à s'imposer comme un espace inédit et innovant de coopération entre les villes, les réseaux qui les lient et les organisations internationales. Les politiques alimentaires sont perçues et utilisées comme un levier permettant d'accéder au développement durable de ces aires urbaines en constante et rapide expansion.

Après Milan, Rome, Valence et Tel Aviv, Montpellier accueillera donc la réunion annuelle du Milan Urban Food Policy Pact (MUFPP) avec 200 représentants de villes à travers le monde. En signant ce pacte, les collectivités se sont engagées à la protection des terres à fort potentiel, à la priorité donnée aux circuits courts, et à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Parmi les sept piliers thématiques de la Métropole, l'un consacré à l'agroécologie a pour objectif de mettre en place les moyens « *de produire pour les 50 ans à venir l'alimentation dont les populations ont besoin pour se nourrir* ». L'illustration de cette volonté est la validation du SCoT 2019-2040, préservant 400 ha de terres.

Le 5<sup>ème</sup> rendez-vous annuel et le sommet des maires du Pacte de Milan sur la politique alimentaire et urbaine doivent se tenir à Montpellier du 7 au 9 octobre 2019 avec les Maires et élus de 200 villes du Monde, acteurs de l'alimentation de demain, chercheurs et décideurs pour renforcer les échanges autour du Pacte de Milan.

Les villes peuvent apporter une précieuse contribution afin de relever les défis mondiaux contemporains tels que le changement climatique et la nécessité de développer des compétences et métiers innovants. Le 5<sup>ème</sup> rendez-vous annuel et sommet des Maires du Pacte de Milan sur la politique alimentaire et urbaine à Montpellier sera l'occasion de partager les initiatives et avancées permettant ainsi la mise en place de meilleurs systèmes alimentaires dans les villes.

De nombreux Maires viendront témoigner de leur expérience et de leur ville pour relever ensemble les défis mondiaux. Les travaux issus des rencontres régionales du Pacte de Milan seront également pris en compte.

Cette 5<sup>ème</sup> édition s'inscrit enfin dans le cadre de l'Agenda 2030 et des 17 objectifs du développement durable des Nations Unies. Au-delà de constituer une feuille de route et une référence à l'international, l'Agenda 2030 permettra de ne laisser aucun enjeu de côté.

En tant que ville hôte de la Rencontre annuelle et du Sommet des Maires du Pacte de Milan les 7, 8 et 9 octobre 2019 prochains, Montpellier Méditerranée Métropole porte activement les événements organisés dans le cadre du Pacte de Milan.

Pour mener ses actions, la Métropole est appelée à recevoir un certain nombre de délégations étrangères. Le cahier des charges de la candidature sur lequel la Métropole a répondu et s'est engagé prévoyait la prise en charge liée à la venue de villes des pays en voie de développement. Le budget dédié au transport et à l'hébergement des délégations invitées pour cette opération est estimé au maximum à 70 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charges des frais de déplacement et de réception afférents à ces déplacements (transports, hôtels...) dans la limite des coûts estimés ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-103636-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Perla DANAN, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

## **Hors commission - Prise en charge des frais de venue d'une journaliste dans le cadre de l'ouverture du MOCO et de la tenue du Festival Montpellier Danse - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le MOCO – Montpellier Contemporain a ouvert ses portes le 29 juin 2019 au sein de l'Hôtel Montcalm. La 39<sup>ème</sup> édition du festival Montpellier Danse s'est tenue du 22 juin au 6 juillet 2019. A cette occasion, Montpellier Danse, le MOCO et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contribuer aux frais de venue de la journaliste Madame Chantal Pontbriand, invitée par le Festival Montpellier Danse, journaliste pour le Devoir, média d'informations générales canadien.

En effet, Madame Chantal Pontbriand a pu découvrir Montpellier, sa Métropole, leurs richesses culturelles et touristiques du 26 juin au 5 juillet dernier. Elle a participé au festival Montpellier Danse. Enfin, Madame Chantal Pontbriand a visité le MOCO, qui a pris place au sein de l'Hôtel Montcalm, et dont les portes ont ouvert au grand public le 29 juin dernier.

La venue de Madame Chantal Pontbriand permet à Montpellier, à sa Métropole, à ses équipements et événements, et tout particulièrement au MOCO et au Festival Montpellier Danse, de bénéficier d'une visibilité internationale favorisant ainsi son attractivité.

Aussi, il est proposé au Conseil de partager les frais forfaitaires imputés à sa venue entre les 3 entités, de façon égale, soit :

- 493,04 € HT à la charge du Festival Montpellier Danse ;
- 493,04 € HT à la charge du MOCO ;
- 493,04 € HT à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces frais concernent son déplacement et son hébergement. La part de Montpellier Méditerranée Métropole sera reversée au Festival Montpellier Danse qui a pris à ce jour en charge la totalité de ces frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre en charge les frais de Madame Chantal Pontbriand à hauteur de 493,04 € HT ;
- dire que les dépenses sont inscrites au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, M. Thierry BREYSSE, Mme Rosy BUONO, M. Roger CAIZERGUES, Mme Titina DASYLVA, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, M. Arnaud MOYNIER, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-103637-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Perla DANAN, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR



## Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il s'agit de désigner des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'organisme ci-dessous :

### Conseil maritime de façade de Méditerranée :

Instance de concertation interrégionale instituée en 2011 par le Code de l'environnement et présidée par le Préfet de la région PACA, le Conseil maritime de façade a pour mission d'émettre des recommandations sur tous les sujets relevant de sa compétence et notamment sur la cohérence de l'affectation des espaces en mer et sur le littoral. Il identifie les secteurs naturels à protéger en raison de la richesse de la faune et de la flore, les secteurs propices au développement des activités économiques, y compris l'aquaculture, et les secteurs pouvant faire l'objet d'une affectation future. Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un siège au sein de cet organisme.

Il est proposé de désigner un représentant élu titulaire ainsi qu'un représentant élu suppléant.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- **Monsieur Philippe SAUREL, titulaire ;**
- **Madame Stéphanie JANNIN, suppléante.**

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil, sur proposition du Président, décide à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- désigner les représentants de la Métropole au sein de cette structure et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99487-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Perla DANAN, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

## **Hors commission - Article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales - Délégations permanentes - Modification - Autorisation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L.5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa gestion patrimoniale et de l'exercice de ses compétences est amenée à autoriser l'occupation de son domaine public par le biais de conventions d'occupation temporaires. Afin de permettre une plus grande réactivité en cas d'urgence, de manquement de l'occupant à ses obligations, pour un motif d'intérêt général ou tout autre motif impérieux, il est proposé de déléguer la résiliation des conventions d'occupation temporaire du domaine public au Président en modifiant le point 1.5.

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager, est amenée à signer des conventions opérationnelles de gestion environnementale de l'espace agro-naturel. Afin de fluidifier et de permettre une signature plus rapide de ces conventions, il est proposé de déléguer cette signature au Président en ajoutant un point 7.7.

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

### **1. Patrimoine et domanialité :**

**1.1** arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.2** autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.3** décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;

**1.4** décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

**1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,**

- **autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,**
- **autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,**
- **autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif ;**

**1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;**

**1.7 approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;**

**1.8 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;**

**1.9 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;**

**1.10 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;**

**1.11 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;**

**1.12 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.**

**1.13 autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale.**

**1.14 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.**

## **2. Urbanisme**

**2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;**

**2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;**

**2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.**

**2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;**

**2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.**

## **3. Finances**

**3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;**

**- procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des**

investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

**3.2** créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

**3.3** autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

**3.4** autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

**3.5** autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

**3.6** attribuer les aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ).

#### **4. Commande publique**

**4.1** prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

*Pour les marchés de moins de 25 000 € HT, la signature du contrat par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision d'attribution.*

**4.2** fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.3** prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5 000 € HT par étude ;

**4.4** approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.5** autoriser la passation de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre

privée, dans le cadre de l'exercice de la compétence « service public de défense extérieure contre l'incendie » ;

**4.6 autoriser la passation de convention avec l'UGAP.**

## **5. Personnel – élus**

**5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;**

**5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;**

**5.3 adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;**

**5.4 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;**

**5.5 accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L.2123-34, L.2123-35, L.5217-7 et L.5215-16 du Code général des collectivités territoriales.**

## **6. Contentieux**

**6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;**

**6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;**

**6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.**

**6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €.**

*En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.*

## **7. Divers**

**7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;**

**7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;**

**7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement ;**

**7.4 autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics , relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur**

*En dessous de 25 000 €, la signature de la convention par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.*

**7.5 autoriser la signature conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de Sauvegarde.**

**7.6 autoriser la signature de convention à intervenir avec les communes pour la gestion des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE).**

**7.7 autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agro-naturel.**

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus ;
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions ;
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-97422-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## Hors commission - Adoption du Procès-Verbal de la séance du 23 juillet 2019

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 23 juillet 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-104720-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PV 23-07-2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**LOGEMENT**



## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

## **Logement - Plan Logement d'abord - Convention d'objectif biennale entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant financier 2019/2020 - Autorisation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le plan quinquennal gouvernemental pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (2018-2022) propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile. Il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

Les publics visés par ce plan sont les personnes sans-domicile au sens de l'INSEE ainsi que les personnes en difficultés d'accès ou de maintien dans le logement pouvant mener à des ruptures (expulsions locatives, sorties d'institutions, troubles psychiques...), dont les personnes vivant dans les bidonvilles, des installations illicites ou des squats.

Montpellier Méditerranée Métropole a été retenue fin mars 2018 comme territoire et collectivité pilote pour mettre en œuvre de manière accélérée le plan national Logement d'Abord, à la suite de sa réponse à un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé par le Ministère de la cohésion des territoires.

Une convention d'objectifs pour deux ans a été conclue le 12 novembre 2018 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, déterminant les axes prioritaires de travail et les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées. Des engagements réciproques ont été définis afin de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, au regard de leurs champs de compétences respectifs.

L'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs dont il s'agit, vise à préciser les modalités de financement des actions proposées pour la 2ème année de mise en œuvre du plan Logement d'abord, tel que prévu à l'article 2.2.1 de la convention précitée.

Au titre de l'année 2019, l'Etat attribue à Montpellier Méditerranée Métropole 310 000 euros, répartis comme suit :

- 190 000 euros de crédit dits « supports » au titre de la déclinaison du Plan Logement d'Abord sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 120 000 euros de crédits obtenus dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Un programme d'actions concerté pour 2019 et 2020 a été établi entre les services de l'Etat et les services de la Métropole, objet de l'avenant. Au titre de l'année 2019, en complément des crédits délégués par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole engage ses fonds propres à hauteur de 81 500 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature du premier avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 conclue entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100709-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avenant DDCCS MMM em ja sd cd V3.docx
- tableau annexe avenant financier LDA V3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

# **Logement - Plan Logement d'abord - Attribution de subvention - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'État et le Centre National de la Recherche Scientifique Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement (CNRS ART-Dev) pour la réalisation de l'étude ' un jour donné ' - Autorisation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Dans le cadre du Plan Logement d'Abord, un des axes développés est une meilleure connaissance des publics à la rue dans une visée d'éclairage des actions à mettre en place en direction de cette population.

Pour favoriser cette connaissance, Montpellier méditerranée Métropole soutient la création d'un observatoire des publics invisibles à travers 3 actions :

- La création d'un outil de recueil de données quantitatives et qualitatives, partagé entre les différents acteurs de lutte contre le sans-abrisme, et une étude des publics dits « invisibles » ;
- L'observatoire des bidonvilles ;
- Une enquête « *un jour donné* » du même type que « *la nuit de la solidarité* » mise en place à Paris, et dans d'autres villes comme Rennes, Metz, Toulouse.

La visée de cette étude, pierre angulaire de l'observatoire des publics à la rue, est d'en obtenir une meilleure connaissance, un jour donné, pour éclairer les choix d'actions à venir. Il s'agit également de sensibiliser les citoyens sur le sans-abrisme.

L'objectif est quantitatif (dénombrer les personnes à la rue) et qualitatif (leur poser des questions pour mieux connaître leurs profils et leurs besoins). Cette action est attendue et témoigne de l'action engagée par Montpellier Méditerranée Métropole sur ces questions.

L'enquête « *un jour donné* » se déroule en soirée dans les rues de Montpellier et sur des unités urbaines de la Métropole sur lesquelles se trouvent des personnes sans abri. Il s'agit d'une enquête flash, coordonnée par un enseignant recruté par le laboratoire ART-Dev du CNRS, qui consiste à envoyer des équipes d'étudiants avec des bénévoles et professionnels ayant une connaissance des publics à la rue à la rencontre des personnes sans abri, un jour donné. Elle se réalise en partenariat avec les structures de l'hébergement d'urgence et les professionnels des maraudes.

Pionniers aux côtés de quelques métropoles en France, une première édition de l'étude a été réalisée sur le territoire le 13 mai 2019. Une équipe d'une centaine de bénévoles a arpenté un sixième de la Métropole et a pu rencontrer 557 personnes à la rue. La convention a pour objectif de renouveler cette étude en ciblant comme territoire l'ensemble de la Métropole, afin d'avoir une vision plus complète du phénomène de sans-abrisme et également des éléments de comparaison à échéance régulière.

Le laboratoire du CNRS ART-Dev et l'Université Paul Valéry de Montpellier s'engagent, avec l'appui d'un enseignant chercheur, à accompagner les étudiants dans la constitution de l'enquête et dans la méthodologie de projet permettant sa réalisation en lien avec l'ensemble des partenaires concernés du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention à intervenir avec le laboratoire ART-Dev du CNRS (Université Paul Valéry) ;
- décider l'attribution d'une subvention d'un montant de 40 000 euros pour 2019, dont 25 000 euros sur crédits délégués par l'Etat à la Métropole au titre du plan Logement d'Abord et 15 000 euros sur crédits propres de la Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Guy BARRAL.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100715-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 2019-2020 UPV et Labo Art Dev du CNRS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY

## **Logement - Plan Logement d'abord - Attribution de subvention - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat, la Fondation Abbé Pierre et ADAGES pour le développement de la plateforme d'information sur les droits liés à l'Habitat - Autorisation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (2018-2022) propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile. Il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

Face à la complexification des dispositifs et des procédures, de nombreux ménages, en particulier les plus défavorisés et les plus éloignés des institutions, peinent aujourd'hui à faire valoir leurs droits liés à l'Habitat. Partant du constat que l'accueil juridique, apportant souvent une simple information, ne suffit pas et que l'accompagnement social est généralement mené en parallèle de ces démarches juridiques, l'Agence Occitanie de la Fondation Abbé Pierre a proposé de réunir les acteurs du territoire afin de travailler ensemble à une réponse concertée pour accompagner les familles dans leurs démarches juridiques et administratives.

Soutenus dans le cadre du Plan du Logement d'Abord au niveau local, quatre acteurs associatifs (GESTARE, ADAGES - La Maison du Logement, A.T.U et la Fondation Abbé Pierre) ont créé un lieu permettant d'accueillir les personnes en leur apportant un accompagnement renforcé à la fois juridique et social.

L'intervention de la Plateforme d'Accès aux Droits Liés à l'Habitat (ADLH) se fait en complémentarité des dispositifs existants. Elle effectue une expertise sociojuridique à destination des professionnels et réalise un accompagnement du public en binôme. Elle s'appuie sur un réseau d'avocats qu'elle a constitué et participe aux instances locales.

Son intervention se concentre sur trois thématiques liées au mal-logement :

- les expulsions domiciliaires : les ménages sont reçus à tout stade de la procédure et pour tout motif ;
- l'Habitat indigne : toute personne vivant dans un logement indécent, insalubre ou en situation de péril ;
- la loi Droit Au Logement Opposable (DALO) : de l'aide à la constitution du premier recours jusqu'au stade contentieux, le binôme accompagne le ménage souhaitant être reconnu prioritaire DALO ou Droit A l'Hébergement Opposable (DAHO), en vérifiant qu'il répond aux critères prévus par la loi.

La prévention des expulsions locatives ainsi que la mise en œuvre de la loi DALO sont au cœur de l'esprit de la politique du Logement d'Abord. En permettant le maintien dans le logement des ménages ou en anticipant leur relogement, l'objectif est d'éviter d'avoir de nouvelles personnes sans domicile fixe ou dans l'attente d'un hébergement alors même que les dispositifs AHI (Accueil, Hébergement, Insertion) sont saturés.

Préalablement initiée par la Fondation Abbé Pierre, cette action est conduite par ADAGES/Maison du Logement et soutenue financièrement par Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat et la Fondation Abbé Pierre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention 2019 à intervenir avec ADAGES, l'Etat, la Fondation Abbé Pierre et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- décider de l'attribution d'une subvention d'un montant de 50 000 euros à ADAGES pour le développement en 2019 de la plateforme ADLH, dont 25 000 euros de crédits délégués de l'Etat au titre du plan Logement d'Abord et 25 000 euros de crédits propres de la Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100712-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 2019 Plateforme ADLH

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI

## **Logement - Charte partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est pilote du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPRU) de Montpellier, qui prévoit à ce jour :

- sur le quartier de la Mosson, la démolition d'environ 455 logements sociaux (dont 98 logements de la Tour d'Alembert déjà démolis dans le cadre d'une opération anticipée), des réhabilitations de logements locatifs sociaux, et le recyclage de copropriétés dégradées concernant environ 400 logements ;
- sur le quartier des Cévennes, le recyclage de copropriétés dégradées.

Ces opérations impactent directement les ménages y habitant et conduiront aux relogements d'une partie de ceux-ci. Il est prévu d'organiser ces relogements en deux phases :

- Phase 1 : 2019-2022 : relogement pour les opérations de démolition de logements sociaux quartier Mosson ;
- Phase 2 : 2023-2028 : relogement pour les opérations de réhabilitation lourde de logements sociaux et de démolition de copropriétés quartier Mosson et Cévennes.

La première phase concerne 357 logements sociaux restant à démolir sur le quartier de la Mosson, dont 260 occupés au 1<sup>er</sup> avril 2019, date d'installation du comité de suivi des relogements. Sachant que de jeunes adultes logés chez leurs parents peuvent prétendre à un logement en propre dès lors que la famille doit quitter les lieux (décohabitation), le besoin pour ces opérations est évalué à environ 352 ménages à reloger. Aussi, au regard du calendrier prévisionnel de démarrage des travaux de démolition, il est prévu de reloger 12 ménages par mois d'ici janvier 2022.

Le relogement de ces familles constitue un enjeu collectif du projet de rénovation urbaine, et doit être envisagé de manière partenariale pour assurer une équité de traitement et la qualité des parcours résidentiels des ménages concernés. Ce relogement s'inscrit dans un cadre réglementaire et stratégique en matière d'attributions de logements sociaux et de rééquilibrage social du territoire, prenant en compte :

- les obligations réglementaires concernant les objectifs d'attributions des logements sociaux de la loi Égalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 et de la loi ELAN du 23 novembre 2018 ;
- la stratégie locale en matière d'attributions des logements sociaux, définie par le Document cadre de la Conférence Intercommunale du Logement approuvé par la CIL du 29 janvier 2019 et en Conseil de Métropole du 22 mars 2019, dont les modalités d'application sont précisées dans la Convention Intercommunale d'Attribution approuvée par la CIL du 4 juillet 2019 et le Conseil de Métropole du 23 juillet 2019 ;
- les attentes de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) qui finance aux cotés des collectivités le projet de rénovation urbaine.

Afin de formaliser et de sécuriser la démarche d'accompagnement des ménages concernés par les relogements, il est apparu nécessaire de rédiger une Charte partenariale décrivant le dispositif de relogement inter-bailleurs à mettre en place, essentiel pour concilier les objectifs liés :

- aux parcours résidentiels positifs des ménages à reloger (prise en compte de leurs besoins, de leurs capacités financières, etc.) ;
- aux contraintes techniques nécessitant la réalisation de ces relogements dans un calendrier déterminé ;
- aux enjeux de mixité sociale et d'équilibre du territoire.

La Charte précise ainsi :

- les objectifs et les modalités de relogement des ménages concernés par les démolitions de logements dans le parc locatif social de la Mosson ;
- la mise en œuvre des relogements : réalisation du diagnostic social de la situation des ménages, mobilisation des logements adaptés et proposition de logements aux ménages en faveur de parcours résidentiels positifs ;
- l'accompagnement des ménages tout au long du processus et le traitement partenarial des situations complexes ;
- les instances partenariales de pilotage et de suivi des relogements, et les modalités de ce suivi.

La Charte partenariale de relogement définit le cadre général de référence pour tous les acteurs du relogement : Montpellier Méditerranée Métropole, Etat, bailleurs et réservataires. Elle prévoit la mobilisation des contingents réservataires et définit une répartition prévisionnelle des relogements par bailleur, avec ACM Habitat qui assurera 50 % des relogements effectifs (attributions suivies de baux signés) et 50 % qui seront réalisés par les autres bailleurs du territoire.

Ainsi, la Charte partenariale de relogement constitue un socle commun et partagé d'engagements, qui seront déclinés dans un plan de relogement. Ce plan sera élaboré après réalisation d'une enquête sociale, permettant d'affiner la connaissance des besoins de chaque ménage, et de mettre en relation les demandes identifiées avec l'offre mobilisable.

Pour la mise en œuvre de ces relogements, Montpellier Méditerranée Métropole, porteuse du projet de rénovation urbaine, décide de confier à la SA3M le soin de faire réaliser, en son nom et pour son compte, par un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, l'expertise de Conseil en Economie Sociale et Familiale, et la conduite de la Mission Relogement avec notamment l'animation d'une cellule technique de coordination du relogement.

La Mission Relogement sera chargée notamment de :

- réaliser les enquêtes sociales auprès des ménages ;
- expliquer les conditions du relogement décrites dans la charte de relogement ;
- monter des dossiers administratifs complets de demande de logement ;
- accompagner les ménages depuis la remise de l'offre, au passage en Commission d'Attribution du Logement jusqu'à la visite du logement ;
- suivre les modalités du relogement, dont l'accompagnement des ménages lors des formalités de déménagement et la mise en place des mesures nécessaires en cas d'accompagnement adapté (personnes âgées, situation de handicap, familles très nombreuses notamment) ;
- réaliser le suivi post relogement durant 6 mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Charte partenariale de relogement du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine Mosson-Cévennes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la Charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Renaud CALVAT, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100218-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Charte Partenariale Relogement ANRU Mosson-Cévennes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI

## **Logement - Convention spécifique relative au versement par l'ANRU de la subvention ' indemnité pour minoration de loyer ' dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPRU) Mosson-Cévennes, porté par Montpellier Méditerranée Métropole, prévoit plusieurs opérations de démolition/réhabilitation de logements locatifs sociaux, et le recyclage de copropriétés dégradées. Ces opérations vont nécessiter le relogement des habitants concernés.

Une Charte partenariale de relogement a été élaborée afin de mettre en place un dispositif de relogement inter-bailleurs, répondant aux enjeux de mixité sociale et permettant un parcours résidentiel positif pour les ménages à reloger. Conformément aux préconisations de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), il est envisagé que 30 % des relogements soit réalisé dans le parc social neuf ou en logement locatif social conventionné à l'Aide Personnalisée au Logement (APL) depuis moins de 5 ans.

Pour atteindre cet objectif, une minoration des loyers pourra être nécessaire afin de permettre aux ménages à reloger d'accéder à ces logements. A cet effet, l'ANRU peut accorder une indemnité pour minoration de loyer aux organismes de logement social relogant des ménages dans leur parc social neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans.

L'indemnité pour minoration de loyer correspond à un montant forfaitaire d'aide versée par l'ANRU. Ce montant est défini selon la taille du logement dans lequel le ménage est relogé (quelle que soit sa localisation et son mode de financement initial). Le forfait est de 2 000 € pour un T1/T2, 6 000 € pour un T3 et 8 000 € pour un T4 /T5 et plus.

Afin d'être éligible à cette subvention ANRU, il faut que le relogement soit :

- rendu nécessaire par une opération d'investissement contractualisée avec l'ANRU dans le cadre du NPRU Mosson-Cévennes ;
- réalisé dans un logement locatif social neuf ou conventionné pour l'attribution de l'APL depuis moins de 5 ans à la date du relogement ;
- réalisé avec un montant de loyer inscrit dans le bail fixé au maximum au plafond de loyer pour l'attribution de l'APL pour le ménage ;
- et définitif (dispositif applicable pour le logement concerné et pour un tour).

La subvention pour minoration de loyer sera provisionnée par l'ANRU au stade de la contractualisation pluriannuelle du NPRU Mosson-Cévennes. En amont, une convention spécifique encadrant les conditions de transfert de l'indemnité pour minoration de loyer entre l'ANRU, le maître d'ouvrage à l'origine du relogement, les bailleurs relogeurs, et Montpellier Méditerranée Métropole en sa qualité de porteur de projet, doit être signée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention spécifique relative au versement par l'ANRU de la subvention « Indemnité pour minoration de loyer », dans le cadre du NPRU Mosson-Cévennes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Renaud CALVAT, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100407-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention-minoration-loyer-NPNRU.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI

## **Logement - Cession de patrimoine d'Immobilier Méditerranée à 3F Occitanie - Maintien de garantie d'emprunts relative à 9 opérations situées sur diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L. 5111-4 et L. 5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Par ailleurs, dans le cadre de sa restructuration géographique, organisationnelle et patrimoniale, Action Logement Immobilier a souhaité donner davantage d'efficience aux bailleurs sociaux dont il est actionnaire en consolidant leur présence territoriale. Il projette ainsi la construction de 2 ou 3 grands opérateurs par régions, tout en tenant compte des spécificités existantes sur les territoires.

Les Sociétés 3F Occitanie et Immobilière Méditerranée, qui font partie du Groupe 3F, dont l'actionnaire de référence est Action Logement Immobilier, interviennent actuellement toute deux sur la région Occitanie.

Dans l'esprit d'un maillage cohérent du territoire, le conseil d'administration d'Immobilier Méditerranée du 13 décembre 2018 a délibéré en faveur d'un renforcement de sa présence dans la région PACA, ainsi qu'en faveur de la cession à 3F Occitanie de l'ensemble du patrimoine et des activités détenus jusqu'alors par la société Immobilière Méditerranée au sein de la région Occitanie. De même, le conseil d'administration de 3F Occitanie du 18 décembre 2018 a délibéré favorablement pour l'acquisition du patrimoine d'Immobilier Méditerranée en Occitanie.

En raison de la cession de ces actifs immobiliers de la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, ci-après dénommée « le cédant », à la SA d'HLM 3F Occitanie ci-après dénommée « le repreneur », soit 9 opérations représentant 383 logements locatifs sociaux, situés dans 8 communes de la Métropole, le repreneur a sollicité de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le transfert des prêts souscrits à l'origine pour financer la construction des résidences cédées.

Le cédant demande par conséquent à Montpellier Méditerranée Métropole le maintien de la garantie, à hauteur de 75 % desdits prêts, d'un montant initial total de 32 579 163,25 €, au bénéfice du repreneur.

La liste détaillée de ces prêts, avec indication pour chacun d'eux de la délibération initiale, de l'opération et du nombre de logement concernés, du montant initial accordé et du capital restant dû au 1<sup>er</sup> janvier 2019, ainsi que des garanties attachées est annexée à la présente délibération. Il est précisé que les caractéristiques financières des prêts transférés restent inchangées.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée résiduelle totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le repreneur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir la garantie des emprunts à hauteur de 75 % des prêts consentis initialement à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée par la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 9 opérations, à l'occasion de la cession de ces actifs à la SA d'HLM 3F Occitanie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-91751-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Synthèse des emprunts transférés à 3F Occitanie

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI

## Logement - Réaménagement de prêts ' allongement de la dette ' - Renouvellement des garanties d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La réforme du logement social s'est traduite par plusieurs mesures impactant les modalités de financement des organismes HLM : baisse des APL pour les locataires et application de la Réduction du Loyer de Solidarité (RLS) par les bailleurs en parallèle, augmentation de la TVA sur la production neuve, hausse de cotisation à la Caisse de garantie du Logement Locatif Social, hausse des taxes sur les plus-values, et obligations de regroupement introduites par la loi « ELAN ».

Dans ce contexte, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a mis en œuvre un plan « Logement » proposant plusieurs mesures d'accompagnement des organismes bailleurs afin de les soutenir dans la production de logements. L'une de ces dispositions consiste en l'allongement de durée des prêts déjà souscrits pour des durées de 5 à 10 ans.

Dans ce cadre la société anonyme d'HLM FDI Habitat, dénommée ci-après « le bailleur », sollicite Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle réitère sa garantie, dans les mêmes quotités qu'initialement, soit de 70 % à 75 %, pour le remboursement des prêts réaménagés d'un montant total de 2 265 521,59 €, initialement contractés auprès de la CDC, selon les caractéristiques financières définies ci-dessous.

N° Avenant	N° Ligne de prêt	Montant réaménagé hors stock d'intérêts	Quotité garantie	Durée de remboursement : Durée initiale / Durée de l'allongement	Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux d'intérêt durée initiale / Taux d'intérêt allongement
95934	1162794	46 921,79 €	75 %	33 ans : 23 ans / 10 ans	Livret A + 1,16% / Livret A + 0,6%
	1164123	103 792,90 €	75 %	33 ans : 23 ans / 10 ans	Livret A + 1,16% / Livret A + 0,6%
	1165367	161 621,54 €	75 %	33 ans : 23 ans / 10 ans	Livret A + 1,16% / Livret A + 0,6%
	5056400	942 239,65 €	75 %	22 ans : 22 ans / sans objet	Livret A + 0,6% / sans objet
82078	1207878	840 297,21 €	70 %	34 ans : 24 ans / 10 ans	Livret A + 1,17% / Livret A + 0,6%
	1207876	170 648,50 €	70 %	36 ans : 26 ans / 10 ans	Livret A + 0,7% / Livret A + 0,6%
<b>Total</b>		<b>2 265 521,59 €</b>			

Concernant le taux révisable indexé sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué au prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.



La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- réitérer la garantie des six prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations à la SA d'HLM FDI Habitat après leur réaménagement, pour un montant total de 2 265 521,59 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99849-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 82078\_Avenant de réaménagement\_82078.pdf
- 95934\_Avenant de réaménagement.pdf
- Conv\_GE\_Réaménagement prêt\_FDI Habitat.doc
- Annexe Caractéristiques\_FDI.pdf
- Annexe Caractéristiques3\_FDI.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Logement

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

#### Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI

# **Logement - Réaménagement de prêts ' Allongement de la dette ' - Renouvellement des garanties d'emprunts à la SA d'HLM CDC Habitat Social (anciennement dénommée Le Nouveau Logis Méridional) - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La réforme du logement social s'est traduite par plusieurs mesures impactant les modalités de financement des organismes HLM : baisse des APL pour les locataires et application de la Réduction du Loyer de Solidarité (RLS) par les bailleurs en parallèle, augmentation de la TVA sur la production neuve, hausse de cotisation à la Caisse de garantie du Logement Locatif Social, hausse des taxes sur les plus-values, et obligations de regroupement introduites par la loi « ELAN ».

Dans ce contexte, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a mis en œuvre un plan « Logement » proposant plusieurs mesures d'accompagnement des organismes bailleurs afin de les soutenir dans la production de logements. L'une de ces dispositions consiste en l'allongement de durée des prêts déjà souscrits pour des durées de 5 à 10 ans.

Dans ce cadre, la société anonyme d'HLM CDC Habitat Social (anciennement dénommée Le Nouveau Logis Méridional), dénommée ci-après « le bailleur », sollicite Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle réitère sa garantie, dans les mêmes quotités qu'initialement, soit de 50 % à 75 %, pour le remboursement de sept prêts réaménagés pour un montant total de 4 260 443,92 €, initialement contractés auprès de la CDC, selon les caractéristiques financières définies ci-dessous.

N° Avenant	N° Ligne de prêt	Montant réaménagé hors stock d'intérêts	Quotité garantie	Durée de remboursement: Durée initiale / Durée de l'allongement	Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux d'intérêt durée initiale / Taux d'intérêt allongement
83491	5148816	407 435,89 €	75 %	24 ans : 14 ans / 10 ans	Livret A + 1,11% / Livret A + 0,6%
	1132773	407 960,92 €	75 %	31 ans : 21 ans / 10 ans	Livret A + 1,3% / Livret A + 0,6%
	1144358	666 723,25 €	75 %	33 ans : 23 ans / 10 ans	Livret A + 1,3% / Livret A + 0,6%
	1142843	1 007 609,85 €	75 %	34 ans : 24 ans / 10 ans	Livret A + 1,3% / Livret A + 0,6%
	5017178	1 109 938,10 €	75 %	31 ans : 31 ans / -	Livret A + 0,6% / -
	5065041	202 348,31 €	75 %	27 ans : 27 ans / -	Livret A + 0,6% / -
83497	0425480	458 427,60 €	50 %	22 ans : 12 ans / 10 ans	Livret A + 1,3% / Livret A + 0,6%
<b>Total</b>		<b>4 260 443,92 €</b>			

Concernant le taux révisable indexé sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué au prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- réitérer la garantie des sept prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations à la SA d'HLM CDC Habitat Social après leur réaménagement, pour un montant total de 4 260 443,92 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99955-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe Caractéristiques\_NLM.pdf
- 83491- Avenant Contrat.pdf
- 83497 - Avenant contrat.pdf
- Conv\_GE\_Réaménagement prêt\_NLM.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI

## Logement - Réaménagement de prêts ' Allongement de la dette ' - Renouvellement des garanties d'emprunts à la SA d'HLM SFHE groupe ARCADE - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La réforme du logement social s'est traduite par plusieurs mesures impactant les modalités de financement des organismes HLM : baisse des APL pour les locataires et application de la Réduction du Loyer de Solidarité (RLS) par les bailleurs en parallèle, augmentation de la TVA sur la production neuve, hausse de cotisation à la Caisse de garantie du Logement Locatif Social, hausse des taxes sur les plus-values et obligations de regroupement introduites par la loi « ELAN ».

Dans ce contexte, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a mis en œuvre un plan « Logement » proposant plusieurs mesures d'accompagnement des organismes bailleurs afin de les soutenir dans la production de logements. L'une de ces dispositions consiste en l'allongement de la durée des prêts déjà souscrits pour des durées de 5 à 10 ans.

Dans ce cadre, la SA d'HLM SFHE groupe ARCADE, dénommée ci-après « le bailleur » sollicite Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle réitère sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement de quatre prêts réaménagés, pour un montant total de 1 141 523,87 €, initialement contractés auprès de la CDC, selon les caractéristiques financières définies ci-dessous.

N° avenant	N° ligne de prêt	Montant réaménagés hors stock d'intérêts	Quotité garantie	Durée de remboursement : Durée initiale / Durée de l'allongement	Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux d'intérêt durée initiale / Taux d'intérêt allongement
86867	0450051	54 406,09 €	50 %	20 ans : 10 ans / 10 ans	Livret A + 0,800% Livret A + 0,600%
86923	1212814	252 277,96 €	50 %	23 ans : 13 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% Livret A + 0,600%
86901	1211984	524 095,24 €	50 %	20 ans : 10 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% Livret A + 0,600%
86923	1211974	310 744,58 €	50 %	22 ans : 12 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% Livret A + 0,600%
<b>TOTAL</b>		<b>1 141 523,87 €</b>			

Concernant le taux révisable indexé sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué aux prêts réaménagés sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser la réitération de cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- réitérer la garantie des quatre prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations à la SA d'HLM SFHE groupe ARCADE après leur réaménagement, pour un montant total de 1 141 523,87 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99800-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- caractéristiques des emprunts réaménagés
- Avenant de réaménagement n° 86923
- Avenant de réaménagement n° 86901
- Avenant de réaménagement n° 86867
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI

# **Logement - Réaménagement de prêts ' Allongement de la dette ' - Renouvellement de la garantie d'emprunts à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La réforme du logement social s'est traduite par plusieurs mesures impactant les modalités de financement des organismes HLM : baisse des APL pour les locataires et application de la Réduction du Loyer de Solidarité (RLS) par les bailleurs en parallèle, augmentation de la TVA sur la production neuve, hausse de cotisation à la Caisse de garantie du Logement Locatif Social, hausse des taxes sur les plus-values, et obligations de regroupement introduites par la loi « ELAN ».

Dans ce contexte, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a mis en œuvre un plan « Logement » proposant plusieurs mesures d'accompagnement des organismes bailleurs afin de les soutenir dans la production de logements. L'une de ces dispositions consiste en l'allongement de durée des prêts déjà souscrits pour des durées de 5 à 10 ans.

Dans ce cadre, la SA d'HLM ERILIA, dénommée ci-après « le bailleur », sollicite Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle réitère sa garantie à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un prêt réaménagé d'un montant de 470 937,60 €, initialement contracté auprès de la CDC, selon les caractéristiques financières définies ci-dessous.

N° avenant	N° ligne de prêt	Montant réaménagés hors stock d'intérêts	Quotité garantie	Durée de remboursement : Durée initiale / Durée de l'allongement	Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux d'intérêt durée initiale / Taux d'intérêt allongement
85917	1280872	470 937,60 €	50%	34 ans : 24 ans / 10 ans	Livret A +1,000% Livret A + 0,600%

Concernant le taux révisable indexé sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué aux prêts réaménagés sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- réitérer la garantie du prêt réaménagé consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations à la SA d'HLM ERILIA, pour un montant de 470 937,60 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99797-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant de réaménagement n° 85917
- Caractéristiques des emprunts réaménagés
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Audrey LLEDO

## **Logement - Création d'un Centre d'Hébergement d'Urgence de 40 places - L'Hospitalet Saint-Charles, 241 rue Auguste Broussonnet à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'association GAMMES - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L 5111-4, et L 5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Le Groupement d'Associations Mutualisées d'Economie Sociale (GAMMES) dont le siège est à Montpellier, ci-dessous nommé « le bailleur », acquiert un immeuble situé 241 rue Auguste Broussonnet à Montpellier, en vue d'y réaliser un centre d'hébergement d'urgence dénommé « L'Hospitalet Saint-Charles », de 17 chambres pour 40 places d'hébergement, financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Cette opération permet de regrouper sur un seul site 40 places existantes du dispositif d'hébergement actuellement réparties en secteur diffus, destinées aux femmes enceintes et mères isolées accompagnées d'enfants de moins de 3 ans. Ce regroupement permettra notamment des économies de charges.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 377 200 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°98476 constitué d'une ligne de Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) d'un montant de 1 377 200 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt d'une période d'amortissement de 40 ans et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 032 900 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 1 377 200 €, sollicité par GAMMES auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation du centre d'hébergement d'urgence « L'Hospitalet Saint-Charles », 241 rue Auguste Broussonnet à Montpellier, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°98476 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99803-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2019 07 02 contrat de prêt CDC signé.pdf
- Plan de localisation.pdf
- Conv\_GE\_GAMMES\_Hospitalet St Charles\_Mtp.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019**

**L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.**

**Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Logement**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Présents :**

**Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.**

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.**

**Absents / Excusés :**

**Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Audrey LLEDO**

## **Logement - Opération "Rénover pour un habitat Durable et solidaire" 2013-2019 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de quarante et un logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labélisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes sur un périmètre qui couvre l'ensemble du territoire de la Métropole, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » de l'opération, marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés.

Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposants de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quarante et un logements situés dans les communes de Baillargues, Courmonterral, Grabels, Juvignac, Le Crès, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone, dont trente-huit sont occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes et trois logements locatifs, pour un montant total de 113 017 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer des loyers règlementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-98565-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau conseil PIG 30.09.2019\_V DEFm.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Audrey LLEDO

# **Logement - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson" - Attribution de subventions pour la réhabilitation de deux logements et des parties communes de quatre immeubles - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 20% à 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) ;
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH ;
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH.

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire ;
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux.

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH ;
- une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux logements locatifs et des parties communes de quatre copropriétés pour un montant total de 27 351 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs pratiqueront des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-97866-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- annexe CFNE septembre 2019 pdf.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU  
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il convient de procéder à la modification simplifiée n°6 du PLU de la Commune de Pérols, afin de modifier des dispositions mineures d'ordre réglementaire, notamment la liste des emplacements réservés. Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Pérols et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Pérols et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ([www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public](http://www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public)) et de la Mairie de Pérols (<http://www.ville-perols.fr>).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition. A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101071-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Pérols - Modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

A la demande de la Commune de Pérols, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de cette commune. Cette procédure consiste à corriger une erreur matérielle sur le plan de zonage et de modifier des dispositions mineures d'ordre réglementaire (emplacements réservés, aspects extérieurs, ...).

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition au public ont été précisées par délibération n°M2019-20 du Conseil de Métropole en date du 31 janvier 2019.

Par délibération n°2019-04-03/27 en date du 3 avril 2019, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de la Commune de Pérols a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées (PPA).

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 28 juin 2019, la modification simplifiée n°5 a été dispensée d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, cette modification n'étant pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement.

Il a été porté à la connaissance du public, par publication dans un journal diffusé dans le département en date du 12 juillet 2019, que le dossier du projet de modification simplifiée n°5 du PLU de Pérols serait mis à disposition sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Pérols, ainsi que par voie d'affichage en Mairie et au siège de la Métropole.

Le dossier du projet de modification simplifiée n°5 du PLU de Pérols a ainsi été mis à la disposition du public du 22 juillet 2019 au 30 août 2019 inclus à la Mairie de Pérols et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Pérols.

Aucune observation n'a été émise par les PPA et aucune observation n'a été consignée aux registres mis à la disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°5 du PLU de la Commune de Pérols ;
- approuver le projet de modification simplifiée n°5 du PLU de la Commune de Pérols ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 04/10/19**

**Pour extrait conforme,  
le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 8 octobre 2019  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M2019-477.pdf
- Bordereau\_Envoi\_M2019-477.pdf
- SCAN\_Page1\_Dossier\_Modif5\_PLU\_Pérols.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOLU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune du Crès - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Commune du Crès a pris l'initiative d'une procédure de déclaration de projet sur l'emprise foncière dite « *LATELEC* », valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) par un arrêté en date du 27 septembre 2018. L'opération « *LATELEC* » se développe sur un terrain de 1,5 hectare situé en entrée Ouest du centre-ville du Crès. Le programme initialement prévu était de 180 logements avec la répartition suivante :

- 42% de logements locatifs sociaux, soit environ 75 logements ;
- 11% de logements en accession « abordable », soit environ 19 logements ;
- 47% de logements en accession libre, soit environ 84 logements.

Par ailleurs, la mise en compatibilité du PLU de la Commune du Crès prévoit la suppression de l'emplacement réservé n°13, devenu sans objet.

La Mission régionale de l'Autorité Environnementale a été saisie le 26 novembre 2018 sur un examen au cas par cas conformément à l'article R.104-28 du code de l'urbanisme.

Celle-ci a décidé le 17 janvier 2019 de dispenser d'évaluation environnementale la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU du Crès relative à l'aménagement du site « *LATELEC* ».

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, ce projet a été notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et 9 de ce même code. Une réunion d'examen conjoint s'est tenue le 7 février 2019 et a fait l'objet d'un procès-verbal.

Par arrêté n°2019-I-557 du 10 mai 2019, Monsieur le Préfet de l'Hérault a organisé les modalités d'une enquête publique établie conformément aux dispositions de l'article R.123-9 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 3 juin 2019 au 4 juillet 2019 inclus, en Mairie du Crès.

A l'issue de cette enquête publique, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 30 juillet 2019 à la fois sur le dossier de déclaration de projet et de son intérêt général, et sur le dossier de mise en compatibilité du PLU.

Les personnes publiques associées destinataires du dossier de déclaration de projet et de son intérêt général et du dossier de mise en compatibilité du PLU ont fait part des observations suivantes :

- La Chambre d'Agriculture de l'Hérault a fait savoir à la Commune qu'elle n'avait pas d'observation à émettre ;
- Le Conseil Départemental de l'Hérault a donné un avis favorable sans émettre de remarque ;
- La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault a émis un avis favorable en formulant trois remarques auxquelles la commune a apporté des réponses à savoir :
  - ✓ La pertinence d'autoriser dans le secteur concerné la création de commerce a été soulevée. Ainsi l'enjeu étant de maintenir et conforter l'offre de commerces sur le centre du village, il a été décidé de ne pas autoriser l'implantation de commerces sur l'opération ;

- ✓ L'incidence de la réalisation de l'opération sur l'accès aux activités implantées sur la zone UI située au nord de la zone de projet a été soulevée. Les activités précitées disposant de leur propre accès, aucune incidence d'accès n'est à relever ;
- ✓ Le recours au cadastre à jour permettant de mieux appréhender le contexte bâti du secteur (ZAC Via Domitia) a été soulevé. Cette intégration faisant apparaître des décalages « techniques » de zones, il a été décidé de conserver l'ancien cadastre.

Concernant les remarques exprimées durant l'enquête publique auxquelles la Commune a apporté des réponses :

- Un certain nombre d'observations faisait état d'inquiétudes concernant le programme de logements prévu. La commune a donc revu à la baisse le nombre de logements le ramenant à 154 au lieu de 180. La ventilation du programme par typologie de logements sera conservée, il est ainsi conforme aux exigences du projet de PLH 2019-2024 arrêté ;
- La hauteur des bâtiments a également fait l'objet de multiples remarques de la part des habitants de la ZAC Via Domitia. Ainsi la Commune retient une hauteur de bâtiment réduite passant de 16 mètres à 14 mètres.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse transmis par la commune.

Ainsi concernant la définition de l'intérêt général de l'opération et la mise en compatibilité du PLU, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable en faisant remarquer que :

- L'opération constitue une opportunité non négligeable d'accueillir un projet répondant à des besoins locaux avérés ;
- Avec 42 % de logements sociaux, l'opération permettrait d'accélérer l'effort de production de logement social ;
- L'opération permet d'éviter de fait la consommation de nouveaux espaces agricoles par la mutation d'un site industrialisé ;
- Une analyse du bilan « coût/avantage » du projet justifie nettement le caractère d'intérêt général de ce dernier.

Par courrier en date du 9 septembre 2019, la Commune du Crès a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin que celle-ci approuve la mise en compatibilité du PLU.

Le dossier de mise en compatibilité a été modifié à la suite des remarques du Commissaire Enquêteur comme exposé ci-avant et n'appelle pas d'autres remarques particulières.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la mise en compatibilité du PLU du Crès ;
- approuver le dossier de mise en compatibilité du PLU du Crès tel que modifié après enquête publique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Bordereau\_Envoi\_M2019-478.pdf
- Bordereau\_Envoi\_M2019-478.pdf
- SCAN\_Page1\_Dossier\_PLU\_Le\_Crès.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA



## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Murviel-lès-Montpellier, afin de procéder à des modifications mineures concernant le secteur des Saliniers sud, en vue de prendre en compte les évolutions du projet d'aménagement global du site.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de Murviel-lès-Montpellier a émis, par délibération en date du 21 mars 2019, un avis favorable sur le projet de modification n°3 du PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, le projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 25 mars 2019.

Par arrêté n°MAR2019-070 du 03 juin 2019, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 31 juillet 2019 inclus, portant sur le projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier et sur le projet de création d'un Périmètre Délimité des Abords sur les sites du Castellans et de l'Eglise Saint Jean Baptiste.

Lors de l'enquête publique, une observation concernant le projet de modification n°3 du PLU a été consignée par le public dans le registre mis à disposition. Plusieurs sujets étaient abordés dans cette contribution : l'incidence de la modification du PLU sur le prix du foncier, la localisation du stationnement par rapport à la zone inondable et la confusion entre densité et hauteur. Montpellier Méditerranée Métropole a apporté des éléments de précision sur chacun des points dans le cadre du mémoire en réponse. Il a ainsi été confirmé que le stationnement ne serait pas réalisé en zone inondable, et que les évolutions apportées au PLU n'avaient pas de conséquences négatives sur le prix du foncier et l'impact paysager par rapport aux règles actuellement en vigueur. Les notions de densité et de hauteur ainsi que leur impact sur les formes urbaines ont également été précisées.

Deux autres contributions ne concernant pas la modification n°3 du PLU ont été apportées dans le registre, l'une concernant le Périmètre Délimité des Abords, l'autre demandant une desserte pour des parcelles privées. Des éléments de réponse ont également été apportés à chacune de ces contributions dans le cadre du mémoire en réponse.

La Chambre d'Agriculture de l'Hérault a de son côté émis un avis favorable au projet par courrier en date du 19 juin 2019.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis à son attention le 23 août 2019.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 30 août 2019. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de modification n°3 du PLU de Murviel-lès-Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°3 du PLU de Murviel-lès-Montpellier ;
- approuver le dossier de modification n°3 du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier tel que proposé à l'enquête publique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- MLM\_M3\_Notice\_appro.pdf
- MLM\_M3\_Reglement\_appro.pdf
- MLM\_M3\_OAP\_appro.pdf
- 20190830\_MVL\_M3\_PDA\_Rapport et Conclusion.pdf
- M2019-479.pdf
- Bordereau\_Envoi\_M2019-479.pdf
- SCAN\_Page1\_Dossier\_Modif3\_PLU\_Murviel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Programme des équipements publics de la ZAC Beausoleil - Approbation**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 1<sup>er</sup> février 2018, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé le lancement de la procédure de ZAC Beausoleil et les objectifs de concertation et d'association du public.

En application des articles R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, une demande d'examen au cas par cas relative au projet (n°2016-004700) a été déposée et considérée complète par les services de la DREAL le 28 novembre 2016. Considérant que le projet présenté n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement, la ZAC Beausoleil a donc été dispensée d'étude d'impact.

Par délibération du 28 novembre 2018, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable organisée sur le projet de création de la ZAC Beausoleil et le dossier de création de la ZAC Beausoleil.

Bordant l'avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes, la ZAC représente une surface de 3,3 hectares comprenant une grande partie des terrains de l'ancienne gendarmerie, les voies Masséna et Taillade, ainsi que quelques parcelles avoisinantes pour une bonne cohérence d'ensemble de la composition urbaine et paysagère.

La ZAC Beausoleil permettra la réalisation d'environ 250 logements diversifiés, support de mixité sociale, dans un cadre de qualité à forte dominante paysagère. Elle permettra également la création de 7 850 m<sup>2</sup> de bureaux qui contribueront au dynamisme économique du quartier et 500 m<sup>2</sup> de commerces de proximité pour les besoins des habitants et usagers du site. A proximité immédiate de la ZAC, un grand pôle de santé mutualiste, support de vie active dans le quartier et créateur d'environ 250 emplois, sera réalisé en complément du projet de développement de la clinique Beausoleil sur son site historique actuel.

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme, la Commune de Montpellier sollicite l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics à réaliser dans la Zone d'Aménagement concerté (ZAC) Beausoleil relevant de ses compétences. Cette demande porte sur :

- le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Beausoleil ;
- le principe de leur financement ;
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.
- Les équipements publics d'infrastructure situés dans le périmètre de la ZAC :
  - voiries, places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public,
  - réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
  - réseau d'eaux usées,
  - réseau d'eau potable,
  - points d'eau incendie,
  - réseau de haute, moyenne et basse tension électrique,
  - réseau de télécommunications,
  - réseau de chaleur urbain,
- Les équipements publics d'infrastructure situés hors du périmètre de la ZAC :
  - le renforcement de la station d'épuration MAERA à Lattes,

- Les équipements publics de superstructure situés hors du périmètre de la ZAC :
  - la création de places dans une crèche,
  - la création de classes dans un groupe scolaire.

Les équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception du renforcement de la station d'épuration MAERA à Lattes sous la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole et de la création de classes dans un groupe scolaire et de places dans une crèche sous la maîtrise d'ouvrage de la Commune de Montpellier.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement.

Le programme des équipements publics précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

L'ensemble des coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences sera pris en charge par l'opération d'aménagement.

Une participation au financement de la station d'épuration MAERA est demandée à la ZAC à hauteur de 612 € par logement nouvellement créé. Cette participation s'applique aux 50 logements supplémentaires construits dans la ZAC au regard des 200 logements existants démolis et reconstruits. Le montant de la participation de la ZAC s'élève à 30 600 €.

La Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) s'applique à la ZAC Beausoleil. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'opération. Ainsi, le montant des travaux d'assainissement évalué à 100 000 € HT (y compris frais d'études et aléas) étant inférieur au montant total de la PFAC évalué à 254 314 € HT, un montant résiduel de PFAC sera mis à la charge des constructeurs. Il s'élève à 154 314 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la réalisation du programme des équipements publics pour la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil ;
- approuver le principe du financement de ces équipements ;
- approuver la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190930-101554-AR-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe Tableau des équipements

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - ZAC Roque Fraïsse - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) Concessionnaire - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 13 novembre 2006, la Commune de Saint Jean de Védas a décidé la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Roque Fraïsse en vue de la réalisation d'un nouveau quartier intégrant habitats, équipements, services et activités.

Cette opération prévoit, sur une superficie de 39 hectares répartis de part et d'autre de la ligne 2 du tramway et identifiés comme site stratégique au SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole, la construction de :

- 145 000 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher de logements, soit environ 1 700 logements ;
- 5 000 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher de commerces ;
- 3 000 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher de bureaux ;
- 15 000 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher d'équipements publics ;
- 1 220 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher d'extension des constructions existantes.

L'ensemble du programme, en cohérence avec les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole, répond aux exigences de mixité avec une mixité de logements (collectifs, petits collectifs et intermédiaires, individuels groupés et individuels) et une offre diversifiée (25 % de logement social et 20 % de logement abordable) et comprend commerces et services de proximité, avec une attention particulière aux liaisons vers les quartiers existants.

L'urbanisation du quartier de Roque Fraïsse contribue au développement important de l'offre de logements de la Métropole, en cohérence avec les orientations du Plan Local de l'Habitat et celles du Plan de Déplacement Urbain.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine a été retenue comme aménageur et son traité de concession approuvé par délibération du Conseil Municipal de Saint Jean de Védas du 12 décembre 2007.

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

Ainsi, conformément au règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4 et L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Aussi la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 5 000 000 €, à contracter auprès de la Banque ARKEA, destinés au financement de travaux Voirie Réseaux Divers (VRD) et à la réalisation du groupe scolaire.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Banque : ARKEA
- Capital : 5 000 000 €
- Durée : 4 ans
- Taux fixe : 0,22 %
- Amortissement linéaire
- Périodicité trimestrielle
- Commission d'engagement : 0,08 % soit 4 000 €
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle



- Garantie de la Montpellier Méditerranée Métropole de 80%

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt d'un montant de 5 000 000 €, à contracter par la SERM auprès de la Banque ARKEA ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101485-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Secteur Cambacérès - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunts à la SA3M - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le site du quartier Cambacérès, localisé sur les communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par les deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée et le Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) mis en service en 2017. Il constitue aussi et surtout le site d'accueil de la gare Montpellier-Sud de France - Pôle d'Echange Multimodal (PEM) - mise en service en juillet 2018. De ce fait, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a identifié ce territoire comme un site stratégique en terme d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) – devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) – et créé une ZAC sur 60 ha. La concession inclut, pour le compte de la Métropole, la construction sur ce site de la Halle French Tech destinée à accueillir des start-up et entreprises innovantes. Sa construction doit démarrer en 2019.

La concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par la Communauté d'Agglomération, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, au service des intérêts et tous frais y afférent ainsi qu'au remboursement des emprunts contractés par la SA3M pour la réalisation de l'opération. Cette garantie peut en outre être demandée à d'autres personnes, notamment à tout actionnaire de la SA3M. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au profit de la collectivité concédante.

Aussi, la SA3M après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur deux emprunts :

**Le premier, d'un montant de 9 000 000 €, est à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon.**

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant : 9 000 000 €
- Phase de mobilisation : 30 mois maximum
- Durée d'amortissement : 16 ans
- Différé d'amortissement d'un an
- Taux fixe : 1,38%
- Périodicité : trimestrielle
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- Commission d'engagement : 0,10% soit 9 000 €
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

**Le second, d'un montant de 4 000 000 €, est à contracter auprès du Crédit Agricole Languedoc Roussillon.**

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant : 4 000 000 €
- Phase de mobilisation : 36 mois
- Durée d'amortissement : 16 ans
- Dont différé d'amortissement d'un an
- Taux fixe : 1,12%
- Echéances constantes
- Périodicité : annuelle
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- Frais de dossier : 5 000 €
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt

aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la garantie d'emprunt à la SA3M, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales ;
- garantir 80 % de l'emprunt de 9 000 000 € sollicité par la SA3M auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit 7 200 000 € ;
- garantir 80 % de l'emprunt de 4 000 000 € sollicité par la SA3M auprès du Crédit Agricole Languedoc Roussillon, soit 3 200 000 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêt et à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 20 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Renaud CALVAT, Mme Véronique DEMON, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique PEREZ, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99169-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

# **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Lattes - Parc d'activités des Commandeurs - Instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le parc d'activités « Les Commandeurs » (du nom d'une ancienne ZAC éponyme) est situé à l'entrée de la Commune de Lattes, à proximité du secteur d'aménagement « Ode à la Mer ». Ce parc d'activités est bordé au sud par « Grand sud », au sud-ouest, par le parc tertiaire de l'Aéroport, à l'ouest par le lycée polyvalent Jean-François Champollion, et à l'est par la ZAC « Fréjorgues Ouest ».

L'occupation actuelle du sol du parc d'activités les Commandeurs est caractérisée par deux secteurs aux caractéristiques très différenciées :

- En partie nord, un secteur relativement dense composé essentiellement d'activités tournées vers le loisir, le commerce et la restauration comprenant également un concessionnaire / garage automobile ;
- En partie sud, un secteur très peu dense (coefficient d'occupation des sols d'environ 0,15) marqué par d'importantes nappes de parking et un bassin de rétention. D'une superficie d'environ 5 ha, il accueille un multiplexe CGR, un magasin de sport et deux restaurants.

Dans le cadre du projet Ode à la Mer, des réflexions sont en cours pour permettre la relocalisation du multiplexe CGR de 12 salles sur ce secteur.

La situation géographique de ce parc d'activités au sein de la Métropole est stratégique. Le départ du multiplexe CGR, la très faible densité de la partie sud du secteur et la très bonne accessibilité de ce site militent en faveur de sa transformation face à un contexte tendu en matière de foncier économique.

Dans la continuité des opérations d'aménagement Ode à la Mer acte 1 et Ode à la Mer acte 2, actuellement en cours, ce site s'avère propice au lancement d'une nouvelle opération d'aménagement pour la prochaine décennie conformément aux objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) arrêté au 19 juillet 2018 qui prévoit de pallier à la sous-représentativité du secteur industriel et logistique par le déploiement d'une offre adaptée et en quantité suffisante destinée à des activités productives.

Les abords de ce parc d'activités font également l'objet de réflexions, notamment de la part du Conseil Départemental et de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or qui étudient la réalisation d'un nouvel échangeur sur la RD66 pour desservir notamment le Parc Industriel Or Méditerranée (PIOM) et améliorer la desserte de Fréjorgues.

Cet échangeur apparaît important pour le développement du secteur en autorisant de nouveaux accès délestant les RD189 et RD172. Trois hypothèses de carrefour ont été étudiées sans qu'aucune hypothèse n'ait encore été retenue. Il conviendra cependant de garantir la mise en œuvre de cette liaison routière entre les projets Ode et ce nouveau carrefour dans le cadre de l'aménagement du parc d'activités économiques des Commandeurs.

Face à ces enjeux d'aménagement, des études vont être conduites sur ce secteur par la SA3M dans le cadre de la concession Ode à la Mer. Dans l'attente des réflexions et conclusions de ces études, les enjeux publics de développement urbain et économiques du secteur nécessitent une certaine maîtrise des projets à venir. C'est pourquoi, il est proposé d'instaurer sur ce secteur un périmètre de prise en considération selon l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme.

Ce dispositif permettra au Maire d'opposer un sursis à statuer sur les demandes d'autorisation d'urbanisme concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus

onéreuse la réalisation du projet urbain sur le périmètre concerné.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un périmètre de prise en considération, au titre de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme sur le secteur des Commandeurs à Lattes ;
- mettre en œuvre l'ensemble des formalités de publicité relatives à cette opération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101653-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Périmètre étude Commandeurs.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA



**Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) - Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des PAE - Modification du montant du reversement pour l'exercice 2018 et de la convention financière correspondante - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n° M2018-444 du 20 septembre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé le reversement par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) « Marqueroze », « Saint Lazare » et « Allée du Tiers Etat » pour l'exercice budgétaire 2018, ainsi que les termes de la convention financière correspondante.

Le montant total de reversement approuvé par cette délibération s'établissait à 1 749 610 € selon la répartition par PAE suivante :

- PAE « Marqueroze » : 805 966 €
- PAE « Saint Lazare » : 943 644 €
- PAE « Allée du Tiers Etat » : 0 €

Depuis, certaines modifications sont intervenues affectant le montant des produits du PAE « Marqueroze ». Aussi, il convient d'acter par la présente délibération, au titre de l'exercice 2018, du nouveau montant total de reversement dû par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole :

- au titre du PAE « Marqueroze »
- pour l'ensemble des PAE.

1/En date du 29 juin 2018, la SCI Les Marquis, titulaire du permis de construire n° PC 34172 10 V0141 au sein du PAE « Marqueroze », a déposé une requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Montpellier contestant un titre de recette de 142 430 € émis à son endroit par la Ville de Montpellier. Cette instance toujours pendante a pour effet de geler la recette correspondante envisagée par Montpellier Méditerranée Métropole.

2/ En date du 15 janvier 2019, une recette complémentaire de 115 983 € a été encaissée par la Ville de Montpellier au titre du permis de construire n° PC 34172 17 V0276 délivré à URBIS Réalisations.

En conséquence :

- Le nouveau montant de reversement dû par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du PAE « Marqueroze » et au titre de l'exercice 2018 s'établit à 805 966 € - 142 430 € + 115 983 € = 779 519 € ;
- Le nouveau montant total de reversement dû par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de tous les PAE au titre de l'exercice 2018 s'établit à 1 723 163 €.

L'ensemble des autres dispositions de la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-444 du 20 septembre 2018 sont inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'encaissement par Montpellier Méditerranée Métropole des participations perçues par la Ville de Montpellier au titre des Programmes d'Aménagement d'Ensemble précités selon les montants ci-avant modifiés ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- approuver les termes de la convention de reversement dûment modifiée à intervenir pour l'exercice budgétaire 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de reversement dûment modifiée ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-96694-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention financière PAE modifiée

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) - SARL SUN LODGE - Commune de Montpellier - Approbation de la convention de PUP - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

La mutation urbaine de la parcelle cadastrée PC08 située 1572 rue de Bugarel, s'inscrit dans une perspective de densification et d'optimisation foncière en vue de construire des logements notamment sociaux. En effet, situé à proximité de la ZAC Ovalie, cette parcelle d'une superficie de 5 589 m<sup>2</sup>, est aujourd'hui occupée par une maison individuelle avec des annexes dénommée « Mas Africain ». Dans ce contexte et afin d'assurer une cohérence avec la ZAC Ovalie, un projet de construction d'un ensemble immobilier est porté par la SARL SUN LODGE et consiste en la démolition des bâtiments existants pour réaliser 51 logements (dont 10 seront affectés au logement social).

Une demande de permis de construire a été déposée dans ce but par la SARL SUN LODGE. Pour garantir sa bonne desserte, ce projet nécessite cependant la requalification de l'espace public proche de l'opération, comprenant la réalisation de travaux d'aménagement de voirie et de réseaux d'une partie de la rue de Bugarel.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la SARL SUN LODGE, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre la SARL SUN LODGE et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de PUP.

L'objet de ce PUP est de permettre la prise en charge financière par la SARL SUN LODGE d'une partie des aménagements de voiries et de réseaux liés à l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils permettront principalement de réaliser :

- Le réaménagement partiel de la rue de Bugarel avec un accompagnement végétal continu ;
- Des travaux de réseaux nécessaires à l'opération (réseaux pluvial, eau potable, eaux usées, gaz, réseau basse tension, éclairage public ...).

Le montant total des travaux nécessaires à cette opération a été chiffré à la somme de 423 067 € HT.

La convention de PUP propose donc de mettre à la charge de la SARL SUN LODGE une part de ces aménagements qui s'élève à 90 % du coût des travaux de voirie et de réseaux soit un montant de 380 760 € HT. Une convention, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL SUN LODGE, précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du PUP, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par la SARL SUN LODGE. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du PUP et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine instituée par délibération du Conseil de

Métropole du 12 novembre 2015) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de la SARL SUN LODGE, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de la convention pour une durée de 10 ans ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101333-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 1.PROJET CONVENTION DE PUP.pdf

- plan PUP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de Montpellier - Quartier Port Marianne à Montpellier - Secteur Mas Combelle - Instauration d'un périmètre de conventions - Convention de PUP avec VINCI Immobilier / ACM et la SERM - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne, la Ville de Montpellier développe un nouveau quartier dénommé Parc Marianne destiné à accueillir principalement des logements ainsi que des bureaux, des commerces, un grand parc et des équipements publics.

Une convention publique d'aménagement, devenue concession d'aménagement depuis, a été signée le 14 septembre 2005 entre la Ville de Montpellier et la SERM, aménageur, pour mettre en œuvre ce projet sur une superficie d'environ 40 hectares, étendue en 2011 puis en 2018, pour atteindre désormais 51 hectares. En 2018, l'aménageur SERM a également vu ses missions évoluer afin de pouvoir établir des Projets Urbains Partenariaux (PUP) ou tout autre financement alternatif des équipements publics sur les secteurs de la concession non couverts par une ZAC.

La concession Parc Marianne comporte notamment la réalisation de la ZAC Parc Marianne et de son extension, la réalisation des avenues Raymond Dugrand, Nina Simone et Joan Miró, l'aménagement paysager du parc Georges Charpak et l'aménagement urbain de différents secteurs situés à proximité de la ZAC.

Un des objectifs prioritaires de ces aménagements est de produire des équipements publics de qualité afin de desservir au mieux les nouvelles habitations et activités établies dans ce quartier.

Un certain nombre de ces équipements étant aujourd'hui de compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage...), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé que ce soit la Ville de Montpellier, dans le cadre de l'opération d'aménagement Parc Marianne, qui réalise la totalité des équipements nécessaires à son aménagement.

De ce fait, la Ville de Montpellier s'est vue transférer, par convention, la maîtrise d'ouvrage sur les équipements relevant en principe des compétences de la Métropole, le transfert de maîtrise d'ouvrage se limitant à l'intérieur de la concession d'aménagement aux équipements suivants :

- Equipements de voiries et réseaux réalisés dans le cadre de la concession d'aménagement, notamment les avenues Raymond Dugrand, Nina Simone, Mondial 98, Joan Miró ;
- Equipements à réaliser au titre de conventions de Projets Urbains Partenariaux (PUP), ou situés dans les périmètres de conventions de PUP approuvés par la Métropole.

La même convention prévoit également la réalisation directe par la SERM des équipements publics susvisés, la maîtrise d'ouvrage correspondante ayant été concédée à cet aménageur. Cette convention a été approuvée par les deux instances, par délibération du Conseil de Métropole n°M2019-101 en date du 22 mars 2019 et du Conseil Municipal n°V2019-077 en date du 27 mars 2019.

Dans ce contexte est apparue sur le secteur dit « Mas Combelle », compris à l'intérieur de la concession d'aménagement, une opportunité de mutation urbaine, le secteur étant actuellement couvert par un tissu pavillonnaire susceptible d'évoluer en un secteur urbain plus dense et comparable aux développements urbains réalisés en ZAC.

Le secteur « Mas Combelle » se situe en effet en rive sud de l'avenue du Mondial 98, dans la continuité des opérations immobilières réalisées plus à l'Ouest sur le secteur initial de la ZAC Parc Marianne et de celles en

cours de construction sur le secteur Est de la ZAC (ex casse-auto SCARAM). Le secteur « Mas Combelle » bénéficiera de la proximité immédiate du groupe scolaire André Malraux, situé juste à côté.

Au regard des enjeux d'intégration urbaine et de maîtrise de l'évolution de ce secteur « Mas Combelle », il a été demandé à l'architecte en chef de la ZAC Parc Marianne, Architecture Studio, associé à l'agence de paysagistes Traverses et à l'agence d'architecture Imagine, de produire des prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales pour anticiper et encadrer globalement cette mutation urbaine.

Le secteur « Mas Combelle » est concerné par plusieurs projets d'aménagement :

- Le projet de réalisation immobilière porté par le promoteur VINCI IMMOBILIER et le bailleur social ACM, sur le lot CDE ;
- Des projets immobiliers potentiels à venir sur les lots AB et FG.

Ces réalisations permettront de façader de façon cohérente la rive sud de l'avenue du Mondial 98, entre la place Ernest Granier et Odysseum.

Dans la mesure où la mise en œuvre de l'aménagement de ce secteur implique la réalisation d'équipements publics (espaces publics, voiries...), il est apparu indispensable que les opérations immobilières puissent participer à son financement. Pour cela, les articles L.332-11-3 et suivants du Code de l'urbanisme prévoient une méthode de financement contractualisée grâce à la conclusion d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre les constructeurs et la collectivité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), permettant la prise en charge financière par les porteurs de projets immobiliers de tout ou partie des équipements publics.

Parallèlement, en raison de l'imbrication des opérations immobilières à venir au sein de ce secteur, ce même article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme offre la possibilité de délimiter un périmètre de conventions de PUP à l'intérieur duquel l'ensemble des constructeurs viendront participer à la prise en charge de ces équipements publics dès lors qu'ils répondent aux besoins des futurs habitants ou usagers de leurs opérations.

Dans ce contexte et à l'occasion d'un premier projet de construction porté par la société VINCI Immobilier et le bailleur social ACM dans le secteur « Mas Combelle », il est proposé, d'une part, d'établir un périmètre de conventions de PUP et, d'autre part, d'approuver une convention de PUP avec les promoteurs susnommés.

Le projet d'aménagement du Mas Combelle sera donc couvert par la concession d'aménagement Parc Marianne et par le périmètre de convention de PUP. En ce sens, le coût des équipements publics à réaliser sera partagé entre les constructeurs et le concessionnaire.

Le programme de travaux d'aménagement nécessaires à la desserte de ce secteur prévoit les réalisations suivantes :

- Avenues Joan Miró (dont le carrefour Matteo Manuguerra) et Nina Simone ;
- Trottoirs avenue du Mondial 98 au droit du périmètre de PUP ;
- Aménagement de la rue du Mas Rouge au droit du périmètre de PUP ;
- Chemin piéton sud le long du groupe scolaire André Malraux ;
- Placette ;
- Desserte réseaux PUP.

L'ensemble des travaux d'équipements publics à réaliser pour desservir les opérations immobilières à venir dans le cadre du périmètre de convention de PUP Mas Combelle est estimé à 20 344 000 € HT (coût global d'opération incluant foncier, travaux, maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, frais d'études, aléas, honoraires, etc.). Il est précisé que seule la part correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers du périmètre de conventions de PUP sera mise à la charge des constructeurs, soit environ 3 671 085 € HT (soit 18,05 % du total). Le montant de la TVA applicable à cette part des travaux ne sera pas exigé des constructeurs.



Les équipements publics contribuant à la desserte des projets de construction permettront sur le secteur « Mas Combelle » la réalisation d'une Surface De Plancher (SDP) estimée à 17 000 m<sup>2</sup> de logements et d'activités.

La répartition du financement de ces équipements publics induits par les constructions réalisées au sein du périmètre de conventions de PUP est définie comme suit :

- la part portée par la concession d'aménagement Parc Marianne : 16 672 000 € HT (81,95 %) ;
  - la part à la charge des constructeurs agissant dans le cadre du périmètre de conventions de PUP est estimée à :
    - Lot AB : 1 259 788 € HT (6,19 %) ;
    - Lot CDE : 1 573 528 € HT (7,73 %) ;
    - Lot FG : 837 769 € HT (4,12 %)
- Soit un total de 3 671 085 € HT (18,05 %)

Au sein du périmètre de PUP projeté, le projet immobilier porté par la société VINCI IMMOBILIER et par le bailleur social ACM sur le lot CDE est le plus avancé. Il porte sur la création d'un ensemble immobilier de 107 logements et locaux commerciaux, d'une SDP totale de 6 889 m<sup>2</sup>.

La mise en œuvre de ce projet immobilier nécessitant la réalisation d'équipements publics divers tels que mentionnés dans le document annexé à la présente délibération, une convention de PUP entre la société VINCI IMMOBILIER, le bailleur social ACM, la Métropole et la SERM est ainsi proposée à l'approbation du Conseil de Métropole pour établir la participation à leur financement.

Il est donc proposé de mettre à la charge des promoteurs la part des équipements publics répondant aux besoins des futurs habitants et usagers du lot CDE, celle-ci étant estimée à 42,86 % du montant total des équipements publics mis à la charge des constructeurs dans le cadre du périmètre de conventions de PUP Mas Combelle, soit 1 573 528 € HT (dont 1 558 768 € HT en apport numéraire et 14 760 € d'apport en nature de terrain).

Le projet de convention de PUP avec la société VINCI IMMOBILIER et le bailleur social ACM (désigné PUP Mas Combelle CDE) précise toutes les modalités de financement. Le périmètre de PUP relatif à cette opération est annexé au projet de convention de PUP. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du PUP et propose d'exonérer ce périmètre de la taxe d'aménagement (part intercommunale) pour une durée qui ne peut excéder 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- délimiter le périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial sur le secteur Mas Combelle tel qu'annexé à la présente délibération et de fixer les modalités de partage des coûts des équipements publics correspondant aux besoins des futurs habitants et usagers des opérations de construction attendues conformément aux principes de nécessité et de proportionnalité, soit par fraction pour chaque opération ;
- approuver les termes de la convention de Projet Urbain Partenarial « Mas Combelle CDE » entre la Métropole, la SERM et la société VINCI IMMOBILIER, ainsi que le bailleur social ACM, notamment le montant de participation des constructeurs au vu du coût prévisionnel de l'opération d'aménagement d'ensemble et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial pour cette opération ;
- approuver la perception directe par la SERM du montant des participations correspondantes dues par les constructeurs au sein du périmètre de PUP « Mas Combelle CDE » ;
- exclure, pour une durée de 10 années, le secteur délimité pour cette opération du champ d'application de la taxe d'aménagement (part intercommunale) au sein du périmètre de la convention de PUP « Mas Combelle CDE » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-91509-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Périmètre de conventions de PUP Mas Combelle
- Projet de convention de PUP Mas Combelle CDE et ses annexes-1.pdf
- Périmètre\_PUP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) - Société en Nom Collectif (SNC) MARIGNAN Résidences - Commune de Montpellier - Approbation de la convention de PUP - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier incitent à la requalification de ses quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux. La mutation urbaine des parcelles PR 148 et PR 149 et PR 150 situées 174 avenue de Monsieur Teste, s'inscrit dans cette perspective. Situées dans le quartier de la Martelle, dans un tissu urbain en cours de mutation, ces parcelles d'une superficie d'environ 2 630 m<sup>2</sup>, sont aujourd'hui occupées par un commerce.

Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'un ensemble immobilier est porté par SNC MARIGNAN Résidences. Ce projet consiste en la démolition des bâtiments existants pour réaliser environ 75 logements (dont 11 seront affectés au logement social). Une demande de permis de construire sera déposée dans ce but par la SNC MARIGNAN Résidences. Ce projet implique cependant la requalification de l'espace public au droit de l'opération, par la réalisation d'aménagements de voirie et de réseaux d'une partie de l'avenue de Monsieur Teste.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la SNC MARIGNAN Résidences, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre la SNC MARIGNAN Résidences et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de PUP.

L'objet de ce PUP est de permettre la prise en charge financière par la SNC MARIGNAN Résidences d'une partie des aménagements de voiries et de réseaux desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils permettront principalement :

- de réaménager le carrefour entre l'avenue de Monsieur Teste et la rue des Bouisses ;
- d'aménager une partie de l'avenue de Monsieur Teste (réalisation d'un trottoir planté au droit de l'opération) ;
- de reprendre ou de créer les réseaux nécessaires à la desserte de l'opération.

L'aménagement de cette portion de voirie nécessite l'élargissement de l'espace public. Pour ce faire, la SNC MARIGNAN Résidences rétrocédera une bande de terrain d'environ 250 m<sup>2</sup> sous la forme d'apport en nature, valorisée à 15 000 € HT. Ce montant vient en déduction du montant total de la participation financière mise à la charge du constructeur

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a été chiffrée à la somme de 891 038 € HT

(incluant les travaux et le foncier nécessaire à cet aménagement).

La convention de PUP propose donc de mettre à la charge de la SNC MARIGNAN Résidences une part de ces aménagements qui s'élève à environ 70 % du coût de réaménagement du carrefour, 80 % de l'aménagement du trottoir au droit de l'opération ainsi que 90 % du renforcement du réseau d'assainissement et d'extension du réseau des eaux pluviales.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge de la SNC MARIGNAN Résidences s'élève ainsi à 597 332 € HT correspondant à environ 67 % du coût total HT de l'opération d'aménagement dont une partie mis à la charge de la SNC MARIGNAN Résidences sera acquittée sous la forme d'un apport en terrain pour un montant valorisé à 15 000 € HT.

La convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SNC MARIGNAN Résidences. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du PUP correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par la SNC MARIGNAN Résidences. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du PUP et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine instituée par délibération au Conseil de Métropole du 12 novembre 2015) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de SNC MARIGNAN Résidences, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99950-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de PUP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et Roxim Finance - Avenant n°1 à la convention de PUP - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Métropole et la Ville de Montpellier incitent à la requalification de leurs quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux. La mutation urbaine de la parcelle BN 383 située au 941 rue Pioch de Boutonnet s'inscrit dans cette perspective.

Par délibération n°14534 en date du 29 mars 2017, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les termes d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et ROXIM FINANCE. Cette convention de PUP vise à financer les équipements publics rendus nécessaires par l'opération de construction d'un ensemble immobilier de 20 logements (dont 5 seront affectés au logement social) située au 941 rue Pioch de Boutonnet, sur la parcelle cadastrée BN 383.

La convention de PUP a été effectivement signée le 9 mai 2017. Elle engage la Métropole à réaliser différents travaux d'aménagements induits par l'opération de construction. Ils permettront principalement :

- de requalifier une partie de la rue Pioch de Boutonnet conformément aux prescriptions des différents services de la Métropole ;
- d'aménager une partie de la rue Pioch de Boutonnet (trottoirs, stationnements, plantations, éclairage public, ...) et de reprendre ou de créer les réseaux nécessaires à la desserte de l'opération.

L'aménagement de cette portion de voirie nécessite la création de deux carrefours « place », d'un cheminement piéton et la mise en valeur de l'espace boisé public.

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a été chiffrée à hauteur de 297 000 € HT. La convention de PUP a permis de mettre à la charge de la société une part de ces aménagements qui s'élève à 227 700 € HT, correspondant à environ 77 % du coût total HT des aménagements nécessaires à l'opération d'aménagement.

Le périmètre du PUP correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par ROXIM FINANCE. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du PUP et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine instituée par délibération au Conseil de Métropole du 12 novembre 2015) pour une durée de 10 ans.

Le paiement de la participation s'effectue à raison de :

- 50 % au plus tard 30 jours après le dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier ;
- 50 % 12 mois après le dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier.

Le permis de construire relatif à cette opération n° PC 34172 16 V0265 a été délivré par arrêté du Maire de la Commune de Montpellier le 16 juin 2017.

A ce jour l'opération est achevée et les travaux d'aménagement induits par l'opération sont en cours. Néanmoins, le versement de la participation n'a pas été rendu possible en raison du changement de domiciliation et de n° SIRET de la société ROXIM FINANCE.

Afin de pouvoir apporter ces modifications, un avenant n°1 à la convention de PUP est soumis à l'approbation du Conseil de Métropole.



En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de Projet urbain Partenarial (PUP) du 9 mai 2017 ;
- dire que les crédits correspondants seront affectés au budget 2019 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-97464-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 105yr19 avenant convention PUP ROXIM Villa Marie Pioch de Boutonnet.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEF

# **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) L'Olivette - SCCV Kalelithos-AQUIPIERRE - Commune de Saint-Brès - Périmètre d'application de la convention de PUP - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le secteur d'implantation de la future opération est situé à l'Est de la commune de Saint-Brès et est classé en zone UD du PLU. La zone urbaine correspond à l'extension du village et est essentiellement composée d'habitat individuel et d'équipements publics. La zone UD inclut un secteur UD1 à vocation mixte, incluant lui-même un sous-secteur UD1a, dit de réinvestissement urbain, le long de l'Avenue de Nîmes. Le projet, objet de la convention de PUP, se trouve à cheval sur les secteur et sous-secteur UD1 et UD1a.

En effet, la société SCCV Kalelithos-AQUIPIERRE a déposé sur ce secteur une demande de permis de construire sur une unité foncière de 3 901 m<sup>2</sup>, correspondant aux parcelles cadastrées A1355, A1798 et A1374. L'opération de construction consiste en la création de 73 logements, dont 24 logements sociaux, avec une partie dédiée à de l'activité commerciale en rez-de-chaussée, le long de l'avenue de Nîmes.

L'opération comprend un ensemble de bâtiments collectifs A, B et C en R+2 construits sur un niveau de parking en sous-sol commun aux trois bâtiments. Le projet comptabilise 131 places de stationnement. Les travaux seront réalisés en une tranche.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société SCCV Kalelithos-AQUIPIERRE s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP. Ces équipements publics sont les suivants :

- Des équipements publics d'aménagement d'espaces publics et Voirie Réseaux Divers (VRD) :
  - Une participation à la création de la Station d'Épuration (STEP) ;
  - Une participation aux travaux d'aménagement de la voirie de l'avenue de Nîmes ;
- Des équipements publics de superstructures :
  - Une participation pour répondre aux besoins en groupe scolaire.

La convention de PUP ne peut mettre à la charge des aménageurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, le montant prévisionnel du coût total des équipements publics s'élève à 1 581 736 € HT. La part mise à la charge de la société SCCV Kalelithos-AQUIPIERRE est égale à 496 607 € HT. La répartition financière concernant le financement des équipements publics précités apparaît dans le tableau annexé à la délibération.

La convention précitée sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SCCV Kalelithos-AQUIPIERRE et précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre d'application de la convention de PUP « L'Olivette » est délimité par le plan annexé à la délibération. Ce périmètre, qui intègre les parcelles cadastrées A1355, A1798 et A1374, définit l'assiette foncière soumise au régime de participation financière du PUP. Il exonère tout projet de construction développé sur ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine) pour une durée maximale de cinq ans.

Une quote-part de la participation, soit 290 000 € HT, sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Commune de Saint-Brès pour les travaux de superstructures, relevant de sa compétence. Les modalités

de ce reversement sont définies par voie de convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de PUP tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre d'application de la convention du PUP ;
- approuver les termes de la convention de PUP établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SCCV Kalelithos-Aquipierre et notamment le montant de participation de la société au vu du coût prévisionnel de l'opération, de la nature des travaux ainsi que du périmètre du projet ;
- exclure le périmètre d'application de la convention de PUP du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de la convention pour une durée de 5 années ;
- approuver le projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint-Brès dans le cadre de la convention de PUP ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-93884-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe - Périmètre du PUP "L'Olivette"
- ANNEXE\_tableau.pdf
- Projet de convention
- Projet de convention de reversement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS

# **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Bir Hakeim - Terres du Soleil Promotion - Commune de Pérols - Délimitation du périmètre de PUP "Bir Hakeim" - Conventions de PUP "Bir Hakeim I" et "Bir Hakeim II" et périmètre d'application des présentes - Convention de reversement à la SA3M - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le programme immobilier, initié par la société « Terres Du Soleil Promotion », est située à l'Ouest de la Commune de Pérols, le long de l'avenue Georges Frêche et s'inscrit dans la partie à vocation de développement économique du quartier « Bir Hakeim » et jouxte une zone d'habitat résidentiel composée essentiellement d'habitations individuelles. Classé en zone UI3C du PLU de la commune, ce secteur est en cours de mutation et s'intègre dans la concession d'aménagement « Ode à la Mer » conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) qui en est le concessionnaire.

Le programme immobilier sera réalisé en 2 phases sur les parcelles cadastrées AE0056, AE0057, AE0058, AE0059, AE0060, AE0061 et AE0138 et fera l'objet de 2 autorisations d'urbanisme distinctes. Au final, ce programme comprendra deux opérations développant 16 200 m<sup>2</sup> de Surface De Plancher (SDP) au total, dont 14 200 m<sup>2</sup> de bureaux et 2 000 m<sup>2</sup> de commerces dans le quartier « Bir Hakeim ». Les bâtiments seront répartis en plots de 5 niveaux et disposeront de 200 places de stationnement environ à l'arrière des bâtiments.

L'assiette foncière du programme immobilier se situe en totalité dans la concession d'aménagement « Ode à la Mer ». Cependant, seule la parcelle cadastrée AE0056 s'inscrit dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Ode Acte 2 ». Dans ce cadre la SDP développée sur cette parcelle, soit 3 000 m<sup>2</sup>, fera l'objet d'une convention de participation tripartite, signée entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la Société « Terres du Soleil Promotion ».

Sur le reste de l'assiette foncière dite « hors ZAC Ode Acte 2 », composée des parcelles cadastrées AE0057, AE0058, AE0059, AE0060, AE0061 et AE0138, située dans le périmètre de la concession « Ode à la Mer », sera développée une surface de plancher égale à 13 200 m<sup>2</sup>. Après réalisation d'études préalables par le concessionnaire, il apparaît que la création de 13 200 m<sup>2</sup> de SDP nécessite la réalisation d'équipement publics qui bénéficieront aux deux opérations immobilières développées successivement. Dans ce contexte, la première opération immobilière dite « Bir Hakeim I » induira la réalisation d'équipements publics qui bénéficieront aussi à la deuxième opération dite « Bir Hakeim II ».

Ces équipements publics sont les suivants :

- Travaux d'aménagement de l'espace public, de voirie et de réseaux divers, ce qui comprend :
  - o La voirie ;
  - o L'éclairage public ;
  - o Les espaces verts et plantations ;
  - o Les réseaux humides (eaux usées, pluviales, potable, ...) ;
  - o Les réseaux secs (télécom, adduction électrique, ...).
- De prestations intellectuelles qui y sont associées (maîtrise d'œuvre, études techniques nécessaires à la réalisation des travaux...).

Le coût total prévisionnel des équipements à réaliser, évalué par le concessionnaire en phase avant-projet, est fixé à 3 310 323 € HT.

Les deux demandes de permis de construire que la Société « Terres du Soleil Promotion », envisage de déposer sur l'unité foncière dite « hors ZAC Ode Acte 2 », d'une superficie égale à environ 10 208 m<sup>2</sup>, fera donc l'objet d'un périmètre de PUP et de deux conventions de PUP distinctes correspondant à chaque opération immobilière :

- Opération immobilière « Bir Hakeim I » : 9 800 m<sup>2</sup> SDP au total ; Société « Terres du Soleil Promotion », Convention de PUP n°1 ;
- Opération immobilière « Bir Hakeim II » : 3 400 m<sup>2</sup> SDP au total ; Société « Terres du Soleil Promotion », Convention de PUP n°2.

Ces conventions de PUP ne peuvent mettre à la charge de l'aménageur que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par les conventions ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

La part mise à la charge de la Société « Terres du Soleil Promotion » est égale à 1 099 189 € HT. La répartition financière entre les deux opérations immobilières est la suivante :

- La convention de Projet Urbain Partenarial « Bir Hakeim I » propose de mettre à la charge de la Société « Terres du Soleil Promotion » un montant de 813 400 € HT ;
- La convention de Projet Urbain Partenarial « Bir Hakeim II » propose de mettre à la charge de la Société « Terres du Soleil Promotion » un montant de 285 789 € HT.

Les conventions précitées seront passées entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société « Terres du Soleil Promotion » et préciseront toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

En application du deuxième alinéa de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme, le périmètre de PUP « Bir Hakeim » est délimité par le plan annexé à la présente délibération et est fixé pour une durée de 15 ans à compter du caractère exécutoire de la présente délibération. Ce périmètre, qui intègre les parcelles cadastrées AE0057, AE0058, AE0059, AE0060, AE0061 et AE0138, définit l'assiette foncière soumise au régime de participation financière du Projet Urbain Partenarial.

Dans le cadre de la concession d'aménagement « Ode à la Mer », la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est autorisée à réaliser l'ensemble des travaux d'infrastructures nécessaires à la viabilisation du programme immobilier. De ce fait, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à reverser à la SA3M l'ensemble des recettes liées à la réalisation du programme, soit 1 099 189 € HT. Les modalités de ce reversement sont définies par voie de convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre du Projet Urbain Partenarial « Bir Hakeim » ;
- approuver les termes des projets de conventions de PUP « Bir Hakeim I » et « Bir Hakeim II » établies entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société « Terres du Soleil Promotion » et notamment le montant de la participation de la société au vu du coût prévisionnel des opérations, la nature des travaux ainsi que les périmètres d'application ;
- exclure du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) le périmètre d'application des conventions de PUP « Bir Hakeim I » et « Bir Hakeim II » pour une durée de 10 années à compter du caractère exécutoire de chaque convention ;
- approuver les termes du projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre des conventions de PUP « Bir Hakeim I » et « Bir Hakeim II » susvisées ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS



# **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) - Conventions de reversement au Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc (SBL), au Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC) et à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Plusieurs opérations d'aménagement ont été réalisées sur le territoire de la Métropole impliquant un partenariat entre les différents aménageurs/promoteurs et Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces programmes immobiliers, rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, ont donc impliqué la création de périmètres de Projets Urbains Partenariaux (PUP), établis par le biais de conventions de PUP.

Les conventions qui ont été passées entre Montpellier Méditerranée Métropole et les différents opérateurs précisent toutes les modalités de ce partenariat.

Dans le cadre de ces conventions de PUP, le Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc (SBL), le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole définissent en partenariat avec la Métropole, le montant des travaux à réaliser sur les équipements d'alimentation en eau potable (stockage, adduction, distribution...) pour assurer les nouveaux besoins induits par les projets d'aménagement prévus dans le programme des équipements publics.

L'intégralité des participations financières liées à chacun des PUP est perçue par Montpellier Méditerranée Métropole qui doit donc leur reverser les montants nécessaires à la réalisation des travaux relevant de leur compétence.

Les modalités de ce reversement sont donc définies par voie de conventions et concernent les opérations suivantes :

Pour le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) :

- PUP « *Les Lignières* » à Baillargues ;
- PUP « *Violettes-Géraniums* » à Castelnau-le-Lez – 2 conventions ;
- PUP « *La Casa de los Artist* » à Baillargues ;

Pour le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc (SBL) :

- PUP « *Fontaine Pontou* » à Saint Jean de Védas ;
- PUP « *Linkcity* » à Fabrègues ;
- PUP « *Les Saliniers* » à Murviel-lès-Montpellier ;

Pour la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole :

- PUP « *La Bergerie* » à Juvignac ;
- PUP « *Carrière de l'Ort* » à Juvignac – 2 conventions ;
- PUP « *RD58* » à Lattes – 2 conventions ;

Le montant du reversement nécessaire à la réalisation des travaux réalisés par le Syndicat Mixte Garrigues Campagne s'élève à 206 522 € HT.

Le montant du reversement nécessaire à la réalisation des travaux réalisés par le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc s'élève à 74 031 € HT.

Le montant du reversement nécessaire à la réalisation des travaux réalisés par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 116 614 € HT.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de reversements établies par Montpellier Méditerranée Métropole et entre les syndicats d'eau potable (SBL et SMGC) et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre des conventions de PUP susvisées ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 28 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Robert COTTE, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOU, Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Thierry QUILES, M. Jean-Luc SAVY, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101284-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de reversement - Casa de los Artist - HECTARE - SMGC
- Convention de reversement - Les Lignières - GGL Aménagement - SMGC
- Convention de reversement - Violettes-Géraniums - COGEDIM - SMGC
- Convention de reversement - Violettes-Géraniums - Linkcity - SMGC
- Convention de reversement - Fontaine Pontou - SBL
- Convention de reversement - Linkcity - Lincity Sud-Est - SBL
- Convention de reversement - La Bergerie - IMMO La Bergerie - Régie des Eaux
- Convention de reversement - Carrière de l'Ort - Domaine de Belrose - Régie des Eaux
- Convention de reversement - Carrière de l'Ort - Les Bains - Régie des Eaux
- Convention de reversement - RD 58 - GGL Aménagement - Régie des Eaux
- Convention de reversement - RD58 - Souvignet Carrara - Régie des Eaux
- Convention de reversement - Les Saliniers - Promecia - SBL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Castelnau-le-Lez - 1850 avenue de l'Europe - Cession des volumes 1 et 4 de l'état descriptif de division en volume portant sur les parcelles cadastrées AR n°142, AR n°172 et AR n°173 - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de trois parcelles au 1850 de l'avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez, cadastrées section AR n°142, AR n°172 et AR n°173, d'une superficie de 3 089 m<sup>2</sup>, utilisées comme parking.

Une consultation a été ouverte auprès de promoteurs en vue de la vente de ces parcelles en perspective de la réalisation d'un programme de 3 250 m<sup>2</sup> de Surface De Plancher (SDP), répartis de la manière suivante :

- 2 000 m<sup>2</sup> de SDP destinés au logement abordable ;
- 850 m<sup>2</sup> de SDP destinés au logement social ;
- 400 m<sup>2</sup> de SDP destinés à du commerce.

Afin de renforcer l'attractivité du territoire de la Métropole par la relance de l'accession à la propriété et de répondre au besoin de familles ne dépassant pas un certain plafond de ressources, il est proposé de céder ce foncier en vue de la construction d'un programme immobilier à commercialiser principalement à des prix abordables.

Ces dernières années, la croissance démographique de la Métropole s'est maintenue sur la première marche du podium des grandes agglomérations françaises. Selon l'INSEE, la croissance devrait se stabiliser, tout en se maintenant cependant au double des agglomérations comparables sur les années à venir, sous réserve de réponses mieux adaptées aux besoins des populations, notamment en termes d'habitat.

Il est en effet constaté, une évasion résidentielle des populations qui travaillent sur le bassin d'emploi de Montpellier et qui vont habiter à l'extérieur, de plus en plus loin, le long des principaux axes de communication, en particulier le long de l'A9 et aujourd'hui de l'A750.

Ce phénomène concerne le plus souvent de jeunes ménages d'actifs à revenus modestes et moyens. Ces ménages s'évadent vers le grand périurbain faute de trouver des logements correspondant à leurs capacités financières aussi bien qu'à leurs aspirations pour leur premier investissement.

Parmi les conséquences, figure l'augmentation des déplacements pendulaires domicile-travail aux conséquences environnementales importantes, qui génère en outre des besoins accrus en matière d'investissements routiers ou en transports publics. Ces flux de déplacements quotidiens pèsent aussi fortement sur le budget de ces ménages.

Portée principalement par le marché de l'immobilier défiscalisé, dans un contexte de demande locative confirmée, la production neuve s'adresse pour beaucoup aux investisseurs, avec des prix de vente indissociables de l'avantage fiscal. Ainsi, moins de 30 % des foyers de la Métropole est en capacité financière d'acquérir un logement neuf dans la promotion libre et la majorité des propriétaires ne pourraient aujourd'hui plus acquérir son propre logement.

Dans ce contexte, le PLH fixe parmi ses objectifs, le développement d'une offre de logement en accession à prix abordables, enjeu devenu essentiel pour lutter contre le phénomène de tension du marché immobilier. Cet enjeu relève d'une responsabilité collective, partagée avec les professionnels de l'immobilier.

Pour inverser les tendances à moyen et long terme, l'intervention de la collectivité ne peut se concevoir comme une simple aide directe à l'accédant car cette action n'aurait aucun effet sur le marché immobilier local à long terme, puisqu'elle entretiendrait des niveaux de prix de vente élevés.

L'objectif est donc d'agir à moyen et long terme en mobilisant l'ensemble des acteurs, en premier lieu les promoteurs et les concepteurs, mais également toute la chaîne des intervenants concernés, afin de réinterroger l'ensemble des facteurs et des processus qui conduisent à former le prix de vente final du logement, aussi bien que ses caractéristiques en termes d'habitabilité et de qualité de vie.

Dans ce cadre, en avril 2017, les projets proposés par des promoteurs sur ce foncier ont été étudiés. La proposition présentée par la société SOGERIM répondait le mieux aux attentes de la Métropole, envisageant la réalisation de 3 250 m<sup>2</sup> de SDP et maintenant les possibilités de stationnement sur deux aires de stationnement restant la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole. Une division en volumes de cette emprise foncière préservant les volumes de stationnement est donc nécessaire pour mettre en œuvre cette opération immobilière.

Un projet d'état descriptif de division en volumes a été réalisé le 14 juin 2019 par la SARL ENJALABERT, géomètres-experts DPLG, créant 4 volumes sur les parcelles AR n°142, AR n°172 et AR n°173, avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez :

- volume 1 – logements et commerces s'exerçant sur les niveaux rez-de-chaussée, R+1 et infini de la cote 33.65m à l'infini ;
- volume 2 – parc de stationnement Ouest s'exerçant sur le niveau rez-de-chaussée de la cote 36.76m à la cote 40.10m ;
- volume 3 – parc de stationnement Est s'exerçant sur le niveau rez-de-chaussée de la cote 36.76m à la cote 40.10m ;
- volume 4 – tréfonds, s'exerçant de la cote moins infini à la cote 33.65m.

Les volumes 1 et 4 de l'état de division en volume, seront cédés au promoteur pour la réalisation du programme immobilier. Les volumes 2 et 3 seront conservés par Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation des deux aires de stationnement public.

Après avis de France Domaine en date du 1<sup>er</sup> août 2019, cette cession est proposée au prix de 585 000 Euros HT, les frais d'actes étant à la charge de l'acquéreur.

A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole a prononcé par anticipation sur la désaffectation le déclassement des volumes 1 et 4 de l'état de division en volume, dont l'assiette est constituée des parcelles objets de la délibération, afin de les extraire du domaine public métropolitain avant de les céder sur la base de l'article L.3112-4 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques. Les conditions de cet article seront insérées en condition dans le compromis de vente.

En raison de la superposition et de l'imbrication des volumes composant cet ensemble immobilier, il conviendra de prévoir lors de la cession la constitution de toutes servitudes nécessaires au bon fonctionnement de cet ensemble immobilier et notamment des servitudes de passages de véhicules et piétons ainsi que des servitudes de passage de canalisations.

Il est également proposé de supprimer une servitude de passage de canalisation des eaux usées et une servitude réciproque de passage et de circulation, constituées entre les parcelles AR n° 74 (actuellement cadastrée AR n° 142 et 143) et AR n° 75 (désormais cadastrée n°144 et 145), celles-ci n'étant plus d'usage.

Par ailleurs, la délibération annule et remplace la précédente délibération du Conseil n°8052 du 19 décembre 2007 en ce qu'elle prévoyait une cession à la société PRAGMA de la même emprise foncière, l'opération projetée n'ayant finalement pas pu être réalisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession à la société SOGERIM des volumes 1 et 4 de l'état de division en volumes dont l'assiette foncière est constituée des trois parcelles cadastrées section AR n°142, AR n°172 et AR n°173, situées 1850 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez, moyennant le prix de 585 000 Euros HT nets vendeur ;
- autoriser la constitution de toutes servitudes rendues nécessaires en raison de la superposition et de l'imbrication des volumes composant cet ensemble immobilier ;
- décider la suppression d'une servitude de passage de canalisation des eaux usées et d'une servitude réciproque de passage et de circulation, constituées entre les parcelles AR n° 74 actuellement cadastrée AR n° 142 et 143 et AR n° 75 désormais cadastrée n°144 et 145 ;
- dire que cette délibération annule et remplace la délibération n°8052 du 19 décembre 2007 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909 ;
- désigner Maître DOSSA, notaire à Montpellier, en vue de la rédaction d'un compromis de vente et de la réitération de l'acte authentique de vente ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101191-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet Division en Volume Agriflor.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,  
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des  
déchets, propreté de l'espace  
public

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO

# **Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets pour l'année 2018 - Approbation**

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets est établi conformément aux dispositions de l'article L.2224-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets. Il retrace les faits marquants de l'action de la Métropole en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés et en donne les principaux indicateurs techniques et financiers. Le rapport et l'avis du Conseil de Métropole seront mis à disposition du public dans les conditions prévues aux articles L.1411-13 et L.2224-17-1 du code précité.

Les principaux faits marquants de l'exercice 2018 sont les suivants :

## **Concernant la prévention des déchets**

La loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte d'août 2015 porte à -10% l'objectif national de diminution entre 2010 et 2020 du ratio annuel de production par habitant de l'ensemble des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA).

Cet objectif a d'ores et déjà été atteint en 2017 sur le territoire métropolitain grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre du programme local de prévention des déchets engagé en 2011 d'une part, et du programme de rénovation des déchèteries d'autre part, lequel vise à moderniser les 20 Points Propreté de la Métropole dans le respect du règlement limitant les apports en gros volumes. En 2018, le ratio de production de DMA par habitant est identique à celui de 2017 et s'établit à 559 kg par habitant.

Parmi les actions ayant contribué à ce résultat en 2018, l'on peut citer en particulier :

- 15 000 autocollants STOP PUB distribués par les guichets uniques ;
- 1 160 composteurs individuels distribués et 37 sites collectifs (résidences, établissements d'enseignement, sites de bureaux) équipés. Par ailleurs, 210 foyers ont reçu un soutien financier et technique à l'acquisition de lombricomposteur ou de poules. Enfin, fort du succès rencontré par le composteur partagé installé en juin 2017 sur le quartier des Grisettes à Montpellier, des nouveaux projets de composteurs partagés ont été mis à l'étude pour une mise en place en 2019 (Saint-Drézéry, Saint Jean de Védas, quartier Hôpitaux Facultés de Montpellier) ;
- La promotion du ré-emploi au travers de collectes de proximité réalisées en centre-ville de Montpellier à l'aide d'une mini déchèterie (déployée 10 jours par mois en 10 points différents du quartier) ;
- La Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD) avec un grand nombre d'actions sur le territoire à destination des enfants, des étudiants, du grand public et des agents de la Ville de Montpellier, de la Métropole et du Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole : collecte de jouets dans une trentaine d'écoles, collectes solidaires, troc étudiants sur le campus Richter, ateliers de ré-emploi, interventions en milieu scolaire, distribution de composteurs au domaine de Grammont, animation « vélo smoothie », quizz de l'agent éco responsable ;
- L'expérimentation de « coaching » des habitants aux éco-gestes au moyen d'une plate-forme et d'un logiciel informatiques, engagée en 2015 en partenariat avec la SERM et la start-up E3D Environnement auprès de 840 foyers des nouveaux îlots résidentiels du quartier Port Marianne de Montpellier, a été poursuivie et étendue à partir de fin 2017 à un secteur géographique plus vaste englobant 10 000 foyers autour du Lez. La régie des Eaux de la Métropole de Montpellier a rejoint ce partenariat étendu permettant d'ajouter à la démarche des éco-gestes en faveur de la réduction des

consommations d'eau et de la préservation de la ressource en eau. En 2018, 6 700 foyers des quartiers Port Marianne et Antigone ont rejoint le « Défi Eco Responsable » afin de bénéficier d'un accompagnement aux éco-gestes sur 18 mois.

### **Concernant la collecte et le tri des déchets**

La diminution en 2016 des fréquences de collecte des OMR, essentiellement dans les zones d'activité et les secteurs pavillonnaires, s'est accompagnée d'une augmentation des volumes de bacs de tri sélectif, conformément à l'un des objectifs prioritaires de ces évolutions qui était d'inciter les usagers à trier davantage. Ainsi, les quantités de déchets entrant à DEMETER ont augmenté de 7,8% en 3 ans, faisant suite à une période de stagnation des apports. La hausse constatée entre 2017 et 2018 s'établit à + 2,6%.

L'augmentation du tri du verre poursuit sa dynamique, avec l'ajout de 25 colonnes supplémentaires en 2018 et la redynamisation du tri du verre des bars et restaurants du centre-ville de Montpellier. Les quantités de verre recyclé en 2018 s'établissent à 10 899 tonnes, en hausse de 7,4 % par rapport à 2017.

Concernant les bio-déchets, l'expérimentation de collecte en apport volontaire démarrée à l'été 2015 auprès des particuliers a été poursuivie et a compté jusqu'à 17 « tubes » déployés sur 8 communes de la Métropole. Le bilan de l'opération à mi 2018 révèle des taux d'utilisation variables et surtout des contraintes et des coûts de gestion très élevés. Seuls les 9 « tubes » les plus productifs ont ainsi été maintenus en place dans l'attente des résultats d'une nouvelle expérimentation qui sera menée à partir de 2019 dans deux communes de la Métropole, à Saint-Drézéry et à Saint Génès des Mourgues, de manière à comparer globalement et à l'échelle de territoires cohérents les rendements, contraintes, coûts et satisfaction des usagers de systèmes de compostage et de collecte en apport volontaire des bio-déchets. Simultanément, la campagne d'équipement des cantines scolaires de la Ville de Montpellier s'est achevée en 2018 : au total les 84 restaurants scolaires de la Ville trient les bio-déchets. Cette action s'inscrit dans le cadre plus global d'un programme initié par la Ville de lutte contre le gaspillage alimentaire et de recours accru aux productions alimentaires locales.

En ce qui concerne les 20 déchèteries métropolitaines, après la rénovation du Point Propreté de Castelnau-le-Lez en 2015 qui a constitué un pilote, le programme de rénovation de l'ensemble des installations approuvé en février 2016, pour un montant global prévisionnel de la rénovation du parc de 7,1 M€ HT, a vu la rénovation des installations de Baillargues et Lavérune, réouvertes au public en décembre 2017. Les équipes de maîtrise d'œuvre chargées de la réalisation du programme ont finalisé en 2018 les études relatives à la rénovation des déchèteries de Cournonterral, Saint-Brès, Beaulieu et Montpellier/Près d'Arènes dont les travaux débiteront en 2019.

En matière d'exploitation, 2 bennes Eco MOBILIER ont été mises en place portant à 14 le nombre de déchèteries équipées par l'éco organisme qui prend en charge l'évacuation et la valorisation des déchets issus des mobiliers déposés par les usagers. En 2018, la quantité déposée dans ces bennes a quasiment doublé, s'établissant à plus de 2 000 tonnes.

### **Concernant le traitement et la valorisation des déchets**

#### **L'unité de méthanisation AMETYST**

L'ensemble des déchets ménagers résiduels collectés sur le territoire de la Métropole de Montpellier a été traité sur l'unité (soit 128 057 tonnes d'ordures ménagères), à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activités économiques qui sont acheminés directement sur l'usine de valorisation énergétique Ocréal. L'unité AMETYST a également accueilli 1 893 tonnes de bio-déchets issues des collectes métropolitaines (en hausse de 6% par rapport à 2017) et 9 752 tonnes de bio-déchets tiers.

L'année 2018 a confirmé les bons résultats apparus dès la première année d'exploitation des nouveaux

équipements, basés sur des procédés de méthanisation à haute teneur en matière sèche et « d'ultracriblage » de la matière organique, mis en oeuvre dans le cadre de la nouvelle DSP débutée le 1<sup>er</sup> janvier 2015. 28 060 tonnes de composts normés ont été produits et valorisés.

Complémentairement, Ametyst contribue aux objectifs de recyclage de la Métropole en assurant la reprise de 1 295 tonnes d'acier (représentant 1 850 voitures) et 811 tonnes d'aluminium (représentant 266 000 vélos). La quantité et la qualité constante du biogaz produit permet l'optimisation du fonctionnement des moteurs de cogénération et l'augmentation constante de l'énergie produite, notamment la chaleur livrée aux logements et commerces de la ZAC des Grisettes et, depuis fin 2015, à la clinique Saint Roch. 20 068 MWh électriques ont été produits et réinjectés sur le réseau public, ainsi que 10 689 MWh thermiques transférés vers le réseau de chaleur urbain du quartier des Grisettes et de la polyclinique Saint Roch, auxquels il convient de rajouter 3 408 MWh de chaleur consommée pour les besoins propres de l'unité. A terme, les 2 300 logements de la ZAC des Grisettes seront alimentés depuis AMETYST.

Par ailleurs, les améliorations et travaux sur l'unité ont été poursuivis :

- Au niveau du dispositif de captation et de pré-traitement de l'air en sortie des BRS, dont les réglages ont été finalisés pour achever de traiter les dernières nuisances ressenties ;
- Sur les installations de valorisation du biogaz, au terme des études de projet des aménagements nécessaires à l'amélioration de l'exploitabilité des réseaux, avec les consultations d'entreprises qui permettront un démarrage des travaux mi-2019.

### **L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)**

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueille les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Ametyst.

L'exploitation d'un casier n°2, autorisée par arrêté préfectoral du 25 novembre 2013 pour une durée de 5 ans, permet l'extension du site avec une capacité technique identique à celle du casier n°1 (83 000 tonnes / an).

Les travaux d'aménagement des dispositifs d'étanchéité sur les parois Est ainsi que du réseau de captage du biogaz sont menés au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

En 2018, les apports sur l'installation se sont élevés à 73 816 tonnes pour un tonnage annuel autorisé de 83 000 tonnes.

Les perspectives issues des bilans cumulés des exercices antérieurs ont conduit la Métropole à solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault l'autorisation de poursuivre l'exploitation du casier n°2, jusqu'au 30 novembre 2019 au plus tard, afin d'atteindre la cote finale projetée dans l'autorisation initiale.

Par ailleurs, la Métropole a étudié les modalités de valorisation du biogaz capté dans la perspective de bénéficier d'un taux bonifié de TGAP pour le dernier exercice d'exploitation.

### **L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER**

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis plus de 20 ans il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres, soit 24 181 tonnes en 2018. Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer sa capacité, son efficacité et d'intégrer les dispositions techniques liées à l'extension des consignes de tri, obligatoire selon la loi au plus tard fin 2022.

Au terme des études menées en 2013, il est apparu que la solution consistant en la réutilisation du bâtiment existant et en l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente, propriété de la Métropole, pour porter la capacité de tri à 35 000 tonnes par an, limite les coûts d'investissement et la durée de l'arrêt de l'exploitation et donc les surcoûts pendant la phase travaux.

L'année 2018 a permis au titulaire du marché global de performance pour la conception, construction et

exploitation du process désigné fin 2017, d'élaborer les dossiers réglementaires de permis de construire et d'autorisation environnementale. Ces deux autorisations ont été délivrées en fin d'année et permettent le lancement des travaux dès début 2019 pour une remise en service industriel début 2020, conformément au planning initial.

### **La valorisation des déchets végétaux**

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchèteries (Points Propreté) de la Métropole, est assurée pour partie par la plate-forme de valorisation de Grammont entièrement rénovée et exploitée en régie : en 2018, elle a traité 21 100 tonnes en provenance des déchèteries de la moitié Est du territoire métropolitain, des services techniques municipaux des communes de la Métropole et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore à la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts de boues.

7 390 tonnes de déchets verts en provenance des déchèteries de l'Ouest de la Métropole ont été traitées par l'établissement Véolia de Pignan, bénéficiaire d'un marché public de prestations de service passé avec la Métropole. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co-produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de la Métropole, soit directement compostées sur place.

### **L'unité de valorisation énergétique Ocréal**

Dans le cadre du marché conclu avec la société OCREAL d'une part et conformément aux obligations relatives à la délégation de service public, transférés du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » d'autre part, 26 144 tonnes de déchets ont été traitées en 2018 au sein de l'unité de valorisation énergétique sise à Lunel-Viel.

Les principaux apports sont constitués de : 4 434 tonnes de déchets résiduels issus des collectes de certaines zones d'activité pauvres en matière organique et impropres à la méthanisation ; 10 182 tonnes de déchets à haut pouvoir calorifique issus du tri réalisé sur l'unité de méthanisation AMETYST (refus légers de la chaîne de tri) ; 6 607 tonnes de refus issus du centre de tri DEMETER (refus de tri des déchets déposés dans les bacs ou sacs jaunes) ; 2 422 tonnes de refus issu du centre de tri DIB accueillant les bennes cartons des déchèteries et les papiers des PAV.

### **Concernant la Communication**

Une grande campagne pluriannuelle de communication sur le tri des déchets et la propreté a été lancée à l'automne 2015 et se poursuivra jusqu'en 2020. Elle vise à sensibiliser dans la durée les habitants afin d'entraîner des évolutions de comportement par l'utilisation répétée de messages sur différents supports : affiches, presse, réseaux sociaux, audiovisuel, « nudges ». Un nouveau guide de tri a par ailleurs été édité en 2018 qui traduit l'arrêté métropolitain fixant les modalités de collecte des déchets. Il est largement distribué et disponible sur le site internet de la Métropole. Il devra évoluer en 2019 pour prendre en compte l'évolution des modalités de tri relative à l'extension des consignes de tri des plastiques.

Par ailleurs, le déploiement et le renforcement des équipements de collecte sélective en points d'apport volontaire (en particulier pour la récupération du verre) s'accompagnent d'opérations de communication visant à sensibiliser les habitants aux gestes de tri ainsi qu'à la prévention des déchets.

Ainsi, les messagers de la prévention et du tri jouent un rôle central dans le dispositif de sensibilisation. En 2018, ils ont porté les messages du tri et de la prévention sur les manifestations suivantes : Fête de la Tomate à Clapiers, Antigone des Associations, Accueil des nouveaux Montpelliérains, Raïd Educap City, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets, ...

Les messagers ont également accompagné 10 opérations de collecte mobile chaque mois (hors juillet et août) sur le quartier Centre de Montpellier à l'aide de la remorque de tri (mini déchèterie) acquise fin 2015.

Enfin, les messagers ont mené diverses opérations de communication et/ou de sensibilisation :

- en participant au « Défi Eco Responsable », expérimentation innovante de communication engageante à grande échelle sur les quartiers Port Marianne et Antigone de Montpellier. Ils ont notamment contribué à l'inscription de 6 700 foyers volontaires sur la plate-forme GD6D d'accompagnement aux éco-gestes ;
- en sensibilisant aux consignes de tri les étudiants de 6 cités universitaires et en formant des étudiants tuteurs, ainsi que les élèves de 30 écoles primaires.

### **Concernant l'information et la prise en charge des demandes des usagers**

Le numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage. En 2018, 18 681 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et près de 17 988 formulaires ont été enregistrés en 2018, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, près de 40 000 demandes ont été traitées par la Direction Propreté et Valorisation des Déchets, chiffre stable par rapport à 2017.

### **En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :**

<b>Ordures Ménagères et assimilées</b>	<b>Tonnages collectés en 2018</b>
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (bacs gris)	132 491
Collectes sélectives en porte à porte hors encombrants : bacs jaunes et orange + collectes sélectives spécifiques (emballages légers, verre, papiers journaux, bio déchets, papiers de bureaux, cartons)	28 102
Collectes sélectives en apport volontaire (verre, papiers journaux, textile)	12 619

  

<b>Dépôts en déchèteries et autres encombrants</b>	<b>Tonnages collectés en 2018</b>
Déchèteries	75 375
Encombrants collectés en porte à porte	8 182

Soit un total de 256 769 tonnes collectées en 2018, soit 559 kg par habitant, ratio identique à 2017.

### **Les principales données financières sont relatées ci-dessous :**

Le montant total des dépenses d'investissements pour 2018 s'élève, hors amortissement, à 4 811 975 € TTC, celui des dépenses de fonctionnement, hors dépenses de personnels et frais de structure, à 58 969 269 € TTC.

Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous.

**Concernant la prévention et la collecte des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte : 21,58 M€ TTC
- Contrat de gestion des Points Propreté (déchèteries) : 4,41 M€ TTC
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,80 M€ TTC

En dépenses d'investissement :

- Achat de matériels de pré-collecte et de tri : 0,92 M€ TTC

**Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation Amétyst : 13,30 M€ TTC
- Valorisation énergétique Ocréal : 3,35 M€ TTC
- Contrat d'exploitation du centre de tri Demeter : 3,62 M€ TTC
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 2,50 M€ TTC
- Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 2,17 M€ TTC
- TGAP (incinération, stockage) : 2,31 M€ TTC

En dépenses d'investissement :

- Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 0,37 M€ TTC
- Travaux sur le centre de tri Demeter : 1,73 M€ TTC

En matière de recettes, la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 11,25% est constant depuis 2009, a généré 71,85 M€ de recettes.

Les collectes sélectives ont généré environ 4,8 M€ de recettes, dont 3 M€ de soutiens des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 1,8 M€ provenant des ventes des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont. Enfin, la redevance spéciale a représenté une recette de 4 M€ en 2018.

L'ensemble de ces éléments a été présenté à la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 18 septembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2018 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ;
- autoriser sa diffusion aux 31 communes membres ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 9 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M2019-537.pdf

- RPQS\_2018\_Prévention\_et\_Gestion\_dechets.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS  
D'ACTIVITE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Convention de partenariat pour l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique destinée à favoriser l'accueil des entreprises sur son territoire et à proposer une offre foncière et immobilière adaptée.

Pour l'accompagner dans ses missions et faciliter sa connaissance du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain, entré en vigueur en 2006 par la signature d'une convention de partenariat.

Véritable outil d'aide à la décision en matière de programmation, de réalisation et de mise sur le marché de nouveaux produits, l'observatoire réalise une « *analyse du foncier et de l'immobilier d'entreprise* » deux fois par an. Il est animé par la Cellule Économique Régionale de la Construction (CERC) Occitanie, garante de son fonctionnement de par son expérience et son indépendance.

Un comité de suivi, animé par la CERC Occitanie, a été mis en place et regroupe les opérateurs techniques de l'observatoire.

Il compte actuellement 7 membres :

- Montpellier Méditerranée Métropole
- Groupe SERM / SA3M
- Advenis Real Estate Solutions
- Arthur Loyd
- BNP Paribas Real Estate Montpellier
- CBRE / Tertis Conseils
- Norman Taylor

Le nombre de partenaires peut être amené à évoluer à la hausse ou à la baisse en fonction des renouvellements ou des nouvelles adhésions. Toute demande d'intégration d'un nouveau membre doit faire l'objet d'un examen collégial et d'une décision recueillant la majorité des voix des partenaires.

La délibération n°14627 du Conseil de Métropole du 19 mai 2017 a adopté la convention de partenariat pour l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain pour une période d'un an renouvelable tacitement pour une durée totale de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021. En fonction des modifications qui interviendraient au sein de l'Observatoire, la convention pourra faire l'objet d'avenants.

Il est proposé un avenant n°1, pour prendre en compte, d'une part, la modification de dénomination sociale de la CERC. En effet, en juillet 2018, la Cellule Économique Régionale BTP du Languedoc-Roussillon et la Cellule Économique Régionale BTP du Midi Pyrénées ont fusionné pour créer la Cellule Économique Régionale de la Construction en Occitanie. D'autre part, l'avenant prend en compte le départ d'un des membres de l'observatoire (THELENE IMMOBILIER ENTREPRISE).

Le budget prévisionnel alloué au financement de l'observatoire s'élève à un montant maximum estimé à 17 000 € TTC selon la répartition suivante, qui s'applique pour l'année 2019 :

- Montpellier Méditerranée Métropole.....7 000 € TTC
- Groupe SERM SA3M.....5 000 € TTC
- Advenis Real Estate Solutions.....1 000 € TTC
- Arthur Loyd.....1 000 € TTC
- BNP Paribas Real Estate Montpellier.....1 000 € TTC
- CBRE / Tertia Conseils.....1 000 € TTC
- Norman Taylor.....1 000 € TTC

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 de la convention de l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100640-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2019-Avenant Convention observatoire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Requalification du Parc d'Activités Économiques du Salaison - Commune de Vendargues - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Créée en 1965, le parc d'activités du Salaison s'étend sur 157 hectares et accueille aujourd'hui près de 270 entreprises représentant plus de 3 000 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification en 2010. Elle s'est articulée autour de deux grands axes : le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les entreprises dans un projet global qui redonne progressivement une nouvelle attractivité au parc d'activités.

Les résultats de la première tranche de requalification du parc d'activités du Salaison sont très largement perceptibles avec :

- la requalification complète de 3,7 km de voirie (plateforme de voirie, éclairage public, espaces verts, fibre optique, réseau pluvial, réseau d'eaux usées, réseau d'adduction en eau potable et défense incendie représentant près de 5,3 ha) ;
- l'intensification de l'activité économique sur le parc d'activités illustrée par l'implantation de plus de 40 nouvelles entreprises, représentant près de 600 emplois ;
- la requalification et la densification des emprises privatives par des investissements privés sur près de 18,5 ha illustrées notamment par la délivrance d'autorisation d'urbanisme portant sur la création de près de 35 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- l'obtention en 2015 de la certification « *HQE Aménagement™ démarche certifiée par Certivéa* » en ce qui concerne les phases 1 à 5 du système de management d'opération de la 1<sup>ère</sup> tranche de requalification du parc d'activités du Salaison.

Les derniers travaux hydrauliques de cette première tranche sur la rue de Marbrerie seront terminés au début de l'année 2020.

S'agissant de la deuxième tranche de requalification du parc d'activités du Salaison, les études « urbaines » relatives au réaménagement de la façade du parc d'activités sur les RM 613 et 610 se sont poursuivies et le moment semble opportun de s'interroger sur la nécessité d'une évolution maîtrisée de ce secteur au cours des toutes prochaines années dans une démarche de développement durable. Cette deuxième tranche s'accompagne d'une réflexion sur le réaménagement de l'emprise de la RM613 et de sa rive sud, et plus particulièrement sur le secteur dit « des Châtaigniers ».

Aussi, afin de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse la réalisation de l'opération d'aménagement, il est proposé au Conseil de Métropole de prendre en considération la mise à l'étude de la requalification de ce secteur et de délimiter les terrains concernés, selon les dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme. Ce périmètre d'étude sera reporté sur les documents graphiques du Plan Local d'Urbanisme et la Métropole sera consultée sur toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol comprise dans le périmètre d'études.

Le Maire pourra opposer, le cas échéant, un sursis à statuer sur toute demande d'autorisation de travaux, de construction ou d'installation, déposée dans le périmètre pris en considération, dans la mesure où l'autorisation sollicitée serait susceptible de porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement envisagé.

La délimitation du périmètre d'étude est jointe en annexe à la délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre en considération l'étude de requalification sur la façade du parc d'activités économiques du Salaison et le secteur dit « des Châtaigniers » ;
- approuver la délimitation des terrains concernés par cette opération, suivant le plan annexé à la présente délibération, donnant sursis à statuer, selon les dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à effectuer les formalités de publicité et à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-95156-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Plan périmètre de prise en considération

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY



## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Festival WAT ! (What A Trip) 2019 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et WAT ! Festival - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent renouveler leur soutien à la 3<sup>ème</sup> édition du festival WAT ! (What A Trip).

Ce partenariat, qui s'articulera autour d'un soutien en logistique et organisation (organisation de deux conférences de presse et aide à la communication de l'événement), répond aux objectifs définis en terme d'attractivité, notamment celui de renforcer le rayonnement du territoire métropolitain au niveau national, mais aussi à l'international.

Le WAT ! est un festival de voyage, né à Montpellier en 2017, qui permet à toute la communauté des voyageurs de France de se rencontrer et se retrouver lors d'un événement unique et fédérateur. Pendant 3 jours (du 26 au 29 septembre 2019), le festival WAT ! rassemble projections-rencontres, expositions gratuites dans l'Ecusson, concerts, conférences, ateliers et village du voyage.

Autour de Sophie Jovillard, présidente du jury et présentatrice de l'émission *Echappées Belles* sur France 5, un collège de 6 professionnels issus du monde du voyage et de l'aventure sera chargé de départager 12 films en compétition officielle.

Ce festival, qui rassemble de nouveaux talents et de nouvelles passions trouve un écho au-delà des frontières naturelles du territoire de la Métropole. Dans l'air du temps et en cohérence avec le tout digital et les mobilités internationales, le WAT !, véritable événement fédérateur et capteur de notoriété au niveau national et international, trouve donc toute sa légitimité à naître sur le territoire de Montpellier, à y grandir et à y être accompagné par la Ville et la Métropole.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite promouvoir l'organisation de ce festival par un soutien logistique, en organisation et en communication valorisé à hauteur de 57 585,20 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le festival WAT ! ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-96126-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- WAT\_Convention\_de\_partenariat1567147239551.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Mission d'affaires à Chengdu et Qingdao (Chine) du 9 au 17 novembre 2019 - Participation au Congrès EUPIC (EU Project Innovation Center) - Autorisation et financement de la mission**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada. Elle est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite consacrer ses partenariats internationaux en premier lieu au développement économique. Le but est de favoriser l'écosystème entrepreneurial en jouant un rôle de facilitateur à l'international, mais aussi de permettre aux partenaires de la Métropole de déployer leurs actions de développement économique sur son territoire.

En Chine depuis 2004 des liens forts ont été tissés, notamment avec la Ville de Chengdu. Le partenaire principal de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu est la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu et l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

Ce partenariat a permis l'organisation par la Métropole du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France).

La partie chinoise initialement représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guizhou, Chongqing et Heilongjiang) a obtenu en janvier 2015 la labellisation européenne EEN (Enterprise Europe Network) afin d'être aussi acteur auprès des 6 Provinces du nord et nord-est (Pékin, Shandong, Liaoning, Jilin, Hebei et l'Heilongjiang). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Cela fait 10 ans que la Métropole a signé des accords de développement économique poussés avec EUPIC et la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu. Depuis cette signature, annuellement, la Métropole conduit des délégations d'acteurs économiques (entreprises : technologie et viticulture, CHU, Pôles de Compétitivité...) à Chengdu afin de leur permettre de développer des partenariats ou des volants d'affaires. Dernièrement en novembre 2015 un accord particulier promouvant la French Tech a été signé avec la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu.

Cette mission multisectorielle axée sur l'attractivité et le rayonnement se déroulera en 2 lieux Chengdu et Qingdao.

Pour cette mission, au-delà des aspects habituels développement économique – innovation et viticulture, il est proposé de porter un focus particulier sur le domaine de l'eau.

- Participation au congrès EUPIC (15 pays représentés, 5 000 participants) :
  - o stand de Montpellier Méditerranée Métropole,
  - o session de travail « comment appréhender le marché chinois »,
  - o rendez-vous B to B pendant trois journées pour les entreprises et acteurs du développement économique de la Métropole,
  - o interventions lors des conférences plénières.
- Actions dédiées à la promotion des vins en partenariat avec la maison de Montpellier,
- Rencontres institutionnelles avec la Mairie de Chengdu, le Gouverneur de la Province du Sichuan, le Consulat général de France...
- Rencontres techniques avec des universités, des hôpitaux, le projet franco-chinois de smart city-urbanisme, des entreprises chinoises...

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, frais de visa, mise en place de rendez-vous B to B, inscriptions aux congrès, stand) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 50 000 € TTC. Ce coût se répartit comme suit :

- Technologie : environ 3 000 € TTC par participant soit 15 000 € TTC pour l'ensemble des 5 entreprises et acteurs du développement économique, pris en charge financièrement dans le cadre de l'appel à candidatures qui a été lancé à cet effet. Une participation financière forfaitaire sera demandée, à hauteur de 1 000 € TTC par entreprise.
- Filière viticole : la promotion de la filière viticole sera effectuée lors des diverses soirées organisées mais aussi avec 3 journées dédiées « rencontres et dégustations » auprès du panel d'acheteurs de Chengdu et de Qingdao. La participation de 10 domaines et caves est prévue. Les frais sont estimés à 2 000 € TTC par participant soit 20 000 € TTC pour les 10 participants. Seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes ainsi que les frais de visas. Un appel à candidatures a été lancé à cet effet.
- Le reste du montant prévisionnel soit environ 15 000 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stands, transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, inscriptions aux congrès, événements de promotion, stands...ainsi qu'aux frais de déplacement de l' élu(e) et des 2 techniciens(nes) de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

La prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations (principalement transport, restauration, frais de visas) utilisées par les entreprises participantes à la mission peut s'effectuer de deux façons : achat par la Métropole des prestations, ou remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (dans ce cas l'achat directement de la prestation par l'entreprise est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole).

Compte tenu de l'importance de l'événement, pour des raisons de logistique, notre partenaire EUPIC a mis en place des réservations de chambres d'hôtel et de vols intérieurs à des tarifs préférentiels. Dans ce cadre, les frais d'hébergement et des vols intérieurs de la mission pourront être facturés directement par EUPIC à Montpellier Méditerranée Métropole.

Les frais de stand, de documentation, de cocktail lors des événements de promotions pourront pour des raisons logistiques aussi être facturés directement par EUPIC. Une convention précisant les termes de cette facturation sera mise en place si besoin.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires en Chine à Chengdu et Qingdao du 9 au 17 novembre 2019 ;
- approuver la participation au maximum de 5 entreprises et acteurs du développement économique ;
- approuver la participation au maximum de 10 acteurs de la filière viticole ;
- approuver le tarif applicable aux entreprises et aux acteurs du développement économique ;
- approuver la participation au maximum d'un(e) élu(e) et de deux techniciens(nes) à la mission ;
- approuver le coût de la mission estimée à 50 000 € ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99903-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

## **Relations internationales, tourismses, parcs d'activité - Mission d'affaires à Helsinki (Finlande) du 19 au 23 novembre 2019 - Participation au salon SLUSH - Autorisation et financement de la mission**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Cette stratégie repose sur deux objectifs :

- renforcer son positionnement international et accroître son attractivité d'une part ;
- créer les conditions favorables aux échanges entre entreprises et faciliter leur implantation réciproques et leurs connaissances des écosystèmes étrangers d'autre part.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole propose une mission d'affaires à Helsinki, en Finlande, afin de participer à « SLUSH », salon dédié aux start-ups innovantes et d'être présent sur le stand de Montpellier Méditerranée Métropole sur le Pavillon France. Il s'agirait pour un(e) élu(e) et un(e) technicien(ne), d'accompagner au maximum 4 entreprises, qui auront marqué un intérêt pour ce déplacement dans le cadre de l'appel à candidatures.

Ce salon est la manifestation la plus grande de son genre en Europe. Il offre une plate-forme entre : start-ups de l'industrie du high-tech, PME, grands groupes internationaux, leaders d'opinion, presse dédiée, investisseurs et autres capital-risqueurs. Cet événement rassemble des représentants du monde entier.

La participation à ce salon permet aux entreprises du territoire la rencontre avec des acteurs internationaux du monde de l'innovation, de l'entrepreneuriat et des finances ainsi que la participation aux multiples conférences et table-rondes, et une présence sur le stand de Montpellier Méditerranée Métropole sur le Pavillon France. En parallèle au salon, Montpellier Méditerranée Métropole propose aux entreprises sélectionnées des sessions de coaching avant la mission.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 16 000 euros TTC, dont 12 000 euros TTC pour la contribution financière à la présence sur le Pavillon France, ainsi qu'à la participation de 4 entreprises et acteurs du développement économique au maximum.

Le reste du montant est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : transport, inscription aux congrès, ainsi qu'aux frais de mission de l'élu(e) et du (de la) technicien(ne) de la Métropole.

Pour les 4 entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole participera à leur frais de mission, à hauteur de 800 euros TTC maximum sur présentation de factures acquittées. La prise en charge des frais de déplacements de la mission se fera sur la base des frais réels. Le remboursement de ces frais portera uniquement sur les frais de transport, d'hébergement et l'inscription au salon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaire à Helsinki du 19 au 23 novembre 2019 ;
- approuver la participation au maximum d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(e) ainsi que de quatre entreprises et acteurs du développement économique ;
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 16 000 € TTC sur la base des frais réels pour la mission à Helsinki ;
- approuver les conditions de remboursement applicables aux entreprises ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-99867-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **RESSOURCES HUMAINES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

## Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

### I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### II- Confirmations de postes :

- 1) Par délibération n°M2019-271 du 23 mai 2019, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de **Chargé de mission Plateforme collaborative Métropolitaine Clause sociale** (n° du poste : 2019-026) a été créé au Tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'économie et de l'emploi.
  - nature des fonctions : Assistance aux donneurs d'ordre dans la mise en œuvre de clauses sociales, accompagnement et suivi des entreprises attributaires des marchés, mobilisation des partenaires emploi et insertion et animation de ces partenariats.
  - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du développement économique,
  - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
  - motif : compte tenu de la nécessité d'accompagnement et de suivi de la Plateforme collaborative, ce poste ne peut rester vacant.
  - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- 2) Par délibération n°13923 du 30 juin 2016, le poste de **Responsable du Département XIX-XXI du Musée Fabre**, qui relèvent du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine (n° du poste : 2015-052) a été créé au Tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la culture et du patrimoine.
  - nature des fonctions : Sous l'autorité du directeur du musée, le conservateur responsable du département XIX°-XXI° a en charge : les collections du département 1870-XXI, la programmation art moderne et contemporain, la supervision du service multimédia.
  - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la gestion et valorisation de collections muséographiques,
  - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°91-839 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire des conservateurs territoriaux du patrimoine,
  - motif : compte tenu de la nécessité de prendre en charge le Département XIX-XXI du Musée Fabre, ce poste ne peut rester vacant,
  - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-

3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- 3) Par délibération n°15019 du 27 novembre 2017, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de **Chef de projet géomatique et observatoire intelligent** (n° du poste : 2017-304) a été créé au Tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction Innovations Politiques Contractuelles Systèmes d'Information Géographiques.
- nature des fonctions : développer les usages en 2D et 3D à travers le temps (4D) grâce à la mise en œuvre d'un observatoire territorial intelligent, gérer, diffuser et exploiter (data analyse) des données, contribuer à la conception et à la mise en œuvre du Schéma Directeur de la Donnée de la Métropole.
  - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de l'ingénierie géomatique et des Big Data,
  - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
  - motif : compte tenu de la nécessité de conduire une mission transversale d'expertise et d'ingénierie géomatique dans le domaine des Big Data et de l'observation territoriale intelligente, ce poste ne peut rester vacant,
  - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101328-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 Création

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# **ANNEXE 1 CREATIONS DE POSTES**

Conseil du 30 septembre 2019

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Département /Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Emplois / cadres d'emplois	Intitulé des fonctions/service
1	2019-049	Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales / Direction de la santé et de la prévention	A	TC	Médecin territorial	Médecin territorial
1	2019-050	Département Administration Générale et Finances / Direction des affaires juridiques et de la commande publique	A	TC	Attaché territorial	Chargé de mission études et contentieux
1	2019-051	Département Administration Générale et Finances / Direction des finances	C	TC	Adjoint administratif	Référent subventions et partenariats
1	2019-052	Département Culture et sport / Direction de la culture et du patrimoine	C	TC	Adjoint administratif ou Adjoint du patrimoine	Assistant de production de l'action culturelle
1	2019-053	Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique / Direction des Ressources Informatiques	A	TC	Ingénieur territorial	Chef de projet informatique et développement

Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Contrat de concession du service public d'assainissement collectif des communes Est et Ouest - Avenant n° 2 - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et pour une durée de sept ans, par contrat de délégation de service public à AQUALTER Exploitation, son service public d'assainissement collectif pour les communes des secteurs Est et Ouest.

Un avenant n°1 avait été approuvé par délibération n° 14583 du 29 mars 2017 pour tenir compte essentiellement de conditions d'exploitation éloignées de celles connues lors de la phase de mise en concurrence.

La société AQUALTER Exploitation a depuis mis en évidence de nouvelles charges d'exploitation non prévues dans le contrat initial. Elle a également pris en charge l'exécution de missions supplémentaires en lien avec une évolution de la réglementation et une évolution du patrimoine avec l'intégration d'équipements nouveaux dans le périmètre concédé.

Il a ainsi été convenu que le compte d'exploitation du contrat devait supporter les charges nouvelles suivantes :

- les surcoûts liés à l'indisponibilité technique de l'unité mobile de déshydratation depuis le début 2017 ;
- les surcoûts liés au contrôle d'installations intérieures lors de raccordements de nouveaux branchements ;
- les coûts supplémentaires dus à l'intégration de nouveaux ouvrages au patrimoine du service concédé, dont des postes de refoulement.

Par ailleurs, des recettes complémentaires prévues dans le contrat ont été abandonnées à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, considérant que le service devait être rendu à titre gracieux à l'usager. Il s'agit notamment du contrôle des installations intérieures réalisé dans le cadre de la perception de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif.

En revanche, Montpellier Méditerranée Métropole prendra à sa charge au plus tard à la fin du contrat les surcoûts liés à la prise en charge des analyses de Recherche de Substances Dangereuses dans les effluents, imposées par la réglementation.

A l'inverse, à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, certaines obligations contractuelles ont été modifiées, notamment l'ouverture des bureaux clientèle le samedi matin qui n'est plus justifiée au regard de l'absence de visites depuis le début du contrat.

Un avenant n°2 est proposé pour tenir compte de ces évolutions financières.

Celui-ci permet également d'harmoniser les dates de reversement de la part collectivité au titre du service de l'assainissement collectif de manière à les adapter aux modalités de facturation et de recouvrement définies par les gestionnaires de l'eau potable sur le territoire des communes concernées, principalement le Syndicat du Bas Languedoc (SBL) et le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC).

Ces modalités sont modifiées comme suit :

- Le 1<sup>er</sup> avril N : un acompte de 50% du montant de la facturation du 2<sup>nd</sup> semestre N-1 ;
- Le 1<sup>er</sup> juillet N : le solde de la facturation de 2<sup>nd</sup> semestre N-1 ;
- Le 1<sup>er</sup> octobre N : un acompte de 50% du montant de la facturation du 1<sup>er</sup> semestre N ;
- Le 1<sup>er</sup> janvier N+1 : le solde de la facturation du 1<sup>er</sup> semestre N.

L'impact tarifaire des différents surcoûts cités ci-dessus supportés par le concessionnaire est de + 0,0446 € HT/m<sup>3</sup>, ce qui porte le tarif du délégataire à 1,1284 €/m<sup>3</sup> (valeur 2015). Montpellier Méditerranée Métropole et AQUALTER Exploitation conviennent par conséquent de modifier l'article 59.2.1 « *Tarif facturé aux usagers* » du contrat de concession du service public d'assainissement collectif sur les communes des secteurs Est et Ouest. Le prix du service public de l'assainissement payé par l'usager reste

cependant inchangé, fixé à 1,35 € HT/m<sup>3</sup> pour l'année 2019. Ce qui représente une hausse de 8 % par rapport au montant initial.

Le Bordereau des Prix Unitaires annexé au contrat a été révisé et adapté à la réalité du coût du territoire.

Cet avenant n°2 a reçu un avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics eau potable, eau brute et assainissement qui s'est réunie le 16 septembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au contrat de concession du service public d'assainissement collectif sur les communes des secteurs Est et Ouest ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-91926-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20191816 Avenant EO 2 V5 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'eau potable et de l'eau brute pour l'année 2018 - Approbation**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 la compétence « *Eau Potable* » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009.

La compétence eau potable est assurée selon le principe de représentation substitution sur 18 des 31 communes et en propre sur les 13 autres, soit 379 304 habitants (Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone).

L'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI, ici la Métropole) doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement à l'assemblée délibérante. Celui-ci doit être mis à la disposition du public à la Métropole et dans les communes. Parallèlement, un exemplaire doit être adressé par le Président au Préfet pour information (articles L.2225-5 et D.2224-5 Code général des collectivités territoriales).

En terme d'organisation du service, par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie de son service public de l'eau potable sur les treize communes et de son service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire de la Métropole et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme d'une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 20 membres, 14 membres issus du Conseil de Métropole, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, une personnalité qualifiée et un représentant du personnel, tous à voix délibérative.

Les relations entre la Métropole et la Régie ont été définies par une convention d'objectifs qui fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service. Cette dernière a fait l'objet d'un avenant approuvé le 26 juin 2017, qui a permis de faire le bilan de la première année de fonctionnement de la convention et d'ajuster les objectifs assignés à la Régie.

Le service public de l'eau potable concerne 12 captages, près de 1 319 kms de réseau d'adduction et de distribution, 77 565 abonnés, 30 réservoirs d'une capacité totale de 113 800 m<sup>3</sup>, et une seule station de traitement d'eau potable en service d'une capacité de 2 000 l/s.

La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1 700 l/s qui alimente l'usine de clarification et de traitement François Arago à Montpellier. En complément de la source du Lez, lors de la période d'étiage, l'eau du canal BRL peut être distribuée après traitement sur la même station François Arago, adaptée en conséquence.

Les communes de Montpellier, Juvignac et Prades-le-Lez sont exclusivement alimentées par la source du Lez. Les communes de Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone sont alimentées par la source du Lez pour partie et des captages pour le reste. Seuls des forages locaux alimentent les communes de Saint-Brès et Sussargues. Pour les communes de Lattes et Pérols, l'alimentation est assurée par l'eau du Bas-Rhône Languedoc traitée par l'usine de potabilisation de Vauquières, dont la gestion relève de Pays de l'Or Agglomération.

La tarification au 1<sup>er</sup> janvier 2018 est identique à celle votée en décembre 2015 par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à la convention d'objectifs la liant à la Métropole, qui fixe la stabilité tarifaire sur les cinq années à venir.

Le tarif fixé par la Régie se décompose comme suit :

- une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, de 9 € HT pour un compteur de 20 mm ou moins ;
- une partie proportionnelle dont le montant est fixé à 1 € HT pour la tranche inférieure ou égale à une consommation de 120 m<sup>3</sup> par an et à 1,123 € HT pour la tranche supérieure à 120 m<sup>3</sup> par an.

Pour 2018, il faut retenir les faits suivants :

Au global, sur l'année 2018, 31 Mm<sup>3</sup> d'eau potable ont été produits, 2,7 Mm<sup>3</sup> achetés et 5,9 Mm<sup>3</sup> vendus en gros. Les volumes consommés comptabilisés représentent 25,3 Mm<sup>3</sup> tous usages confondus (abonnés, eau de service tel que purges, nettoyage des réservoirs...), complétés par des volumes consommés sans comptage notamment pour les bornes incendie, l'arrosage public...

Approuvé en mai 2013, le schéma directeur de l'eau potable est dorénavant en cours de mise en œuvre. Plusieurs opérations prioritaires du Schéma ont été confiées par la Régie à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole par convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage.

Le projet d'alimentation de Sussargues qui a pour objectif de résorber les problèmes qualitatifs et quantitatifs de la ressource en eau exploitée, prévoit que la commune soit raccordée sur les réseaux du Syndicat Garrigues Campagne. Le réseau le plus proche permettant cette alimentation se situe sur la commune de Beaulieu. Cette opération d'un montant de 1,9 M€ HT s'organise autour de 3,5 Km de canalisations de diamètre 250 mm et d'un surpresseur implanté au pied du réservoir. Parallèlement, le projet permettra le raccordement en eau brute de la ZAC du Renard située sur la Commune de Beaulieu. L'opération s'est achevée par la mise en service de la nouvelle alimentation le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Les actions visant à préserver la qualité de la ressource en eau se poursuivent sur une bonne dynamique. L'animation portée sur les aires d'alimentation des captages prioritaires du Flès et de Garrigues Basses a permis l'engagement de mesures agroenvironnementales sur 45 ha de terres viticoles, l'émergence d'un projet d'aire de lavage collective des pulvérisateurs à Saint Georges d'Orques, l'accompagnement de 14 plans communaux et de 2 plans territoriaux métropolitains dans le cadre d'une démarche « *Zérophyto* » et l'accompagnement de 9 exploitants pour l'acquisition de matériel subventionné. L'ensemble de ces mesures permettent de limiter ou supprimer les traitements phytosanitaires. Des projets agroécologiques ont également été élaborés pour agir globalement sur le territoire métropolitain en lien avec la politique agroécologique et alimentaire de la collectivité.

Concernant la gestion quantitative des ressources en eau, deux plans de gestion (PGRE) ont été approuvés pour l'aquifère de Castries-Sommières et les masses d'eau Lez-Mosson-Karst Mosson. Leur mise en œuvre, prévue sur une durée 3 ans, prévoit des mesures d'économies d'eau, de sensibilisation de la population, et de substitution des prélèvements. La Métropole a ainsi arrêté en 2018 l'exploitation de la nappe de Castries-Sommières, au profit d'une alimentation par la ressource de Fontbonne-Mougères, non déficitaire (interconnexion avec les réseaux du SMGC), dans le cadre des travaux sur l'alimentation en eau de Sussargues.

Une autre priorité du schéma directeur est la sécurisation de l'alimentation en eau du système Lez, à ce jour insuffisamment secouru. Pour cela, la construction d'une unité de traitement d'eau potable de 750 l/s à partir de l'eau brute de BRL sur le site de Valedéau à l'Est de Montpellier est inscrite au Schéma Directeur. Les études de faisabilité se sont achevées en 2018 et un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage conclu. Le

coût de la réalisation de cet ouvrage est estimé à 27 M€ HT. La mise en service prévisionnelle est programmée pour 2023.

Concernant l'alimentation en eau potable de Saint-Brès, devant être à la fois renforcée et mieux sécurisée, les études de faisabilité ont été reprises afin d'examiner de nouvelles opportunités d'alimentation en eau en concertation avec le Syndicat Garrigues Campagne. Un choix sera arrêté en 2019 et les études de maîtrise d'œuvre reprises ensuite.

L'opération « *Etage 105* » est fondée sur la nécessité de sécuriser à 100% les besoins de la commune de Grabels actuels et futurs et renforcer le système d'alimentation de l'étage 105, 2<sup>ème</sup> étage de pression en importance du système Lez, pour répondre aux besoins de l'urbanisation future, notamment sur la Ville de Montpellier. Il s'agit de renouveler et réhabiliter les équipements structurants le nécessitant : station, réservoirs, canalisations.

Le projet comprend la création d'une station de pompage sur l'usine ARAGO permettant d'augmenter sa capacité de 520 l/s au moment de sa mise en service en 2020 à 710 l/s à l'horizon 2040. Il s'agit également de créer un réseau DN 800 mm entre la station de pompage et le réseau existant DN 500 mm de l'avenue du Pic Saint Loup. Enfin le projet prévoit la création d'un réseau DN 500 mm en parallèle du réseau existant entre l'avenue du Pic Saint Loup jusqu'au croisement avec la rue de la Croix de Lavit.

La consultation d'entreprises a été menée en 2018. Le coût des travaux est estimé à 10,95 M€ HT et les premiers travaux devraient être réalisés à partir de 2019, en coordination avec une partie des travaux nécessaires à la construction de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway.

Cinquante ouvrages de stockage d'eau potable ont été recensés sur les 13 communes du territoire de la Régie. Le pré-diagnostic réalisé a montré que plus de la moitié de ces ouvrages (37) nécessitent des travaux de réhabilitation. En 2018, 7 ouvrages classés en priorité 1 ont été réhabilités. Une seconde campagne de diagnostic sera lancée en 2019 afin d'utiliser le retour d'expérience des premiers travaux.

Les travaux réalisés en 2018 ont représenté un budget de 8,13 M€. Cela concerne l'ensemble des travaux réalisés, y compris ceux du schéma directeur d'eau potable, de renouvellement des réseaux et de branchements.

Progressivement, la Régie des Eaux améliore sa connaissance de son patrimoine et conforte ses données sur les linéaires de réseaux, nombre et linéaire de branchement.

En 2018, le linéaire de réseaux inspectés au titre de la recherche de fuite a progressé de 4,1%, le nombre de réparations de fuite a été de 500 interventions, soit 10% de moins qu'en 2017. Aussi le rendement s'améliore en passant de 82,1 % à 82,6 %.

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) qui s'est réunie le 18 septembre 2019, conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2018 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute ;
- autoriser sa transmission à toutes les communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100689-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport

- Rapport R3M 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement pour l'année 2018 - Approbation**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Métropole, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement. Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

En 2018, le service public de l'assainissement concerne 1 507 km de réseaux d'eaux usées, 219 postes de refoulement et 13 stations de traitement des eaux usées. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 578 717 Equivalents-Habitants ; ce qui représente 38,21 millions de m<sup>3</sup> traités et près de 34,7 tonnes de pollution éliminées (DBO5/jour-Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours). Le territoire compte près de 111 135 abonnés. Le réseau collectif d'assainissement dessert 97,78% de la population de la Métropole.

Fin 2018, les résultats épuratoires des stations de traitement des eaux usées gérées par Montpellier Méditerranée Métropole sont conformes à la réglementation locale pour 11 des 13 stations. Une difficulté technique ponctuelle, corrigée pour l'année 2019, a entraîné une non-conformité du paramètre azote sur la station de Saint-Drézéry. La station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier, très vieillissante, facteur principal expliquant la non-conformité de la station sur de multiples paramètres, va faire l'objet de travaux de reconstruction qui se déroulent en 2019.

Concernant les travaux conduits par la Métropole, ils se sont élevés en 2018 à 11,1 M€ et portent sur le renouvellement du patrimoine, sur les extensions des réseaux nécessaires à l'évolution de l'urbanisation, mais aussi sur les ouvrages (stations et poste de refoulement).

Le Schéma Directeur d'Assainissement de 2004 arrive à son terme en matière de réalisation. Près de 11,9 kms de réseaux de l'intercepteur Est ont été posés. Le dernier tronçon sur la traversée du Lez au niveau du quartier Navitau à Castelnau-le-Lez, a été posé en 2018. Après contrôle de l'ensemble des 12 kms du tracé, quelques dernières interventions sont en cours avant la mise en service complète prévue fin 2019.

Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Saint Georges d'Orques ont démarré fin 2018 pour une durée d'un an. Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Murviel-lès-Montpellier se déroulent sur 2019, l'année 2018 ayant été consacrée à l'attribution des offres.

Concernant la station d'épuration MAERA, le suivi analytique du rejet dans le milieu naturel a confirmé l'absence d'impact sur le milieu marin et l'amélioration de la qualité du Lez depuis la suppression de tous les rejets par temps sec dans le cours d'eau.

Afin de garantir le débit minimum réglementaire du Lez de 650 l/s, le soutien d'étiage par l'eau du canal du Bas-Rhône a nécessité en 2018, la restitution de 8 millions de m<sup>3</sup> représentant une dépense de l'ordre de 2 M€.

Les dossiers de consultation des entreprises en vue de la modernisation de la station de traitement MAERA ont été finalisés en 2018 et ont permis de procéder à une sélection des candidats admis à remettre une offre. Côté réglementaire, l'instruction des dossiers élaborés au titre des codes de l'urbanisme et de l'environnement s'est poursuivie sur 2018 en vue d'une enquête publique en 2019, en cours.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2018 à 28 M€ TTC, dont

18,8 M€ de dépenses d'investissement et 9 M€ de dépenses de fonctionnement.

L'exercice 2018 fait apparaître un résultat s'élevant à 8,4 M€. Cet excédent permet de financer les engagements de travaux reportés, de diminuer le recours à l'emprunt des investissements et de provisionner les futurs travaux de modernisation de la station MAERA.

En termes d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, sur la totalité des 31 communes membres, dans le cadre de 3 contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021 :

- Contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

L'année 2018 a été marquée par la signature d'un avenant n°1 pour chacun des contrats de DSP de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA et de collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA gérés par VEOLIA. Ces avenants n°1 ont pour objet :

- La révision du périmètre de la délégation avec la mise hors service de la station d'épuration des eaux usées de Castries ;
- L'intégration de nouveaux postes de relèvement ;
- L'évolution du chapitre travaux neufs d'amélioration ;
- La hausse au 2<sup>ème</sup> semestre de la rémunération du délégataire.

Ces modifications n'ont pas d'impact financier ni auprès des usagers ni sur le budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le prix de l'assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2019, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,35 € HT par m<sup>3</sup>. Pour mémoire, le prix total moyen, comprenant l'eau, l'assainissement et les différentes taxes, établi sur la base de la facture normalisée de 120 m<sup>3</sup> se situe à 3,26 € TTC/m<sup>3</sup> sur la Métropole pour un prix moyen en France de 3,56 € TTC/m<sup>3</sup> et de 4,01 € TTC/m<sup>3</sup> en moyenne européenne.

Les délégataires ont réalisé en 2018 des travaux de renouvellement pour 1,5 M€. Ils ont réalisé le curage préventif de 13,2% du linéaire et ils ont mené 770 interventions sur le réseau et 827 interventions sur les branchements.

Le déploiement du dispositif de diagnostic en continu s'est poursuivi avec la mise en place et le suivi de 139 points de mesure sur le système MAERA et 50 points sur le réseau est et ouest.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. En 2018, 18 nouveaux établissements ont engagé une démarche d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 974 établissements disposant aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4 297 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 254 contrôles a été effectué en 2018, dont 76 contrôles diagnostics de l'existant, 80 vérifications du bon fonctionnement et de l'entretien, 50 vérifications de la conception des travaux et 48 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

Les rapports annuels 2018 des délégataires comme le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) qui s'est réunie le 18 septembre 2019, conformément à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Rapport annuel 2018 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement ;
- autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 9 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M2019-536.pdf
- RPQS\_2018\_ASSAINISSEMENT.pdf
- RPQS\_2018\_Annexes\_ASSAINISSEMENT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**TRANSITION CLIMATIQUE ET  
ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE,  
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET  
TECHNIQUE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

# **Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Convention entre la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation d'une animation dans le cadre de la Journée Nationale Qualité de l'Air 2019 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Lors de sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a défini sept piliers stratégiques afin d'orienter son développement et renforcer l'attractivité de son territoire en valorisant ses principaux atouts. Parmi ces piliers essentiels et structurants, figure la santé.

La pollution atmosphérique, responsable annuellement de 48 000 décès prématurés, est devenue la 3<sup>ème</sup> cause de mortalité en France (après le tabac et l'alcool). Les conséquences de cette pollution sont estimées à environ 100 milliards d'euros par an en France, du fait des dommages sanitaires qu'elle génère et de ses conséquences sur les bâtiments, les écosystèmes et l'agriculture. Malgré une tendance à l'amélioration générale de la qualité de l'air au cours des 20 dernières années, les mesures, en particulier dans les aires urbaines des grandes métropoles, affichent des valeurs dépassant régulièrement les seuils réglementaires européens. La France, parmi huit autres pays européens, est ainsi ciblée par la Commission Européenne dans le cadre de deux procédures précontentieuses, portant sur des dépassements de valeurs limites en particules (PM<sub>10</sub>) et en dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>).

L'aire urbaine de Montpellier qui couvre 115 communes, et regroupe 589 610 habitants (INSEE 2014), soit plus de la moitié de la population du Département de l'Hérault, est l'une des zones françaises concernées par des dépassements en dioxyde d'azote.

Dans ce contexte, la Journée Nationale de la Qualité de l'Air, créée en 2015 est un événement dont l'objectif consiste à sensibiliser les citoyens à l'importance de respirer un air de bonne qualité. Comme chaque année cette journée va mobiliser dans toute la France, collectivités, entreprises, associations, écoles et citoyens, tous invités à organiser et à participer à des événements destinés à montrer les bonnes pratiques pour lutter contre la pollution de l'air.

Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de lutte contre la dégradation de la qualité de l'air, consciente de ces effets sur la santé et soucieuse d'améliorer le cadre de vie des citoyens, s'est engagée depuis plusieurs années dans la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Air (PPA) adopté en octobre 2014 par le Préfet de l'Hérault. En mai 2018, la Métropole a d'ailleurs complété les orientations du PPA en approuvant, sa « *Feuille de Route pour la Qualité de l'Air* » ; soit 18 actions supplémentaires à mettre en œuvre à l'horizon 2022. Par ailleurs, elle s'est également engagée à mettre en œuvre, d'ici fin 2020 une première « *Zone à faibles émissions* ».

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite participer à cette Journée Nationale de la qualité de l'Air 2019, avec pour ambition d'aller plus vite et plus loin dans l'amélioration de la qualité de l'air.

Ainsi, en sus du programme prévu dans le cadre de la Semaine de la Mobilité Durable où la Métropole, accompagnée par TaM et la Fédération des Usagers de la Bicyclette proposera un programme valorisant les mobilités actives et les offres de transports collectifs, Montpellier Méditerranée Métropole participera à cette 5<sup>ème</sup> Journée Nationale de la Qualité de l'Air par un stand de sensibilisation du grand public à la qualité de l'air. Celui-ci sera mis en œuvre et animé en partenariat avec ATMO Occitanie et le CPIE APIEU Territoires de Montpellier, le samedi 21 septembre place Georges Frêche à Montpellier.

Cet événement propose au « grand public » :

- une présentation du dispositif régional de surveillance de la qualité de l'air,
- des activités ludoéducatives pour les enfants et les parents pour informer sur les problèmes de santé liés à pollution de l'air et sur les solutions d'amélioration de la qualité de l'air,
- un jeu de rôle sur le thème de la pollution urbaine d'origine automobile,
- l'illustration des bonnes pratiques existantes pour améliorer notre qualité de l'air au quotidien, notamment les Carapattes et Caracycles de Montpellier.

Répondant à l'appel à projets « Air » lancé par la DREAL Occitanie auprès des collectivités, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiera pour se faire d'une subvention de 380 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention relatif à la mise en œuvre de cet événement dans le cadre de cette Journée Nationale de la Qualité de l'Air ;
- autoriser la perception de la subvention de la DREAL ;
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 935 du budget général de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101535-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_JNQA\_2019\_17.docx1568194131378.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transition climatique et  
environnementale, développement  
durable, biodiversité, culture  
scientifique et technique

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSOUS

## **Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Rénovation thermique en copropriété dans le cadre du programme EcoCité - Modification du montage contractuel et conventions d'application - Autorisation de signature**

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à un appel à projets « *ECOCITE Ville de Demain* » relatif aux opérations de rénovation énergétique en copropriété. Cette candidature a été approuvée par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2014. Il s'agit d'un tremplin pour initier les premières opérations de rénovation thermique de copropriétés privées sur la Métropole avec un objectif ambitieux en termes de performances énergétiques, les bouquets de travaux retenus devant atteindre le niveau « *BBC Rénovation* ».

A l'issue de l'examen de la candidature de la Métropole, le Premier Ministre a annoncé, par courrier en date du 27 juillet 2015, l'attribution d'une participation du Programme Investissement d'Avenir (PIA) pour la rénovation thermique de copropriétés. Cette subvention couvre des dépenses d'investissement et d'ingénierie, afin de réaliser les études complémentaires pour préparer les votes de travaux en Assemblée Générale.

Ces financements ont été contractualisés dans deux conventions : la convention dite « *Rénovation énergétique* » signée le 7 juin 2016, entre la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM, et une seconde convention dite « *Convention Locale* » en date du 13 septembre 2016.

La convention « *Rénovation énergétique* » exige l'intermédiation d'un tiers entre la Caisse des Dépôts et Consignations et les copropriétés bénéficiaires. L'intermédiaire assurera le reversement aux copropriétés bénéficiaires de la subvention du PIA versée par la Caisse des Dépôts et Consignations. Les conventions initiales prévoyaient que la SERM jouerait ce rôle d'intermédiaire.

Du fait des évolutions de contexte depuis le début du programme il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à la SERM et endosse ce rôle d'intermédiaire. Cette évolution permettra notamment une plus grande cohérence des intervenants au cours des différentes phases du projet, et facilitera le lien avec la phase d'études préalables menées par la Métropole. Sur le plan financier cette opération est neutre pour Montpellier Méditerranée Métropole qui redistribuera par délégation la totalité des subventions obtenues aux copropriétés qui réaliseront des travaux de rénovation énergétique dans le cadre du programme EcoCité.

Ce changement de montage, ainsi qu'une mise à jour des processus d'accompagnement des copropriétés sont contractualisés dans deux lettres avenants : lettre avenant n°4 à la Convention « *Rénovation énergétique* » et lettre avenant n°2 à la « *Convention Locale* ».

D'autre part, le rôle d'intermédiaire des subventions EcoCité nécessite la signature d'une convention d'application entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des copropriétés bénéficiaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'évolution proposée quant au rôle d'intermédiaire des fonds « *ECOCITE Ville de Demain* » ;
- approuver le modèle de convention d'application ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100030-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- lettre avenant 4 convention réno énergétique 050919.pdf
- Lettre avenant à la Convention Renovation Locale
- ConventionApplicationTravaux\_v09-09-2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **TRANSPORTS ET MOBILITE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO

## Transports et Mobilité - Mise en oeuvre du Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA) - Appel à projets Fonds Mobilités Actives - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La politique cyclable de la Métropole a posé un jalon décisif avec l'adoption à l'unanimité de son Conseil, le 21 décembre 2018, de son Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA), qui se veut la traduction concrète et locale du Plan Vélo national dévoilé en septembre 2018 par le Gouvernement.

L'adoption du SDMA marque le démarrage d'une politique ambitieuse qui vise à positionner Montpellier Méditerranée Métropole comme « *la Métropole cyclable du Sud de l'Europe* » en se donnant comme premier objectif d'atteindre 9 % de part modale du vélo en 2024, contre 3 % en 2014, soit un triplement de la part modale. Vu le potentiel cyclable de la Métropole et la demande croissante des habitants pour cette pratique, cet objectif sera encore plus sûrement atteignable avec la mise en œuvre rapide d'une politique cyclable volontariste, dont la réalisation du SDMA constitue l'un des piliers.

En effet, la mise en œuvre du SDMA, débutée en janvier 2019 et estimée à 80 M€, doit permettre d'offrir d'ici 10 ans un réseau armature cyclable continu et structurant couvrant l'ensemble du territoire de la Métropole. Cette continuité du réseau cyclable constitue bien l'un des principaux leviers de l'attractivité de ce mode de déplacement accessible à tous les publics.

Pour répondre à cet enjeu, le Gouvernement a choisi de lancer un Appel à Projets (AAP) national dans le cadre du fonds mobilités actives du Plan Vélo national. C'est donc tout naturellement que la Métropole a décidé de s'inscrire dans cette démarche en répondant à cet AAP.

Ainsi, selon les critères techniques, fonctionnels et d'avancement définis par les services de l'Etat pour les opérations susceptibles d'être éligibles à cet AAP, six opérations ont été présentées au titre du second relevé de l'AAP, dont le plus emblématique et prioritaire à l'échelle de la Métropole, le réaménagement de l'avenue de Toulouse à Montpellier :

- Avenue de Toulouse – entrée ouest de Montpellier et continuité depuis Saint Jean de Védas ;
- RM 986 Continuité Saint-Gély-du-Fesc (continuité avec le territoire voisin) – Montpellier ;
- RM17E11 Continuité Montferrier-sur-Lez – Prades-le-Lez ;
- RD5 Continuité Cournonsec – Montbazin (continuité avec le territoire voisin) ;
- RM 132 – Rue FJ Gossec à Montpellier : continuité avec l'axe magistral du SDMA ;
- RD986 Lattes – Villeneuve-lès-Maguelone : Passerelle sur la Mosson.

Toutefois, il est important de souligner qu'au-delà des facteurs naturels et sociaux favorables au développement du vélo sur le territoire de la Métropole (climat, relief, population jeune et sportive), la Métropole s'engage dans une démarche volontariste et systémique ayant pour objectif de créer et de faire vivre un « *système et un éco-système vélo* ». Il s'agit en effet de mettre en œuvre l'ensemble des actions permettant de rendre attractive la pratique du vélo :

- des aménagements de voirie tout d'abord, avec des itinéraires cyclables continus, sécurisés et confortables maillant l'ensemble du territoire accompagnés d'une politique d'exploitation et d'entretien de ces aménagements adaptée et d'une offre de stationnement sécurisé répondant à l'ensemble des besoins ;
- des services : réparation, gardiennage, location, calculateur d'itinéraires... ;
- l'accompagnement à la pratique du vélo à travers des actions de sensibilisation, d'incitation et d'apprentissage, manifestations événementielles, indemnités kilométriques, plans de mobilité dans les entreprises, « *savoir rouler* » à l'école ;

- des campagnes de communication destinées à restreindre les incivilités envers les vélos et appelant au respect des différents usages... ;
- des événements de sensibilisation à l'usage du vélo.

Pour garantir le succès de cette politique et son appropriation par les habitants, la Métropole s'attache également à mettre en œuvre une concertation étroite avec les associations d'usagers à travers un système de gouvernance favorisant la rencontre entre la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'usage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à répondre à l'appel à projets fonds mobilités actives ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100723-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR



## Transports et Mobilité - Tramway Ligne 5 - Habillage des rames - Appel à idées - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la 5ème ligne de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de la Ligne 5. La déclaration d'utilité publique a été prorogée pour 5 ans par arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018.

Sur la section allant de la rue des Chasseurs au rond-point Paul Fajon par délibération n°M2019-90 du 22 mars 2019, la Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable à la modification du tracé et engagé les études pour le dossier d'enquête publique modificative. Ce tracé modifié a été élaboré avec une collaboration participative du public.

Les 4 lignes de tramway du réseau sont toutes portées par une image forte de l'habillage des rames, « *Les hirondelles* » pour la Ligne 1, les « *fleurs multicolores* » pour la Ligne 2, « *les paysages marins* » pour la Ligne 3 et les « *monuments baroques* » pour la Ligne 4. Ces habillages font partie du paysage urbain, et identifient le tramway de la Métropole. C'est également un repère essentiel pour les usagers.

Il convient donc pour la Ligne 5 de définir un habillage pour les rames associées. À l'image de la concertation menée pour la modification du tracé, la Métropole souhaite s'appuyer sur les citoyens et futurs utilisateurs du tramway pour définir cet habillage.

Il est proposé de définir cet habillage selon les principes suivants :

- Un appel à idées ouvert à tous sur le thème « *Citoyens du Monde* ». Les participants devront proposer une idée, déclinée par un plan et une note, pour promouvoir les valeurs d'universalisme, de respect et d'échanges interculturels et pour incarner l'engagement citoyen au service de la planète.
- Un jury retiendra les 5 meilleurs projets qui auront, dans le respect du règlement, répondu au mieux à l'appel à idées.
- Il est proposé que ce jury soit composé de 3 élus de la Métropole et de 4 personnalités compétentes qui seront désignés ultérieurement.
- Ces projets seront soumis à votation populaire.
- L'idée retenue bénéficiera par la suite d'un travail par un professionnel, en coordination avec le lauréat, pour adapter l'idée originale en projet technique.
- Le résultat servira ainsi à habiller les rames de la Ligne 5 et tous autres supports en lien avec la Ligne 5.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'appel à idées ouvert à tous sur le thème « *Citoyens du Monde* » ;
- approuver la votation populaire sur les projets retenus par le jury ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100436-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Jean-Pierre GRAND, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

## Transports et Mobilité - Projet Hydrogène et Mobilité de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé des réflexions afin de prendre part au *Plan Hydrogène*, outil d'avenir pour la transition énergétique, annoncé par le Ministre de la transition écologique et solidaire le 1<sup>er</sup> juin 2018.

Elle envisage à ce titre de candidater à des consultations au niveau régional, national ou européen, ayant pour objet le déploiement de l'hydrogène dans le domaine des mobilités.

En particulier, conformément à la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-167 en date du 18 avril 2019, elle a décidé de participer à l'appel à projets « *H2 Mobilités 2019* » initié par l'ADEME qui s'inscrit dans le cadre du Plan précité.

Pour rappel, cet appel à projets vise à favoriser la définition d'un « *écosystème de mobilité hydrogène* », c'est à dire une zone, un territoire ou un espace géographique donné, sur lequel s'organisent simultanément une logistique de production et de distribution d'hydrogène (par électrolyse, procédés valorisant de la biomasse ou du biogaz, mais aussi source locale d'hydrogène coproduit par électrolyse ; stations de distribution, etc.), ainsi que des usages locaux de véhicules de transport de personnes ou de marchandises. L'objectif de cet appel à projets est d'accompagner des investissements permettant la mise en œuvre opérationnelle d'écosystèmes de mobilité organisés autour de l'hydrogène. Ceux dédiés aux investissements de production d'hydrogène, destinés à alimenter les stations de distribution et de l'écosystème de mobilité, ainsi que les véhicules qui y sont associés.

Le projet comprendrait une production d'électricité photovoltaïque, production d'hydrogène par électrolyse, un stockage d'hydrogène, des stations de distribution publiques et privées et une flotte de véhicule de transport de personne et de marchandise. Ce dispositif pourrait être déployé sur un des centres techniques de la TaM existant ou futur.

Afin de couvrir l'ensemble de la chaîne de l'écosystème envisagé, associant production, distribution et usages de l'hydrogène en flottes de véhicules, Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de s'associer à des partenaires industriels dans le cadre d'un consortium pour répondre notamment à l'appel à projets d'écosystèmes de mobilité hydrogène de l'ADEME.

Il est ainsi proposé de formaliser une candidature de Montpellier Méditerranée Métropole en partenariat avec :

- La TaM, exploitant du réseau de transports métropolitain ;
- Energies du Sud, filiale énergétique de la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) ;
- Hynamics, filiale d'EDF spécialisée dans la production d'hydrogène bas carbone.

Energies du Sud et Hynamics envisagent de monter une société de projet dédiée à la construction et l'exploitation des productions d'électricité photovoltaïque et d'hydrogène, du stockage d'hydrogène et des stations de distribution publiques et privées du projet Hydrogène Mobilité de Montpellier.

Cet ensemble de partenaires, chacun se positionnant de manière complémentaire et distincte sur l'un des maillons de la chaîne de l'écosystème, pourra le cas échéant être renouvelé pour d'autres consultations.

Par ailleurs, à l'occasion de ce projet, l'opportunité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'adhérer à l'Association Française pour l'Hydrogène et les Piles à Combustible (AFHYPAC) qui est une association régie par la Loi du 1er juillet 1901, se présente.

Cette association fédère les acteurs de l'hydrogène et des piles à combustible en France : entreprises, laboratoires et instituts de recherche, pôles de compétitivité, collectivités territoriales et associations régionales. Au niveau international, l'AFHYPAC est membre de Hydrogen Europe et membre affilié de la Fuel Cell & Hydrogen Energy Association (FC&HEA) aux États-Unis.

Elle contribue à accélérer le développement de solutions hydrogène au bénéfice de la transition énergétique et de la société. Elle constitue un lieu d'expertise important pour le développement des projets de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, il est proposé l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à cette association pour un coût annuel de 2 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à toute forme de consultation régionale, nationale et européenne, ayant pour objet le déploiement de l'hydrogène dans le domaine des mobilités, et en particulier à l'appel à projets initié par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise d'Énergie (ADEME) « *H2 Mobilités 2019* » ;
- approuver l'adhésion à l'Association Française pour l'Hydrogène et les Piles à Combustible (AFHYPAC) pour un montant de 2 000 € HT ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- solliciter différents partenaires opérationnels afin de former des groupements momentanés pour candidater à ces consultations, et notamment la TaM, Energies du Sud et Hynamics ;
- solliciter les différents partenaires institutionnels pour contribuer au financement de ces projets ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces projets.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Véronique PEREZ, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100163-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Jean-Pierre GRAND, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

## **Transports et Mobilité - Tramway Ligne 5 - Protocole transactionnel d'indemnisation avec la SNC CAMPUS HIRONDELLES pour la réalisation des travaux de reconstitution des limites de la parcelle AS362 le long de la route de Mende à Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Métropole a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la Ligne 5 de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Métropole a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la Ligne 5 de tramway.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil de Métropole s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la Ligne 5 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inaugurée le 1<sup>er</sup> juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la Ligne 5 de tramway.

Par délibération n°M2018-149 du 26 avril 2018, le Conseil a approuvé la demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la Ligne 5 et par arrêté n°2018-I-638, du 13 juin 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a prorogé la DUP pour 5 ans.

La réalisation de la Ligne 5 rend nécessaire l'acquisition des emprises suivantes :

- 416 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section AS362, propriété de la SNC CAMPUS HIRONDELLES (décision MD2019-660 du 18 juillet 2019), qui exploite le site comme location de logements étudiants. Cet ensemble immobilier est en cours de rénovation par le propriétaire.

L'emprise partielle entraîne la nécessité de reconstituer en recul le mur de soutènement, surmonté d'une clôture rigide, avec raccordement au mur mitoyen et la réalisation d'un portail, d'un escalier piéton et des espaces verts contre le nouveau mur, et enfin le recul de la rampe d'accès véhicules.

Les travaux sous maîtrise d'ouvrage SNC CAMPUS HIRONDELLES devront être réalisés entre juin 2019 et décembre 2019 (avec une libération totale de la parcelle au plus tard le 30 avril 2020), à l'exception des travaux d'adaptation de la rampe d'accès véhicules qui devront être réalisés au plus tard en juin 2021.

Concernant la réalisation de l'ensemble des réseaux humides et secs dans l'emprise cédée, ceux-ci ne seront réalisés par la SNC CAMPUS HIRONDELLES qu'en cas de défaillance des entreprises de TaM dans les délais d'intervention.

TaM en sa qualité de mandataire de l'opération Ligne 5 prendra en charge la totalité du coût des travaux visés dans la convention, sur présentation des justificatifs.

Le coût prévisionnel des travaux, sous maîtrise d'ouvrage SNC CAMPUS HIRONDELLES, s'élève à 215 989,40 € HT ou 249 399,40 € HT (valeur juin 2019) en cas de réalisation des réseaux humides et secs dans l'emprise cédée par la SNC CAMPUS HIRONDELLES.

TaM s'engage à fournir une avance de 5 % du montant global des travaux visés par l'article 2, soit 12 469,97 € HT avant le début des travaux, sur présentation d'une facture à signature de la convention rendue exécutoire.

Au fur et à mesure de l'avancement, la SNC CAMPUS HIRONDELLES adressera un titre de paiement à TaM, à l'avancement réel des travaux, accompagné d'un récapitulatif des dépenses jusque-là engagées, ainsi

que des pièces justificatives correspondantes.

Le solde sera versé sur présentation du bilan définitif établissant la totalité des dépenses constatées et réglées par la SNC CAMPUS HIRONDELLES au titre des ouvrages et après la réception des ouvrages réalisés.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole transactionnel pour la réalisation des travaux de reconstitution sur les limites de la parcelle AS362 le long de la route de Mende à Montpellier ;
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet Ligne 5 de tramway, à signer le protocole ;
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-97700-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- protocole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Robert COTTE, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

# **Transports et Mobilité - Tramway Ligne 5 - Commission d'Indemnisation à l'Amiable - Création de la Commission - Désignation partielle des membres de la Commission - Complément à la délibération n°M2019-316 du 25 juin 2019**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la Ligne 5 de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, la Métropole s'est prononcée sur l'intérêt général de la réalisation de l'opération Ligne 5 de tramway.

Par arrêté n°2013-I-1656 en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune – Clapiers de la Ligne 5 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inauguré le 1er juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la Ligne 5 de tramway.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil a confirmé la poursuite du projet de la Ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiale.

La DUP Ligne 5 a été prorogée par arrêté préfectoral n°2018-I-638 en date du 13 juin 2018, pour une nouvelle durée de 5 ans expirant le 27 août 2023.

Sur le secteur Nord de la Ligne 5, les travaux sont engagés dès cette année conformément à la DUP.

Sur le secteur Ouest de la Ligne 5, par délibération n°M2019-90 du 22 mars 2019, la Métropole a approuvé le périmètre de modification du tracé de la Ligne 5 à savoir la section allant du rond-point Paul Fajon à la rue des Chasseurs ainsi que le bilan de la concertation préalable à la modification du tracé.

Les études nécessaires liées à l'obtention de la DUP complémentaire sont en cours. Compte tenu de la reprise de la réalisation de la Ligne 5, il convient de réactiver le processus d'indemnisation des professionnels riverains qui avait été adopté par délibération n°11815 du 24 septembre 2013.

Par délibération n°M2019-316 du 25 juin 2019, le Conseil a approuvé la création de la Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) et la désignation partielle de ses membres.

Il convient de compléter cette délibération n°M2019-316 afin de soustraire à la composition de la CIA les candidatures de Monsieur Philippe SAUVEPLANE et Madame Sandy CAMUS-MERCIER en qualité de personnalités compétentes. En effet, ces deux personnalités sont désignées par ailleurs en qualité d'expert financier et ne peuvent donc avoir la qualité de personnalité compétente et à ce titre, siéger et voter à la CIA, et en parallèle, instruire les dossiers financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter de la modification de la délibération n°M2019-316 afin de préciser les rôles de Monsieur Philippe SAUVEPLANE et Madame Sandy CAMUS-MERCIER en qualité unique d'experts financiers,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-102444-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Robert COTTE, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

## **Transports et Mobilité - Tramway Ligne 5 - Protocole transactionnel d'indemnisation avec la société Terres du Soleil Promotion pour la réalisation des travaux de reconstitution de la parcelle AM33 le long de la route de Mende à Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la Ligne 5 de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Métropole a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la Ligne 5 de tramway.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil de Métropole s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la Ligne 5 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inaugurée le 1<sup>er</sup> juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la Ligne 5 de tramway.

Par délibération n°M2018-149 du 26 avril 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la Ligne 5 et par arrêté n°2018-I-638, du 13 juin 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a prorogé la DUP pour 5 ans.

La réalisation de la Ligne 5 rend nécessaire l'acquisition des emprises suivantes :

- 790 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section AM33 appartenant aux époux Kropovica (décision MD2019-455 du 13 mai 2019).

Les époux Kropovica ont également cédé à la société Terres du Soleil Promotion le surplus de la parcelle cadastrée section AM33.

Ces acquisitions foncières entraînent la nécessité de procéder à des travaux de reconstitution. Les travaux pourront être engagés à compter du 31 décembre 2019 et devront être terminés au plus tard le 31 mars 2020.

Il est convenu que TaM confie la réalisation de l'ensemble des travaux de reconstitution (clôture opaque, déblais du talus existant, mur de soutènement, mur bahut et clôture barreaudage) à la société Terres du Soleil Promotion.

Ces travaux étant rendus nécessaires en partie par le projet de la Ligne 5 de tramway, TaM en sa qualité de mandataire de l'opération Ligne 5 prendra en charge la totalité du coût des travaux visés dans la convention, sur présentation des justificatifs.

Le coût prévisionnel des travaux pris en charge par TaM, réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la société Terres du Soleil Promotion, s'élève à 116 100 € HT, ou 126 975 € HT (valeur juin 2019) en cas d'absence d'accord avec le propriétaire mitoyen.

Au fur et à mesure de l'avancement, la société Terres du Soleil Promotion adressera un titre de paiement à TaM, à l'avancement réel des travaux, accompagné d'un récapitulatif des dépenses jusque-là engagées, ainsi que des pièces justificatives correspondantes.

Le solde sera versé sur présentation du bilan définitif établissant la totalité des dépenses constatées et réglées par la société Terres du Soleil Promotion au titre des ouvrages et après la réception des ouvrages réalisés.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole transactionnel pour la réalisation des travaux de reconstitution sur la parcelle AM33 le long de la route de Mende à Montpellier ;
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet Ligne 5 de tramway, à signer le protocole ;
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-97706-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- protocole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Robert COTTE, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER



## Voirie, Espace public - Conventions de fonds de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Lattes, Baillargues, Le Crès et Beaulieu - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Lattes, Le Crès et Beaulieu souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements de voirie. Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils Municipaux respectifs.

La commune de Pérols a soumis à l'approbation de son Conseil Municipal son projet de fonds de concours le 26 septembre 2019.

La commune de Baillargues soumettra à l'approbation de son Conseil Municipal son projet de fonds de concours le 16 octobre 2019.

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de conventions sont les suivants :

### Pôle Littoral

Commune de Villeneuve-lès-Maguelone :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du Fonds de Concours	Montant du Fonds de Concours
Aménagement - Boulevard des Moures	141 073,56	117 561,30	49,9%	58 663,09
Maîtrise d'œuvre - Boulevard des Moures	7 886,74	6 572,28	29,42%	1 933,56
Eclairage Public - extension réseau Boulevard des Moures	34 246,80	28 539	49,9%	14 240,96
Aménagement diverses rues du centre-ville -	300 991,18	250 825,99	49,9%	125 162,17

Commune de Pérols :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du Fonds de Concours	Montant du Fonds de Concours
Voirie - Aménagement Chemin des Terres Noires	1 153 452,96	961 210,80	49,9%	479 644,19
Eclairage Public - extension du réseau Chemin des Terres Noires	220 227,60	183 523	11,09%	20 352,70

Commune de Lattes :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du Fonds de Concours	Montant du Fonds de Concours
Eclairage Public - mise aux normes	1 126 934,40	939 112	49,9%	468 616,89
Voirie - couches de roulement	722 686,98	602 239,15	49,9%	300 517,34
Voirie - avenue de Montpellier	134 631,60	112 193	49,9%	55 984,31
Voirie - Chemin du mas de Manse-avenue paysagère	104 040,12	86 700,10	40,23%	34 879,45

Pôle Cadoule et Bérange

Commune de Baillargues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du Fonds de Concours	Montant du Fonds de Concours
Eclairage Public - Place Sigala	35 986,50	29 988,75	49,9%	14 694,49
Réseaux secs - rue des Mazets de l'Aube	47 665,20	39 721	49,9%	19 463,29
Voirie - rue des Mazets de l'Aube	47 911,20	39 926	49,9%	19 563,74
Voirie - rue du Mas de la Treille	95 862	79 885	49,9%	39 143,65
Voirie - rue du Coustouliès	373 000	310 833,33	49,9%	152 308,33
Réseaux secs - rue du Coustouliès	328 000	273 333,33	45,43%	124 164,50

Commune de Beaulieu :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du Fonds de Concours	Montant du Fonds de Concours
Réseaux secs -Font de Bouna	17 008,98	14 174,15	49,9%	6 945,33
Voirie - Font de Bouna	33 772,80	28 144	49,9%	13 790,56
Voirie - Place de l'église	8 736	7 280	49,9%	3 567,20
Voirie - rues Tallian, des Piochs, et impasse Fragon	70 071,50	58 392,92	49,9%	28 612,53
Voirie - rue du Stade	41 500,80	34 584	20,48%	7 084,38

Pôle Vallée du Lez :

Commune du Crès :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du Fonds de Concours	Montant du Fonds de Concours
Voirie – Unterschleisheim, Méditerranée et place du Pont Trinquat	550 000	458 333	49%	224 583
Voirie - Parking Agora	150 000	125 000	49%	61 250
Voirie – Mobilier urbain	5 000	4 166,66	49%	2 042
Espaces Verts - Plantations	15 000	12 500	49%	6 125
Réseaux secs – Eclairage public	159 600	133 000	17,7%	23 542
Réseaux secs – Feux tricolores	21 800	18 166,66	49%	8 902
Réseaux secs – Extensions réseaux	20 000	16 666,66	49%	8 167

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les versements des Fonds de Concours décrits ci-dessus ;
- approuver les conventions définissant les modalités de versement des Fonds de Concours ;
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par Montpellier Méditerranée Métropole sont inscrits au budget 2019, chapitre 908, et seront complétés en tant que de besoin au budget des prochains exercices ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100070-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexes Lattes
- Annexes Pérols
- Annexes VLM
- Convention Baillargues
- Convention Beaulieu
- Convention Lattes
- Convention Pérols
- Convention Villeneuve
- Projet de Convention de Fonds de Concours entre la commune du Crès - copie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

**Voirie, Espace public - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole pour la liaison douce longeant la RD189 - Communes de Lattes (Boirargues) - Mauguio - Autorisation de signature**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a récupéré la pleine gestion de l'ensemble des voiries départementales situées sur son territoire. Au titre de la convention de gestion et d'exploitation aux interfaces entre la Métropole et le Département de l'Hérault, la route départementale 189 relève de la compétence d'exploitation et de gestion de la Métropole.

L'aménagement projeté et objet de la convention, concerne la réalisation d'une liaison douce le long de la RD189. Cette liaison a pour vocation de permettre le cheminement sécurisé des modes doux le long de cette voie, depuis la zone de développement économique au nord de la RD189 située sur la Commune de Lattes (Boirargues) vers la station de la ligne 3 de tramway « Boirargues ». Cette liaison douce, dans son tracé, nécessite une intervention sur l'emprise départementale située le long de la DR189 au sud, sur la Commune de Mauguio (Fréjorgues).

La Métropole souhaite assurer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération décrite ci-dessus en application de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique afin d'assurer une meilleure coordination des travaux, de simplifier les procédures, d'optimiser les coûts et les conditions de réalisation.

La convention a donc pour objet de transférer à la Métropole l'intégralité de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la liaison douce longeant la RD189 entre Mauguio (Fréjorgues) et Lattes (Boirargues).

La convention prend effet à la date de la dernière signature apposée par les parties. Elle est conclue jusqu'à la complète exécution du ou des marchés et levée de toutes les réserves et jusqu'à la remise des ouvrages exécutés à la Métropole.

Le montant maximum de l'enveloppe globale s'élève à 250 000 € TTC, intégralement financé par la Métropole, incluant les travaux, les dépenses de maîtrise d'ouvrage, de contrôle et de coordination Sécurité et de Protection de la Santé (SPS) relatifs à ces travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec le Département de l'Hérault pour le transfert de maîtrise d'ouvrage à Montpellier Méditerranée Métropole du projet de réalisation d'une liaison douce le long de la RD189 ;
- approuver le montant maximum de l'enveloppe globale qui s'élève à 250 000 € TTC ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190930-102421-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 3M CD34 - RD189.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. .

